

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)



PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

Ce qui distingue notre parti: La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

LISEZ, DIFFUSEZ, SOUTENEZ LA PRESSE INTERNATIONALE DU PARTI!

«le prolétaire»
«programme communiste»
«il comunista»
«el programa comunista»

« le prolétaire » Journal bimestriel

Le numéro: 1 €, 3 FS, £ 1, 350 CFA
Abonnement annuel (5 numéros): 7,5 €, 30 FS / £ 10 / 1500 CFA - Abonnement de soutien: 15 €, 60 FS / £ 20 / 3000 CFA

« il comunista »

Journal bimestriel en italien
Le numéro: 1,5 €, 5 FS, £ 1,5 - Abonnement: 8 €, 25 FS, £ 6 - Abonnement de soutien: 16 €, 50 FS, £ 12

« el programa comunista » Revue théorique en espagnol

Le numéro: 3 €, 8 FS, £ 3 / 20 Krs. / America latina: US \$ 1,5 / USA et Cdn: US \$ 3 - Prix de soutien, le numéro: 6 €, 16 FS, £ 6 / 40 Krs. / America latina: US \$ 3 / USA et Cdn: US \$ 6

« programme communiste » Revue théorique du Parti Communiste International

Prix au numéro: 8 €, 15 FS, £ 5, 2000 CFA, USA + Cdn US \$ 8, Amérique latine US \$ 2 - Abonnement simple: Le prix de 4 numéros - Abonnement de soutien: Pour 4 numéros: 50 €, 100 FS, £ 30, 16000 CFA, USA + Cdn US \$ 50, Amérique latine US \$ 20

CORRESPONDANCE

France: Editions Programme, 3 Rue Basse Combalot, 69007 Lyon
Suisse: Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens
Italie: Il Comunista, C.P. 10835, 11010 Milano

Supplément à «programme communiste» n°98, revue théorique du parti communiste international / ISSN-0033-037 X / Imprimé par nos soins août 2004

le prolétaire

organo del partito comunista internazionale

M2414 - 465 - 1 €
« le prolétaire »
« programme communiste »
« il comunista »
« el programa comunista »
« le programma »
« il comunista »
« el programa comunista »
« le programma »

Vers la deuxième guerre du Golfe

En 1991 à l'époque de la première guerre du Golfe, nous écrivions dans ce journal que l'attaque américaine contre le Koweït était le premier acte d'une agression américaine contre le monde arabe. Une agression qui nous a permis de constater que l'Amérique n'est pas un pays qui respecte les droits de l'homme, mais qu'elle est un pays qui viole les droits de l'homme. C'est ce qui nous a permis de constater que l'Amérique n'est pas un pays qui respecte les droits de l'homme, mais qu'elle est un pays qui viole les droits de l'homme.

LES LUTTES DE CLASSES ET D'ETATS DANS LE MONDE DES PEUPLES DE COULEUR, CHANGÉ HISTORIQUE VITAL POUR LA CRITIQUE REVOLUTIONNAIRE MARXISTE

La lutte des classes est le moteur de l'histoire. Elle est la force qui pousse les sociétés humaines à évoluer. Elle est la force qui pousse les peuples à se libérer de l'oppression. Elle est la force qui pousse les peuples à se libérer de l'oppression.

LA GRANDE SERIE MARXISTE

Voici la série de livres qui ont permis de restaurer la doctrine marxiste. Une série de livres qui ont permis de restaurer la doctrine marxiste. Une série de livres qui ont permis de restaurer la doctrine marxiste.

Il comunista

organo del partito comunista internazionale

« il comunista »
« programma comunista »
« il comunista »
« programma comunista »

Il comunista est une revue théorique qui a permis de restaurer la doctrine marxiste. Elle est la force qui pousse les peuples à se libérer de l'oppression. Elle est la force qui pousse les peuples à se libérer de l'oppression.

L'attacco del padronato Fiat alle condizioni di vita e di lavoro operaie trova i proletari orgogliosamente in lotta

La Fiat ha attaccato le condizioni di vita e di lavoro operaie. I proletari sono orgogliosamente in lotta. La Fiat ha attaccato le condizioni di vita e di lavoro operaie. I proletari sono orgogliosamente in lotta.

Massacro degli ostaggi a Mosca: una «lotta forte» attacca sempre innanzitutto la propria popolazione

Il massacro degli ostaggi a Mosca è un esempio di «lotta forte». Una «lotta forte» attacca sempre innanzitutto la propria popolazione. Il massacro degli ostaggi a Mosca è un esempio di «lotta forte».

- TABLE DES MATIERES -

	Pages
• Introduction	1
• Aux prolétaires israéliens, aux prolétaires palestiniens, aux prolétaires d'Europe et d'Amérique («le prolétaire», N° 463 , Août 2002; «il Comunista», n° 79 Aprile 2002)	5
• Une répression bestiale bien préparée (Tract du PCInt. - Mars 2002)	11
• Palestine vaincra? («le prolétaire», n° 402, juillet/août/sept. 1989; «il comunista», n° 16 février-avril 1989)	14
• Points de repères sur la question palestinienne («le prolétaire», n° 401, mai-juin 1989)	20
• Origine et signification de classe de la répression anti-palestinienne («il comunista», N° 12 , Aprile 1988)	23
• Les masses palestiniennes dans l'étau de l'ordre impérialiste («le prolétaire», n° 392, juillet/août7sept. 1987)	29
• Rompre l'isolement des masses palestiniennes («le prolétaire», n° 364, 16 juillet au 2 sept. 1982)	34
• En mémoire des prolétaires de Tall-el-Zaâtar («le prolétaire», n° 317, 18/07 au 05/09 1980)	36
• Le volcan du Moyen-Orient («Programme Communiste», N° 80, Juillet 1979)	
La paix israélo-égyptienne et le nouvel ordre impérialiste au Moyen-Orient	38
• Le volcan du Moyen-Orient («Programme Communiste», N° 80, Juillet 1979)	
Le long calvaire de la transformation des paysans palestiniens en prolétaires	44
• Le Terreur blanche au Liban: Le Moyen-Orient dans la perspective classique du marxisme révolutionnaire («le prolétaire», n° 152, 11 au 24 juin 1973)	51
• Annexes:	
- Seul le renversement d'Israël et de tous les Etats bourgeois mettra fin au calvaire des Palestiniens! (Tract - supplément à «le prolétaire», n° 468, août-sept. 2003)	53
- Les multiples origines et divisions de la classe ouvrière en Israël et dans les T.O. renforcent l'exigence de l'unité et de la lutte de classe	55
- Le facteur démographique, donnée objective des rapports de force inter-bourgeois	57

INTRODUCTION

Après la deuxième guerre mondiale la «question du Moyen-Orient» s'est centrée peu à peu autour de la «question palestinienne», où la question nationale entre Juifs et Arabes (Palestiniens en particulier) condensait en quelque sorte toutes les contradictions bourgeoises du développement capitaliste dans cette aire.

La région où les contradictions nationales se sont en effet le plus exacerbées correspond en gros au territoire de la vieille Palestine, dont les frontières n'ont jamais été fixées: au nord avec le Liban, au nord-est avec la Syrie (dont Israël occupe depuis 1967 le plateau du Golan à l'est du lac Tibériade), à l'est avec la Cisjordanie (occupée par Israël depuis la guerre de 1967), au sud-ouest avec la péninsule du Sinaï (occupée par Israël en 1973 mais restituée à l'Egypte en 1978) et la bande de Gaza (occupée depuis 1967).

En 1948 Israël vainquit une coalition des Etats arabes qui n'avaient pas accepté la résolution de novembre 1947 de l'ONU sur le partage de la Palestine (administrée jusqu'alors par la Grande-Bretagne) en deux Etats, l'un juif, l'autre arabe: ce fut la première guerre arabo-israélienne. Trois autres guerres lui succédèrent: en 1956, 1967 et 1973. En 1956, en coordination avec les impérialismes français et anglais qui attaquaient la régime de Nasser coupable d'avoir nationalisé le canal de Suez et de soutenir les maquis algériens, les armées israéliennes se lancèrent contre les bases de guerilleros à Gaza et dans le Sinaï, tentant sans y parvenir d'étendre son territoire vers le sud-ouest. Lors de la guerre dite des six jours, en 1967, Israël réussit cette fois à englober le Sinaï, la bande de Gaza, la Cisjordanie, Jérusalem Est et le Golan. La guerre de 1973 (dite du Kippour), perdue encore une fois par les pays arabes, ne résolut aucune question et la question palestinienne moins que les autres. Grâce à la médiation des Etats-Unis qui cherchaient à arracher l'Egypte à l'orbite russe, cet Etat signa en 1978 la paix avec Israël contre la restitution du Sinaï (accords de Camp David). Sur le plan formel Israël n'a annexé que Jérusalem-Est, les autres territoires occupés restant matière à négociation avec les Etats arabes, et, dans une moindre mesure, avec l'OLP.

Si le sort de ces guerres avait été favorable aux Etats arabes on aurait sans doute parlé d'une «question juive», l'hypothétique Etat palestinien (guidé et manoeuvré par les Etats arabes comme l'a toujours été l'OLP, et derrière eux par l'URSS) qui se serait alors constitué n'ayant sans aucun doute pas la main légère vis-à-vis des Juifs locaux. Il est de fait que derrière le sionisme et les forces politiques et militaires israéliennes il y a toujours eu des puissances impérialistes et, plus particulièrement depuis 1956, l'impérialisme américain. Et pour cause! Le pétrole moyen-oriental a conféré et confère à cette région une importance vitale

pour l'économie mondiale, obligeant tous les impérialismes à pousser leurs pions, à chercher des bases d'appui pour y accroître leur influence. La crise pétrolière de 1973 à la suite de la guerre du Kippour a fait la démonstration que les forces qui contrôlent le pétrole du Moyen-Orient sont capables de conditionner l'économie des plus grands Etats capitalistes du monde (et notamment de l'Europe). Les Etats-Unis et les Etats européens avaient et ont toujours un intérêt crucial à contrôler les flux pétroliers des gisements les plus importants de la planète - qui sont précisément ceux du Moyen-Orient. Les guerres israélo-arabes d'abord, les guerres du Golfe ensuite doivent être analysées de ce point de vue.

Au cours des décennies du condominium antagoniste russo-américain sur le monde, les Etats-Unis et l'Europe occidentale derrière eux, avaient besoin d'une base solide au Proche et Moyen-Orient, c'est-à-dire d'un Etat fort, motivé et intéressé à jouer le rôle de gendarme de la «civilisation occidentale» (lire: des intérêts de l'impérialisme occidental). Qui mieux que des Juifs, avec leur statut historique de victimes des pogroms, des lois raciales et de l'holocauste, avec leur soif d'une «patrie» et d'une revanche historique sur l'oppression raciale et religieuse, avec leurs antiques liens religieux et culturels, pouvaient remplir ce rôle pour les impérialismes victorieux dans une région aussi difficile et troublée que le Moyen-Orient?

La «Terre promise» devint le grand Israël, une terre où les intérêts économiques et les affrontements entre les classes ont atteint au cours de l'histoire des niveaux de grande intensité, reflétés dans les oppositions entre les fidèles des trois grandes religions monothéistes, chrétiens, musulmans et juifs; mais une terre où le capitalisme le plus avancé - peu importe si l'entreprise était chrétienne, musulmane ou juive - devait appliquer le maximum de force pour étendre la domination politique occidentale, c'est-à-dire américaine. La fonction de l'Etat israélien nouveau-né devait être surtout de s'opposer aux restes de liens entre l'Allemagne et les pays arabes et à la poussée de l'impérialisme russe, et, de façon générale de servir d'avant-poste plus militaire que politique dans toute la région. Et tant qu'Israël assume cette fonction pour l'impérialisme américain, il continuera à avoir la force d'opprimer les palestiniens et les arabes israéliens pour les exploiter au maximum, il continuera à avoir la force de mener sa politique brutale de conquête de terres et de ressources (agricoles, hydrauliques et stratégique-militaires).

Deux questions fondamentales opposent les bourgeois israéliens et palestiniens: les Territoires occupés (où «construire» l'Etat palestinien) et le retour des palestiniens exilés à la suite des diverses guerres. Le «droit au retour» a été un

des points les plus importants de la politique sioniste pour la formation de l'Etat d'Israël; mais ce même Etat craint évidemment que l'admission de ce «droit» pour les autres provoque une véritable contre-invasion de millions de palestiniens de la diaspora, faisant voler en éclat l'équilibre démographique déjà précaire entre populations juive et arabe. C'est pourquoi la «démocratie israélienne» est radicalement opposée au «droit au retour» des réfugiés palestiniens.

Les bourgeoisies respectives n'ont jamais réussi à résoudre ces questions, ni par la guerre ni par les négociations dites «de paix», ni par l'intervention d'autres acteurs comme l'ONU, les Etats-Unis, la Russie ou les Etats européens. Pourquoi? Parce que les oppositions entre Arabes et Israéliens, entre Palestiniens et Juifs ne sont pas des contrastes limités à deux «nations», où l'une peut vaincre l'autre et imposer des frontières précises, un développement économique correspondant à ses bases matérielles et des rapports inter-étatiques formellement «équilibrés». L'Etat palestinien, avancé dès 1948 comme la solution à l'affrontement avec les Juifs qui allaient créer leur Etat indépendant, n'a pas vu le jour parce qu'alors les classes possédantes et privilégiées arabes qui faisaient la guerre étaient bien évidemment incapables de susciter et de diriger ce qui est normal dans la culture politique bourgeoise: une lutte populaire (pluriclassiste), une lutte au cours de laquelle un peuple se révolte contre des formes archaïques et oppressives d'organisation sociale, s'arme et lutte pour constituer un Etat indépendant, démocratique ou républicain.

L'Etat palestinien indépendant n'a jamais été un objectif des Cheiks ou des Emirs arabes; mais il n'a jamais été non plus un objectif des bourgeoisies arabes qui soutenaient, financièrement y compris, la résistance palestinienne car un tel Etat aurait constitué pour elles un problème supplémentaire. Si les palestiniens - qui sont présents non seulement en Palestine, mais aussi au Liban, en Syrie, etc. et surtout en Jordanie - avaient pu par leur lutte constituer un Etat indépendant, celui-ci aurait en effet risqué de devenir pour les classes dirigeantes et les privilégiés de la mosaïque moyen-orientale un trouble-fête ou au minimum un concurrent, sans compter que son éventuelle paix avec Israël aurait orienté les poussées expansionnistes de l'Etat hébreu vers les autres pays arabes.

Ce n'est pas par hasard qu'en Jordanie, lors du **septembre noir** (1970), les armées du roi Hussein attaquèrent les unités de guérillas palestiniennes qui avaient constitué une sorte d'Etat dans l'Etat, les chassant pour toujours du pays. Réfugiés au Liban où ils se réorganisèrent, les guerilleros palestiniens devinrent vite un encombrant problème pour l'Etat libanais et la Syrie qui en était le parrain. Le massacre du camp de réfugiés de Tall el-Zaatar en 1976 par l'armée libanaise et les missiles syriens, avant même les massacres des camps de Sabra et Chatila en 1982 par les miliciens phalangistes libanais protégés par l'armée israélienne, signa en fait la fin de la guerre civile libanaise et la défaite de la perspective de destruction de l'Etat israélien pour construire sur ses ruines un Etat palestinien.

L'O.L.P., comme nous l'avons souvent démontré dans notre presse, n'a en réalité **jamais** été une organisation bourgeoise **révolutionnaire**. L'O.L.P. est née d'en haut, sous les auspices de la Ligue Arabe et surtout de l'Egypte de Nasser, comme moyen de mobilisation populaire et de propagande idéologique de ce que l'on appelait alors le «refus d'Israël». Après la défaite lors de la guerre de 1967 et l'admission du Fatah en son sein, si elle acquit une certaine légitimité auprès des populations palestiniennes,

elle ne cessa pas pour autant de jouer surtout le rôle d'instrument de pression des Etats arabes pour une solution politique de leurs différends avec Israël, le sort des masses palestiniennes opprimées étant le cadet des soucis de ces derniers.

Ni avant 1967, ni après, l'O.L.P. n'a constitué un véritable guide du peuple palestinien pour son émancipation de l'occupation et de l'oppression nationale exercée contre eux par l'Etat israélien (mais aussi les autres Etats arabes). Après l'invasion du Liban par Israël en 1982 et la défaite des unités de guérillas palestiniennes (malgré la résistance héroïque de prolétaires à Beyrouth ouest), les cadres et principaux militants de l'O.L.P. furent transportées vers Tunis par l'impérialisme (en l'espèce la flotte française, agissant en accord total avec les Etats-Unis). Dès lors elle se lança dans d'interminables tentatives pour arriver à négocier des accords de paix et pour recueillir prestige et reconnaissance sur la scène diplomatique internationale.

Mais sur place les masses palestiniennes continuaient à souffrir de l'exploitation, de l'oppression et de la répression. Et en décembre 1987 éclata, à l'intérieur même des territoires occupés par Israël et sans lien avec l'OLP, l'*Intifada*, l'«insurrection» connue sous le nom de révolte des pierres parce que les jeunes palestiniens n'avaient que des pierres à opposer aux fusils et aux chars d'assaut israéliens. Au début des années 90 des accords de paix, qualifiés d'«historiques», furent négociés sous l'égide des Etats-Unis entre l'O.L.P. et Israël. Faisant miroiter la constitution d'un Etat palestinien au terme d'un «processus de paix» mal défini, ils ne représentaient en rien la fin du colonialisme (si la création de nouvelles colonies était officiellement abandonnée, la «croissance naturelle» de la plupart de celles existant déjà était affirmée par les dirigeants israéliens) car ils avaient essentiellement pour but de retirer à Israël la douloureuse épine du maintien de l'ordre à Gaza et en Cisjordanie, en le confiant à une «Autorité palestinienne» administrant des fragments de territoire autonomes. Ces accords dits «d'Oslo» ne pouvaient donc rien changer à la situation des Palestiniens et les affrontements continuèrent, jusqu'à éclater en une nouvelle et meurtrière Intifada, après la répression sanglante d'une manifestation de protestation contre une provocation de Sharon.

L'idée de la constitution d'un Etat palestinien a été reprise au cours des dernières années par les grandes puissances impérialistes, y compris les Etats-Unis, mais cet Etat dont en réalité aujourd'hui encore Israël ne veut pas concéder l'existence, ne serait qu'un mot appliqué à des territoires fragmentés et isolés entre eux. Si jamais il voyait le jour cet Etat serait complètement dépendant d'Israël du point de vue économique, du point de vue des frontières et des douanes, des échanges commerciaux et financiers ou du travail de ces habitants: ce ne serait rien d'autre qu'un **avorton**, comme l'a été historiquement la «nation palestinienne». Du point de vue bourgeois il n'y a pas de solution à la question palestinienne qui ne soit basée sur la codification de l'oppression des Palestiniens et en particulier des prolétaires palestiniens.

L'Etat israélien est né par les attentats terroristes et par la force, non seulement des organisations sionistes, mais des **impérialismes** victorieux de la deuxième guerre mondiale, qui l'ont imposé aux Etats de la région; il est né par la victoire dans la guerre de 1948-49 et a confirmé son existence dans les guerres successives. L'Etat d'Israël représente l'unique entité organisée, solide, unitaire, arrivée au niveau des Etats capitalistes les plus développés et en

autre complètement rangée du côté des intérêts impérialistes les plus puissants (nord-américains), qui existe et puisse exister du point de vue bourgeois sur le territoire historique de la Palestine.

Du côté palestinien il n'a jamais existé de force suffisamment organisée, unitaire, déterminée, sur le plan politique comme sur le plan militaire, pour résister et s'imposer d'une manière similaire. La défaite de l'empire Ottoman lors de la première guerre mondiale aurait pu constituer une occasion historique en Palestine et ailleurs pour une révolution anti-coloniale aboutissant à un Etat indépendant (en Palestine alors le problème n'était pas les Juifs dont le nombre n'atteignait pas les 60.000, mais la domination des Britanniques). Mais les forces politiques et sociales faisaient défaut; la bourgeoisie était peu nombreuse, il n'existait pas de partis nationalistes bourgeois avec un programme révolutionnaire (ou simplement politique) clair et, le prolétariat étant tout aussi faible, il n'existait pas non plus de partis communistes. Après la deuxième guerre mondiale un Etat palestinien n'aurait pu se constituer, au-delà des résolutions de l'ONU, que sur la vague d'une guerre révolutionnaire bourgeoise contre les impérialismes anglais et français et en même temps contre le sionisme. Le fait est que trente ans après la chute de l'empire ottoman, en dépit des bouleversements causés par le capitalisme aux vieilles structures sociales agricoles et latifundistes, les populations arabes de Palestine n'avaient pu rompre avec la dépendance des Cheiks, avec les pesantes traditions paysannes et communautaires pour donner naissance à un parti révolutionnaire bourgeois digne de ce nom.

Du point de vue prolétarien et communiste, les problèmes nationaux des Juifs et des Palestiniens ne se posent pas dans l'absolu mais par rapport au développement de la lutte révolutionnaire et de classe au Moyen-Orient.

Les Juifs israéliens ont dans un certain sens résolu leur «question nationale»: ils ont une identité nationale (et pas seulement religieuse et culturelle), un Etat doté de tous ses attributs y compris militaires (et comment!), une économie nationale qui reçoit sans aucun doute de copieuses subventions américaines mais qui possède une structure productive développée, de la métallurgie à une agriculture mécanisée, sans parler de l'industrie légère et de l'économie liée au tourisme religieux. Il reste qu'un cinquième de la population totale (qui est égale à un peu plus de 6 millions d'habitants) est constituée par une population arabe issue de ceux restés sur place après 48; si leur situation est bien meilleure que celle des Palestiniens des Territoires occupés, ils restent des citoyens de seconde zone, soumis à diverses discriminations, notamment sur le plan salarial.

Les millions de Palestiniens qui s'entassent dans les Territoires occupés (3,5 millions environ sur 6250 km² (à comparer avec les 20250 km² d'Israël) ont vu leur situation se détériorer très sensiblement à cause de la situation militaire au cours des dernières années: incursions et destructions en tout genre commises par l'armée israélienne, imposition de barrières (check-points) à la circulation, non paiement des sommes dues par les autorités israéliennes, etc. Le chômage a grimpé en flèche en raison des difficultés quasi insurmontables pour aller travailler en Israël (où des dizaines de milliers de travailleurs palestiniens constituaient la fraction la plus mal traitée du prolétariat), de l'interruption presque complète de la faible activité économique locale, agricole notamment. La construction en cours du fameux mur de séparation est une occasion supplémentaire que s'est donnée l'Etat israélien pour s'emparer de ressources palestiniennes. Il est connu qu'aujourd'hui une

bonne part de la population palestinienne des Territoires ne survit que grâce à l'aide internationale. Cette situation ne peut être qualifiée autrement qu'**explosive**.

Mais les organisations nationalistes de l'O.L.P. n'ont jamais pu offrir de solution à l'oppression permanente des masses palestiniennes, ni n'ont même réussi à suivre une politique cohérente avec les objectifs nationaux bourgeois de ses statuts; et elles ne pouvaient le faire en raison de leur dépendance vis-à-vis des Etats arabes qui les soutenaient et de leur respect de l'ordre impérialiste dans la région: la bourgeoisie dont elles étaient et sont l'expression politique ne cherchait qu'à mendier une petite place dans cet ordre et non à lutter contre lui.

Il n'est pas difficile aujourd'hui pour toutes les chancelleries du monde, à commencer par celle de Tel Aviv, de cacher l'oppression nationale des Palestiniens derrière le «problème du terrorisme»: comme si les kamikazes palestiniens qui se font sauter dans des bars, à des barrages de l'armée ou dans des autobus israéliens étaient l'expression d'un nihilisme sans lien avec la situation sans issue de ces jeunes. Les kamikazes sont-ils instrumentalisés par des organisations islamiques qui cherchent à détourner la tension sociale vers des oppositions de type religieux ou autres? Sans aucun doute, comme peut être instrumentalisé et détourné tout acte terroriste, mais cela n'empêche pas que ces actes ne sont que la réponse désespérée à des actions continuelles et systématiques du terrorisme d'Etat israélien dans les Territoires occupés.

Les prolétaires palestiniens vivent quotidiennement la faim, la misère, la répression et les massacres causés par l'Etat d'Israël mais ils souffrent aussi de l'action de l'Autorité Palestinienne et de l'O.L.P., organes de la bourgeoisie palestinienne.

Mais comme les prolétaires israéliens ne luttent pas contre leur propre bourgeoisie, contre l'oppression qu'inflige cette bourgeoisie, les prolétaires palestiniens ne peuvent pas constater l'existence d'une opposition frontale, d'une lutte entre les classes en Israël; cela leur rend d'autant plus difficile la constatation d'une telle opposition entre les classes au sein de la population palestinienne. Et tant que la lutte des classes ne réussira pas à briser le lien national qui enchaîne les prolétaires aux bourgeois, la question «nationale» palestinienne ne sera pas surmontée.

Tant que les prolétaires israéliens ne réussiront pas à entrer en lutte de manière ouverte et décidée pour obliger «leur» bourgeoisie à cesser l'oppression des Palestiniens, il sera pratiquement impossible que les prolétaires palestiniens les considèrent comme des frères de classe, comme des combattants de la même barricade: ils ne les verront que comme les complices de l'oppression qu'il subissent quotidiennement.

Les prolétaires palestiniens ont ainsi le malheur d'avoir à la fois une bourgeoisie incapable de jouer son rôle historique (émancipation du joug colonial et conquête de l'indépendance pour le peuple dont elle prend la tête) ce qui les conduit à souffrir d'une double oppression bourgeoise, nationale et salariale; et d'avoir face à eux un prolétarien israélien complètement prisonnier de sa bourgeoisie qui a réussi à le paralyser par des concessions matérielles et à l'influencer idéologiquement en profondateur.

En tant que communistes, nous devons nous rappeler les positions que Lénine a défendu y compris contre beaucoup de militants prolétariens qui ne les comprenaient pas. La perspective de la marche vers la révolution prolétarienne et le renversement des Etats bourgeois (ou pré-bourgeois) implique que la classe ouvrière ne peut pas éviter de se

charger des tâches historiques que la bourgeoisie n'a pas été capable d'assumer.

Mais ces tâches, le prolétariat et sa dictature devront les affronter et les résoudre **de façon prolétarienne** et non pas de façon bourgeoise, c'est-à-dire en fonction de la lutte révolutionnaire internationale. Le principe bourgeois de la constitution des nations opprimées en Etats indépendants n'est pas un impératif de la lutte prolétarienne; mais ce qui est un impératif, c'est que le prolétariat du pays oppresseur exprime sa **solidarité totale et sans condition** avec le prolétariat du pays opprimé dans la lutte contre cette oppression, avec l'**objectif** d'arriver à une **union des deux prolétariats pour la lutte de classe anti-bourgeoise**. Le prolétariat du pays oppresseur doit démontrer, non seulement en paroles mais dans les faits, qu'il n'est en rien complice de l'oppression exercée par «sa» bourgeoisie et «son» Etat et qu'il la combat.

C'est pourquoi, quelle que soit la possibilité ou non de la constitution d'un Etat indépendant, les communistes doivent lancer le mot d'ordre de l'**autodétermination**, du droit des Palestiniens à décider librement de leur sort. Mais ils lancent en même temps l'appel à la **fraternité de classe** entre prolétaires israéliens et palestiniens, l'appel à la lutte contre leur propre bourgeoisie en rappelant que la fin de l'oppression nationale ne fait pas disparaître l'oppression et l'exploitation bourgeoises.

D'autre part la lutte des prolétaires palestiniens contre toute forme d'oppression pourrait faire disparaître les oppositions entre «ennemis» d'hier en donnant l'exemple aux prolétaires des autres pays de l'aire moyen-orientale, d'importance stratégique pour l'impérialisme mondial. Voilà pourquoi la «question palestinienne» est en réalité une question plus large et se pose au minimum comme «question du Moyen-Orient». Notre parti l'avait compris en son temps comme le montre l'article *«Le Moyen-Orient dans la perspective classique du marxisme révolutionnaire»*.

Mais la complexité de la situation et l'évolution de la Résistance palestinienne provoqua dans le parti un certain nombre de flottements et de prises de position fausses; c'était le cas par exemple de l'espoir que les noyaux de la future avant-garde prolétarienne dans la région naissent à partir d'organisations de la gauche de l'O.L.P., ou du mot d'ordre absurde de *«République ouvrière et paysanne du Moyen-Orient»* censé donner aux masses opprimées de la région sous forme «compréhensible» la perspective de prise du pouvoir par le prolétariat entraînant derrière lui les paysans et résolvant au passage les tâches bourgeoises - comme si le problème de l'entrée en lutte des larges masses et des rapports entre les diverses couches et classes opprimées pouvait trouver une solution dans l'habileté des mots d'ordre!

La crise qui frappa le parti d'hier au début des années 80 eut précisément la «question palestinienne» comme détonateur. Beaucoup de questions de première importance pour un parti communiste révolutionnaire venaient s'y greffer: l'analyse précise des mouvements politiques et sociaux dans les différentes régions du monde, la définition correcte de la perspective révolutionnaire dans les diverses aires, la conception juste du parti de classe et de ses tâches sur les

plans théorique et politique, tactique et organisationnel dans les différents zones où il se trouve. Si les erreurs sont reconnues à temps elles peuvent être corrigées, avec plus ou moins de difficultés; si elles ne sont pas reconnues, elles se solidifient en positions bien précises, opposées au marxisme et qui ouvrent la porte aux influences contre-révolutionnaires de l'idéologie dominante.

Le parti n'a qu'une seule méthode pour corriger ses erreurs et retrouver la voie juste: revenir à la théorie marxiste et au programme communiste qui représente la synthèse des luttes menées aux différentes époques par le mouvement révolutionnaire prolétarien. Un Lénine (comme ensuite un Bordiga) a démontré comment appliquer la méthode dialectique et la théorie marxiste à tous les problèmes que l'histoire et la lutte des classes posent au parti communiste en refusant d'échafauder de nouvelles positions ou de nouvelles théories sous le prétexte de situations «nouvelles».

* * *

La brochure que nous publions contient une série d'articles qui expriment une continuité non formelle, non de façade, mais de fond, une continuité sur la ligne marxiste correcte. Nous ne republions évidemment pas les articles contenant des positions fausses ou équivoques par rapport à cette ligne, mais nous ne cachons pas que de telles positions ont existé. Le travail de bilan de la crise du parti a consisté à passer au crible ces erreurs, de façon à être préparé à les combattre si elles réapparaissaient demain; nous renvoyons par exemple à ce sujet à l'article ci-dessous: *«Points de repère sur la question palestinienne»*.

Certains qui se réfèrent aux mêmes origines et qui prétendent représenter la véritable continuité du parti ont en réalité honte du véritable parti d'hier, de l'organisation réelle, faite de militants en chair et en os, qui a pu se tromper; ils préfèrent **cache**r les erreurs, parfois graves, comme on cache la poussière sous le tapis, plutôt que de les reconnaître, de s'y attaquer et de les surmonter. D'autres, quand ils reconnaissent et dénoncent les erreurs, les attribuent à X ou Y, à des **individus** particulièrement mauvais qui, on ne sait comment, ont fait dévier le parti (1).

Ils montrent ainsi que la continuité qu'ils revendiquent tous est purement **formelle**, donc fausse, et que leur vision du parti est au fond **métaphysique**, donc non marxiste. Il ne suffit pas de publier un journal avec la manchette «organe du parti communiste international» ou de s'auto-proclamer seuls héritiers de la Gauche communiste, pour l'être vraiment: en politique les déclarations d'intention ne valent rien si elles ne sont pas suivies de la démonstration de leur réalité dans les faits.

(1) Pour une critique des positions de différents groupes (issus du parti ou non: «Il Programa Comunista», «Il Partito Comunista», «Partito Comunista Internazionale - Schio», «Battaglia Comunista») sur la question palestinienne, voir «Il Comunista» n°80-81, août 2002

Aux prolétaires israéliens Aux prolétaires palestiniens Aux prolétaires d'Europe et d'Amérique

(«le prolétaire», N° 463 , Août 2002;
«il Comunista», n° 79 Aprile 2002)

Jamais les capitalistes, les bourgeois, les laquais de la bourgeoisie, les bourgeois déguisés en prolétaires ou en communistes, n'ont consacré leur énergie, leurs espoirs, leurs attentes, leurs forces pour d'autre but que pour défendre par tous les moyens possibles les intérêts de la classe à qui ils appartiennent vraiment, et dont dépendent leur vie, leurs privilèges, leur richesse: les intérêts de classe de la bourgeoisie.

Tout prolétaire sait dans sa chair que le bourgeois l'exploite, le rejette s'il ne peut plus l'exploiter, l'abandonne à la misère et à la faim, le massacre dans les usines, les chantiers, les mines, sur les routes ou dans les guerres. Mais il sait aussi que tout seul il n'a pas la force de s'opposer à ce fatal mécanisme d'oppression salariale et sociale, et que ce n'est qu'**en s'organisant dans et pour la lutte** qu'il est possible de voir la lueur d'un avenir différent.

L'histoire des peuples est l'histoire des luttes entre les classes sociales qui existent partout: d'un côté les classes qui imposent et défendent leurs privilèges sociaux et leur domination économique, politique et sociale sur toute la population; de l'autre les classes qui sont soumises à cette domination et qui se défendent contre la violence politique économique et sociale des premières. L'histoire des luttes de classe a commencé à l'époque des premières sociétés esclavagistes pour aller jusqu'à la société actuelle où tous les anciens modes de production ont été dépassés, et où toutes les anciennes contradictions et divisions ont été condensées dans le mode de production du capitalisme moderne, dernière des sociétés de classes, qui domine toute l'humanité.

En Israël comme en Chine, aux Etats-Unis comme au Népal, en Argentine comme au Rwanda, en Australie comme dans le Mato Grosso, là où le développement est maximum comme là où l'arriération économique condamne des millions d'êtres humains à la misère et à la faim, partout règnent depuis longtemps les lois implacables du capital.

Le développement du capitalisme, du point de vue économique et donc aussi du point de vue social et politique, n'a jamais été et ne peut être harmonieusement équilibré: il a toujours été, selon Marx, un développement inégal. Les

pays qui en raison de causes historiques et matérielles se sont développés les premiers, ont imposé au monde ce mode de production et se sont également imposés en position dominante.

Le gigantesque progrès économique, social et politique représenté par le capitalisme par rapport aux anciens modes de production, s'est progressivement transformé en un obstacle au développement des pays les plus pauvres mais aussi à un développement ultérieur sur tous les plans du monde entier. En faisant disparaître les vieilles sociétés précapitalistes le capitalisme a fait faire un pas historique en avant à l'humanité; il a fait surgir la bourgeoisie moderne à la place des anciennes classes dominantes et de l'autre côté, le **prolétariat**, la classe des sans-réserves qui ne possèdent rien que leur force de travail; la production capitaliste implique que cette force de travail soit utilisée à travers le système du **salarial**. Depuis que domine le mode de production capitaliste à l'échelle mondiale, la vie de tous les pays, développés ou non, dépend du rapport entre **capital** et **travail salarié**.

L'universalisation du capital, déjà décrite par Marx et que de soit-disant découvreurs de nouveautés économiques ont appelé «globalisation», a lié le destin de toute l'humanité à la vie économique et financière des grandes puissances; le moindre recoin de la planète est devenu une zone d'intérêts pour un pays plus puissant, les moindres populations, même les plus perdues, voient leur sort dépendre de l'économie des métropoles capitalistes. Mais cette universalisation a aussi produit la généralisation du travail salarié; elle engendre des masses de plus en plus nombreuses de prolétaires unis par la même condition de sans-réserves, que leurs intérêts immédiats comme à plus long terme poussent toujours plus contre les intérêts bourgeois, creusant un antagonisme social qui débouchera inévitablement sur l'affrontement historique décisif entre le prolétariat international et la bourgeoisie mondiale pour en finir avec le salarial, le capital, le marché, avec toutes les formes d'exploitation et d'oppression.

S'il est vrai que la classe dominante au cours de ses deux siècles d'histoire n'a jamais réussi à résoudre les contradictions matérielles de son mode de production, il est tout aussi

vrai qu'elle n'a jamais réussi à résoudre les contradictions qui découlent de l'oppression économique, sociale, politique et militaire de peuples entiers par des pays plus puissants. En se développant, le capitalisme accroît les contradictions qui opposent bourgeois et prolétaires, mais il accroît aussi celles qui opposent la poignée de pays dominants aux pays plus faibles. Au lieu de disparaître ou de s'atténuer, toutes les oppressions s'aggravent; et les oppressions nationales que des intellectuels pédants ont rangé au rayon des antiquités, en même temps que le vieux colonialisme, deviennent de plus en plus présentes, non seulement dans les pays de la périphérie, mais même dans les pays capitalistes développés.

PROLÉTAIRES D'ISRAËL!

Le Moyen-Orient, conglomérat de petites nations, et la terre de Palestine en particulier, démontrent à l'évidence l'incapacité de la bourgeoisie à résoudre les contradictions qui s'y sont accumulées depuis cinquante ans au moins. Les appels à l'**union nationale** de la part de vos dirigeants, de «droite» ou de «gauche», de même que les appels similaires des organisations palestiniennes, qu'elles fassent ou non partie de l'OLP, ne sont que des appels à des intérêts bourgeois: ceux de la bourgeoisie israélienne forte et unifiée derrière le sionisme et ceux de la bourgeoisie palestinienne, faible et divisée, toutes deux assoiffées de terres et de bras à exploiter.

Israël, Etat imposé par les vainqueurs de la dernière guerre mondiale, a un rôle au Proche et au Moyen-orient qu'aucun autre Etat n'a pu jouer. C'est un Etat-colon, un Etat-gendarme, soutenu moins par la vitalité de son économie propre que par celle du capitalisme international, américain au tout premier chef. Bras de Washington dans une région où domine l'islamisme et où se concentrent de puissants intérêts contradictoires liés aux ressources pétrolières, Israël ne pourra jamais se passer des Etats-Unis; mais les Etats-Unis ne peuvent se passer non plus d'Israël. Les intérêts nationaux israéliens sont inextricablement liés aux intérêts américains: la vie de la bourgeoisie israélienne dépend étroitement des flux de capitaux qui lui viennent des Etats-Unis. A cela elle ajoute deux thèmes idéologiques constamment agités à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières: a) son rôle de défense de la civilisation occidentale en terre d'Islam; b) son statut de victime éternellement menacée, liée au mythe de la «terre promise». Cela ne signifie pas qu'il n'existe pas de conflits d'intérêts entre les deux pays - il en existe toujours entre Etats bourgeois; mais cela signifie que ces conflits ne mettront jamais en cause l'alliance des deux Etats.

Dès le début de la construction de son Etat en Palestine la bourgeoisie israélienne a réussi à faire partager ce nationalisme exacerbé à ses prolétaires d'origine juive, grâce aux thèmes idéologiques rappelés ci-dessus, mais aussi grâce aux avantages matériels tirés de la colonisation des terres arabes - et grâce à la destruction des positions de classe commise par le stalinisme et l'opportunisme démocratique et interclassiste.

Prolétaires israéliens: vous avez été empoisonnés par le nationalisme et le racisme, et c'est pourquoi vous n'avez jamais, sauf exception, levé le doigt pour empêcher votre ennemi de classe, votre bourgeoisie, d'opprimer les Palestiniens. **Prolétaires israéliens:** vous avez été éduqués par votre bourgeoisie mais aussi par l'opportunisme de type stalinien, à voir comme vos alliés les capitalistes israéliens

et américains, et à voir comme des ennemis tous ceux qui s'opposaient, d'une façon ou de l'autre, à la naissance et à l'expansion d'Israël qui s'est faite pourtant dans le sang de prolétaires de diverses nationalités, en particulier palestiniens. N'avez-vous jamais compris que l'union sacrée du judaïsme vous a en réalité empêché de lutter pour vos intérêts de classe et de lutter contre l'oppression nationale exercée par votre bourgeoisie contre les Palestiniens dont vous recevez aussi des avantages? Ne voyez-vous pas que la tant vantée démocratie israélienne n'a pas empêché et n'empêchent pas vos dirigeants - démocratiquement élus - d'opprimer et de massacrer systématiquement les Palestiniens et de vous envoyer en guerre, chaque fois que la bourgeoisie décrète la patrie en danger, pour défendre des intérêts bourgeois?

Prolétaires israéliens: vous avez sur vos épaules une lourde responsabilité vis-à-vis surtout des prolétaires palestiniens; vous avez partagé avec la bourgeoisie la responsabilité de leur oppression, de leur expulsion de leur terre, des massacres et tueries que l'armée israélienne n'a jamais cessé de commettre contre eux depuis qu'elle existe. Votre premier devoir doit être, selon Lénine, de reconnaître le droit à l'autodétermination des Palestiniens, au-delà du fait que soit possible ou non la construction d'un Etat indépendant. Cette reconnaissance implique la lutte la plus décidée contre l'oppression nationale exercée par votre bourgeoisie. Si vous ne vous prononcez pas clairement pour le retrait immédiat des troupes israéliennes des Territoires palestiniens, contre toute oppression des palestiniens, pour la reconnaissance à leur droit de se séparer d'Israël, vous ne pourrez être considérés par eux que comme des «oppressés» des «ennemis» au même titre que toutes les couches bourgeoises israéliennes!

L'histoire, rappelait Marx, se venge des peuples qui en oppriment d'autres; l'histoire demande des comptes aux prolétaires qui se sont rendus complices de l'oppression d'autres peuples par leur bourgeoisie. Elle vous fera payer les avantages que, en tant qu'Israéliens, vous avez tiré de l'oppression des Palestiniens. Dans la lutte de classe qui opposera le prolétariat en tant que tel, au-delà de la nationalité, à la bourgeoisie en tant que telle, quelle place occuperez-vous? Les prolétaires juifs ont écrit de glorieuses pages de lutte, y compris dans les situations les plus dramatiques comme lors de la bataille du ghetto de Varsovie, mais vous les avez oubliées depuis des décennies. Votre collaboration de classe avec votre bourgeoisie vous a conduit à être complice, de fait, des massacres de Sabra et Chatila hier, de Jenine aujourd'hui.

Mais l'armée israélienne ne fait que répondre à d'atroces actes de terrorisme! Les kamikazes palestiniens se font sauter dans des cafés, dans des restaurants, dans des supermarchés, tuant des civils innocents: il faut éradiquer le terrorisme - voilà ce que disent vos dirigeants pour justifier la guerre contre les Palestiniens.

Oui, les actes de terrorisme sont toujours atroces; mais est-ce que la destruction de maisons palestiniennes avec leurs habitants, les tirs de missiles ou de canons qui font des morts parmi des civils palestiniens innocents par centaines ne sont pas des actes de terrorisme atroce? A moins que, parce qu'ils sont palestiniens, ils ne peuvent être complètement innocents? Une des armées les plus puissantes du Moyen-Orient occupe militairement les Territoires palestiniens et sous le prétexte de lutte contre le terrorisme, met à feu et à sang les villes et villages de tout un peuple, soumis par ailleurs depuis des décennies à l'oppression nationale;

un peuple qui ne se laisse pas dominer facilement, mais combat les armes à la main ou à mains nues comme lors de la première Intifada où les lanceurs de pierres se voyaient démocratiquement casser les bras et comme de cette deuxième Intifada où l'armée israélienne passe démocratiquement la population par les armes, sans distinction de sexe ou d'âge.

Oui, les actes de terrorisme provoquent la mort, y compris d'innocents. Les actes de terrorisme font partie intégrante de toute guerre; ils sont utilisés des deux côtés. Mais la disproportion entre une armée moderne et suréquipée et des miliciens peu et mal armés, sans armée véritable, ne peut que les pousser vers des actes terroristes. Les organisations qui y ont recours sont bien conscientes qu'elles n'ont pas de véritables moyens de s'opposer à l'armée israélienne et, tout en sachant que ces actions provoqueront de terribles représailles contre les populations civiles palestiniennes, elles espèrent qu'elles ébranleront le soutien de la population israélienne à la politique de leur gouvernement, qu'elles diminueront l'esprit guerrier de l'ennemi, voire qu'elles finiront par obliger des Etats plus puissants à entrer en action. Les actes terroristes n'ont jamais permis de gagner une guerre, mais ils font partie de la guerre.

PROLÉTAIRES D'ISRAËL!

Votre avenir ne réside pas dans la collaboration avec votre bourgeoisie; il ne réside pas dans l'approbation du massacre d'hommes, femmes, vieillards et enfants par des blindés à l'étoile de David, ni dans d'impuissantes marches pour la paix qui n'ont jamais arrêté une guerre! Le prétexte du «terrorisme» ne doit pas vous arrêter parce qu'il est utilisé par la bourgeoisie pour vous contraindre encore une fois à l'**union sacrée**. La bourgeoisie a le besoin absolu de vous enchaîner à ses exigences, à ses objectifs: sans votre appui, sans votre complicité, sans votre silence elle ne pourrait plus défendre ses intérêts de classe ni faire la guerre aux Palestiniens ou à d'autres pays. Les attentats, la bourgeoisie les utilise pour justifier ces opérations militaires et tous ces mesures politiques et sociales: s'ils n'existaient pas, elles les inventerait.

Votre avenir réside dans la **lutte prolétarienne**, avant tout contre votre bourgeoisie, lutte dans laquelle vous ne pouvez trouver de véritables alliés que dans vos frères de classe prolétariens, au-delà de la nationalité; et vos frères de classe sont avant tout les prolétaires palestiniens envers qui vous devez montrer une solidarité active parce qu'ils sont opprimés par votre bourgeoisie. Mais pour se solidariser en tant que prolétaires, il est indispensable de briser le lien qui vous contraint à la collaboration avec votre gouvernement, avec vos bourgeois, avec vos capitalistes.

Ce n'est que si vous réussissez à briser ce lien, que si vous réussissez à vous libérer de l'étreinte suffocante du nationalisme juif et du démocratism bourgeois, que vous pourrez non seulement être solidaires des prolétaires palestiniens, mais être capables de défendre vos véritables intérêts de classe.

PROLÉTAIRES PALESTINIENS!

On vous a toujours indiqué la Palestine comme la patrie à conquérir, à laquelle dédier toutes vos forces, toutes vos énergies, toute votre vie. L'oppression nationale qu'Israël exerce sur vous comme sur toute la population palestinienne, vous a conduit à identifier vos intérêts vitaux avec les

intérêts «nationaux», avec les intérêts de votre bourgeoisie nationale.

Toute patrie est un objectif bourgeois et exclusivement bourgeois. Elle est définie par un territoire sur lequel la bourgeoisie édifie son Etat avec toutes ses institutions, son armée, sa police et ses tribunaux, crée son marché, bat sa monnaie, produit ses marchandises, un territoire où elle s'arroge le droit d'exploiter directement ses prolétaires (et peut-être les prolétaires de pays plus pauvres) pour en tirer le profit qui la fait vivre. **Les prolétaires parce qu'ils sont des sans-réserves, n'ont pas de patrie!**

Vous avez été la démonstration pratique de cet axiome marxiste: vous êtes prolétaire exploité en Israël, en Jordanie, au Liban, en Syrie, en Egypte, en Italie, en France, en Amérique ou ailleurs. Prolétaires, vous êtes obligés de vendre votre force de travail quel que soit le pays où vous êtes réfugiés, au patron quel qu'il soit qui a l'intention de vous exploiter pour extorquer un profit de votre travail.

En tant que prolétaires, particulièrement en Israël, vous subissez deux types d'oppression: à l'oppression du salariat qui vous réunit aux prolétaires du monde entier, s'ajoute la brutalité de l'oppression nationale, de la part d'un pays qui se vante d'être la seule «véritable démocratie» de tout le Moyen-Orient. Mais la lutte contre l'oppression nationale exercée contre vous ne doit pas vous faire oublier que la bourgeoisie palestinienne ne cherche qu'à vous utiliser, ne cherche à utiliser votre combativité, votre courage, votre sang que pour ses propres intérêts spécifiques de classe!

PROLÉTAIRES PALESTINIENS!

Pendant des décennies vous avez été conduits aux plus grands sacrifices avec le mirage d'une patrie palestinienne dans laquelle vous pourriez enfin vivre en paix. Pendant des décennies on vous a fait croire que cette patrie allait naître de la destruction d'Israël par la victoire militaire et politique sur les forces armées de l'Etat hébreu. En réalité jamais les organisations palestiniennes nationalistes, à commencer par le Fatah, n'ont eu l'intention de l'aller «jusqu'au bout» dans la lutte contre l'oppression nationale israélienne. Parce que ce sont des organisations de **nature bourgeoise**, ils ont toujours cherché la voie du compromis. Mais la pression israélienne était telle qu'ils ne pouvaient pas ne pas organiser la lutte armée, mais pour des objectifs toujours plus limités, toujours plus réduits, jusqu'à une fantomatique «Autorité» sur des villes et des camps éparpillés et supercontrôlés par l'armée israélienne.

Pendant des décennies vous avez été trompés par votre bourgeoisie nationale et par toutes les bourgeoisies des pays arabes soi-disant «frères», parce que leur véritable objectif a toujours été en réalité de contrôler votre combativité, votre résistance, afin qu'elle ne devienne pas un exemple vivant de lutte anticapitaliste pour toute la région. Septembre noir, Tall-el-Zaatar, démontrent que quand les prolétaires s'arment et tendent à défendre leurs intérêts propres, y compris au plan immédiat, ils trouvent contre eux toutes les bourgeoisies de la région unies et alliées en défense de la propriété privée, des banques et de tous leurs intérêts nationaux et de classe.

Les organisations politiques du nationalisme palestinien, des plus modérées aux plus extrémistes, ne pouvaient aller au-delà de l'objectif d'une patrie bourgeoise, c'est-à-dire d'un territoire où pouvoir exploiter de la façon la plus efficace et le plus largement ce que vous représentez pour le capital: la force de travail.

Les péripéties de la Résistance palestinienne et des mille compromis d'une bourgeoisie aspirant à se vendre au plus offrant pour pouvoir mettre la main sur un bout de terre et y hisser le drapeau de sa propriété privée, ont conduit la population et les prolétaires palestiniens dans l'impasse de l'Etat-bantoustan, fragmenté et éparpillé, sous la menace constante du seul Etat existant en Palestine, l'Etat israélien. L'oppression nationale condamnée mille fois dans des résolutions de l'ONU, n'a pas cessé une minute. La bourgeoisie palestinienne elle-même porte une lourde part de responsabilité dans l'incapacité historique de la Palestine à se constituer en une véritable nation.

Les prolétaires palestiniens ont suivi la seule voie qu'il leur fallait prendre: la lutte contre l'Etat oppresseur israélien, mais aussi la lutte contre l'Etat oppresseur libanais, jordanien, syrien et également la lutte contre leur propre bourgeoisie palestinienne, en défense de leurs conditions de vie et de travail. Mais ils ne peuvent mener une lutte efficace pour leurs intérêts vitaux qu'en dépassant les étroites limites de la «nation palestinienne»; ils ne peuvent recevoir d'aide véritable que des prolétaires des autres nations, en se liant à la lutte anticapitaliste internationaliste unissant les prolétaires du monde au-delà des rivalités nationales.

La situation reste aujourd'hui dramatique: les prolétaires palestiniens, encore noyés dans le «peuple», sont tragiquement seuls à combattre et ils versent leur sang sous le drapeau d'un nationalisme sans issue. Tout «cessez-le-feu», toute trêve ou tout accord provisoire de paix sont destinés à être suivis de nouvelles répressions, de nouveaux assassinats, de nouvelles invasions.

PROLÉTAIRES PALESTINIENS!

Votre perspective ne doit pas être l'union avec les diverses couches bourgeoises qui ne peuvent vous offrir que l'impasse du nationalisme ou de la réaction religieuse. L'issue ne se trouve pas dans l'abandon de la lutte contre l'oppression nationale et la soumission aux volontés des puissants de la Terre; mais pas non plus dans un terrorisme suicidaire qui ne provoque que des représailles contre des populations désarmées.

La seule voie à suivre, c'est la voie de l'organisation indépendante de classe, en tant que prolétaires et non en tant que «Palestiniens», pour la défense des conditions de vie et de travail, la voie de la résistance quotidienne contre le capital, la seule «résistance» qui produit force et solidarité dans la classe ouvrière et qui évite de céder aux abandons opportunistes. La seule voie ne peut être que **classiste** et non populaire; **prolétarienne et anti-bourgeoise** et non nationaliste et islamiste, indépendante sur le plan de l'organisation et non embourbée sur le terrain paralysant de la démocratie interclassiste. C'est en se plaçant sur le seul terrain de la lutte de classe ouverte, que la lutte contre l'oppression nationale elle-même peut être efficace et peut sensibiliser des prolétaires d'autres nationalités et les inciter à la solidarité active.

En dehors de la lutte de classe, en dehors de l'organisation prolétarienne indépendante, la tragédie des prolétaires et du peuple palestinien ne pourra connaître de fin.

PROLÉTAIRES D'EUROPE ET D'AMÉRIQUE!

Les bourgeoisies impérialistes les plus puissantes du monde, vos bourgeoisies, jouent avec la vie de populations

entières sans autre but que celui du maintien de leur domination. Le Moyen-Orient a toujours été une poudrière, une terre où les affrontements nationaux et impérialistes continuent depuis un siècle à plonger les populations qui y vivent dans des guerres toujours plus cruelles. Le contrôle des richesses, des sources d'énergie ou des voies de communications stratégiquement importantes ont toujours été à la base des affrontements entre bourgeois, même quand ils revêtent l'apparence de guerres de religion. Mais ceux qui en font les frais, ceux qui en sont les victimes, ce sont toujours les masses déshéritées et prolétariennes, qu'il s'agisse de Palestine ou d'Irak, du Liban ou de l'Afghanistan.

Petit aperçu de la vie des prolétaires dans les Colonies

Morag est une colonie de la bande de Gaza. Yaacov Souweta, fusil M16 en bandoulière, surveille l'ouvrier palestinien qui travaille à la construction de sa maison: *«A l'intérieur des implantations, explique-t-il, c'est la règle. Il faut toujours être armé lorsqu'on emploie un palestinien. on ne prend pas de risque».*



Autre colonie de Gaza, Rafah Yam, créée en 86. Socrate Soussan, colon maraîcher qui emploie 18 ouvriers palestiniens et 2 Thaïlandais et qui lui aussi surveille «ses» dangeureux ouvriers Smith and Wesson à la hanche, explique: *«Dans les serres, lorsqu'ils s'approchent de moi (les ouvriers palestiniens, NdIR), ils doivent me prévenir. C'est une précaution nécessaire (...) Il y a un peu d'hypocrisie, mais on s'aime bien (sic). Ils sont chaleureux et intelligents».* A propos des Thaïlandais: *«Les Thaïlandais sont super. Mais il faut les payer trois fois plus cher, et malheureusement il y a des quotas (...) Le travail est très dur dans les serres, où la chaleur étouffante atteint souvent 50 degrés».*

Quant à ces «chaleureux» ouvriers, payés 60 shekels (12 USD) par jour, voici ce qu'ils en pensent: *«Le matin quand nous arrivons, ils (les soldats des check points, NdIR) nous font relever nos chemises et baisser les pantalons pour vérifier que nous ne transportons pas de bombe. Au retour, ils contrôlent que nous ne volons rien».*

(Tiré de «24 Heures», 19-20 juin 2004)

Tout Etat bourgeois moderne se présente comme le plus démocratique, le plus respectueux des droits de l'homme, le plus attaché au respect de la Souveraineté nationale des autres pays, le plus désireux de faire cesser les affrontements entre les peuples et les Etats. Mais il n'y a pas d'Etat bourgeois qui n'utilise systématiquement sa force économique, financière, diplomatique ou militaire pour imposer ses intérêts nationaux dans les diverses zones de la planète. Et ce sont les Etats démocratiques les plus anciens qui ont démontré à la face du monde qu'en définitive c'est **par la force** que se résolvent toutes les oppositions d'intérêts dans la société bourgeoise. Et le Moyen-Orient est par définition une région où se heurtent d'innombrables intérêts.

Les grandes puissances impérialistes définissent leur action comme une action de «paix», à défendre ou à imposer dans des régions en guerre perpétuelle. Mais cette paix impérialiste n'est que la domination économique et politique des grandes puissances: elle est en fait la **politique impérialiste de partage des zones d'influence**.

C'est pour ces «guerres pour la paix», «guerres contre le terrorisme», «missions humanitaires» que les classes possédantes, se présentant en force du bien (la Civilisation, la Démocratie, la Libre Entreprise) luttant contre le mal (la Barbarie, la Dictature, l'Arriération) demandent le soutien de leurs prolétaires. Mais la réalité est bien différente: là où existe une région stratégique pour l'impérialisme, surgissent des affrontements en tout genre et le «pacifisme» impérialiste montre sa vraie nature guerrière et agressive. Plus importants sont les intérêts en jeu et moins les impérialistes sont prêts à tolérer que d'autres se mettent en travers de leur chemin. Et alors peu importe que leur intervention nationale viole la souveraineté nationale d'autres Etats, peu importe que les populations civiles soient prises sous les bombes ou meurent des conséquences d'un embargo.

Mais pourquoi ces bourgeoisies impérialistes si puissantes, qui peuvent envoyer des soldats aux quatre coins du monde, écraser militairement n'importe quel ennemi, dépensent une telle quantité de temps et d'énergie à convaincre leurs prolétaires de la justesse et de la moralité de ces interventions guerrières? Le prolétariat est la véritable source du profit qui est la base du capitalisme. Tout ce qui freine l'exploitation capitaliste des prolétaires diminue ce profit et met donc en difficulté le capitalisme. C'est pourquoi le capitalisme a un besoin impérieux que les tensions sociales inévitablement produites par l'antagonisme entre les classes restent sous le contrôle de forces politiques et syndicales collaborationnistes, conservatrices. Pour maintenir en vie ces forces pro-capitalistes et leur permettre d'accomplir leur oeuvre corruptrice et paralysante au sein du prolétariat, la bourgeoisie impérialiste n'hésite pas à redistribuer quelques **miettes** de ses gigantesques profits tirés de l'exploitation de ses propres prolétaires mais aussi des prolétaires des pays qu'elle domine. De cette façon les bourgeois réussissent à obtenir un certain amortissement des tensions sociales et l'adhésion des prolétaires à leurs agissements internes et externes derrière le drapeau de la «solidarité nationale» et de l'«intérêt commun». De cette façon ils ont «les mains libres» pour leurs méfaits à l'étranger; mais **plus les bourgeois ont les mains libres et plus ils tendent irrésistiblement à aggraver l'exploitation et l'oppression** non seulement hors de leurs frontières, mais à l'intérieur de celles-ci.

Les prolétaires d'Europe et d'Amérique ont une longue histoire de luttes classistes et révolutionnaires. Mais cette tradition a été déformée, reniée et anéantie par l'action des

forces de la collaboration des classes et par l'opportunisme politique et syndical qui ont systématiquement empoisonné la classe ouvrière par le venin démocratique et nationaliste. Mais malgré toutes les décennies de collaboration des classes, les antagonismes sociaux n'ont pas disparu: au contraire plus l'économie capitaliste avance dans sa folle course mercantile et plus ces antagonismes s'accroissent.

PROLÉTAIRES D'EUROPE ET D'AMÉRIQUE!

L'impérialisme des plus grands Etats industrialisés du monde n'a pas pu résoudre les questions liées à l'oppression coloniale, de même qu'il n'a pu résoudre les antagonismes entre Etats concurrents. Cela signifie qu'il continuera à y avoir à l'avenir des guerres avec toutes leurs tueries et toutes leurs conséquences désastreuses, comme il y en a eu dans le passé et comme il y en a aujourd'hui: c'est le mode de production capitaliste, fondé sur la recherche exclusive du profit, qui est la source de toutes les contradictions, de toutes les oppressions, de toutes les répressions, des guerres et des massacres qui ont marqué son histoire quelle que soit sa forme de gouvernement, démocratique ou dictatorial.

L'Etat israélien qui est né pour donner une «patrie» à des populations dispersées et atrocement persécutées, fait preuve du même cynisme bourgeois et de la même détermination inhumaine que celle de tous les Etats bourgeois pour défendre ses intérêts nationaux et pour écraser les couches ou les populations qui y font obstacle. La classe bourgeoise israélienne demande à ses prolétaires, et aux prolétaires d'Europe et d'Amérique, de la soutenir dans sa «guerre contre le terrorisme». Mais en réalité c'est une guerre coloniale qu'elle mène, en utilisant les méthodes du terrorisme d'Etat pour intimider les populations palestiniennes opprimées. Les négociations entre bourgeois israéliens et bourgeois palestiniens ne pourront jamais aboutir à la «paix», comme ne pourront aboutir à pacifier la Palestine les négociations imposées par l'Amérique ou l'Europe. Les bourgeois israéliens et palestiniens pourront conclure des cessez-le-feu; mais ce ne seront jamais que des trêves tant qu'existera l'opposition fondamentale entre les **colonisateurs** israéliens (soutenus indéfectiblement par les Etats-Unis) et les masses opprimées palestiniennes (vaguement soutenues par les pays arabes et européens).

Le prolétariat, en tant que classe internationale historiquement destinée à révolutionner complètement la société bourgeoise, est en réalité la seule force sociale qui peut résoudre toutes les contradictions engendrées continuellement par le capitalisme. Seule la dictature du prolétariat pourra résoudre l'écheveau moyen-oriental, parce que son but est de supprimer, en détruisant le capital, la base de toutes les oppressions existant dans la société bourgeoise. Seule la lutte de classe du prolétariat menée de façon organisée et consciente, indépendamment des exigences de l'économie capitaliste, nationale ou d'entreprise, en dehors de tout type de collaborationnisme interclassiste, peut offrir une perspective y compris aux populations opprimées par les Etats capitalistes les plus puissants. **La lutte de classe combat avant tout l'exploitation, l'esclavage salarié; et c'est grâce à cette résistance élémentaire contre le capital et la bourgeoisie qu'il est possible de mener avec succès la lutte contre toute forme d'oppression - y compris l'oppression nationale!** La lutte prolétarienne se base sur la défense intransigeante des intérêts économiques et sociaux des travailleurs salariés, mais elle tend à rompre les chaînes du salariat en posant objectivement le problème

historique de l'organisation communiste de la société humaine.

La lutte de classe est la seule possibilité qu'a le prolétariat pour se défendre efficacement dans la résistance quotidienne contre l'oppression capitaliste comme pour aller vers son émancipation de l'abrutissement du travail salarié.

PROLÉTAIRES D'EUROPE ET D'AMÉRIQUE!

Les partisans d'Israël et de sa politique d'oppression des Palestiniens sont les mêmes classes bourgeoises qui vous demandaient de soutenir leur guerre au Vietnam, en Algérie et ailleurs; ce sont les mêmes bourgeoisies qui vous demandaient de les soutenir dans les deux dernières guerres mondiales - et qui vous demanderont à nouveau le sacrifice suprême dans une éventuelle troisième guerre mondiale. Le prolétariat ne doit soutenir aucune de ces guerres de rapine, de colonisation, de pillage que les bourgeoisies mènent sur les divers continents. Il doit les combattre toutes, il doit s'opposer à toutes par le **défaitisme révolutionnaire** et l'**affrontement social**!

Prolétaires d'Europe et d'Amérique! Vos bourgeoisies sont les plus puissantes du monde et grâce à cette puissance elles oppriment des peuples entiers et dominent la plupart des pays du monde. Et elles peuvent d'autant plus exercer cette oppression que la lutte de classe est absente des pays impérialistes. **Rompre** la paix sociale, **rompre** la camisole démocratique et pacifiste qui entrave le prolétariat et l'empêche de retrouver ses orientations de classe, **rompre** les mille liens qui ont été tissés au cours de décennies par le collaborationnisme politique et syndical, ne sera pas chose facile. Ce sera difficile, mais c'est la seule solution pour retrouver la capacité de se défendre contre toutes les injustices, contre tous les abus, contre toutes les pressions et répressions au travail comme dans la vie sociale quotidienne!

La force économique que les bourgeoisies des pays impérialistes utilisent pour asseoir leur domination mondiale pourra se transformer en une gigantesque force de soutien à la lutte révolutionnaire internationale contre tous les pouvoirs bourgeois, si le prolétariat européen et américain réussit à s'emparer du pouvoir et instaurer sa dictature. Mais cela ne sera possible qu'en retrouvant d'un côté les traditions classistes produites par les générations prolétariennes précédentes (notamment de Russie, d'Allemagne, d'Italie); et de l'autre en se rattachant à la théorie et au programme du marxisme révolutionnaire qui condense l'expérience historique passée et les objectifs futurs du mouvement prolétarien révolutionnaire.

L'oeuvre de transmission aux générations successives du patrimoine historique des batailles de classe est la tâche du **parti de classe**, organisation de militants communistes qui se place sur le terrain de la révolution anticapitaliste et qui fait de la théorie et du programme communistes le pivot

indispensable pour orienter l'action des forces prolétariennes vers leur émancipation: renversement du pouvoir politique bourgeois, instauration de la dictature prolétarienne exercée par le seul parti communiste, guerre révolutionnaire pour défendre le pouvoir prolétarien et soutenir les mouvements révolutionnaires dans les pays capitalistes, transformation économique de la société en démolissant le mode de production capitaliste et érigeant sur ces cendres le nouveau mode de production communiste. Le nouveau pouvoir prolétarien reconnaîtra aux nationalités opprimées le droit de se séparer du vieux pays oppresseur. Aucune contrainte ne sera employée pour maintenir de force des nationalités autrefois opprimées dans le nouvel Etat prolétarien: *«Une seule chose est sûre: le prolétariat victorieux ne peut faire de force le bonheur d'aucun peuple étranger, sans par là miner sa propre victoire»*, écrivait Engels à propos de la question coloniale (1).

La dictature prolétarienne aura comme objectif de regrouper les prolétaires du monde entier dans un seul grand mouvement révolutionnaire anticapitaliste, afin qu'il unissent leurs forces dans la lutte contre toutes les bourgeoisies nationales, à commencer par la lutte contre leur propre bourgeoisie. Le droit à la séparation ne peut être un fétiche pour le pouvoir prolétarien, étant donné que le grand objectif est d'unifier toutes les populations de la planète dans une société commune, une société de toute l'espèce humaine, le communisme. Mais cet objectif ne pourra être atteint en utilisant des moyens de contrainte semblables à ceux de l'époque bourgeoise, en recourant à l'assimilation forcée ou à l'annexion de territoires et de peuples. Il sera atteint par la lutte révolutionnaire que le prolétariat de toutes les nationalités, associé dans une nouvelle Internationale, mènera contre toutes les bourgeoisies - des petites nations comme des grandes - et toutes les forces liées à la défense du capitalisme. Cela signifie que le prolétariat victorieux fera preuve d'une solidarité active et concrète en soutien de la lutte se déroulant dans les autres pays pour garantir sa victoire.

* * *

Dans la situation actuelle de long sommeil de la lutte de classe, les prolétaires conscients et sensibles à la cause révolutionnaire ont une tâche particulièrement importante: celle de se relier au programme et à la théorie du marxisme révolutionnaire; il leur faut se consacrer à la formation du parti de classe, de ce parti communiste international sans lequel le mouvement prolétarien ne pourra jamais triompher dans l'affrontement avec la classe dominante, comme l'a démontré l'histoire des luttes sociales, l'histoire des révolutions et des contre-révolutions.

(1) Lettre d'Engels à Kautsky, 12 septembre 1882

Une répression bestiale bien préparée

(Tract du PCInt. - Mars 2002)

La violence des affrontements et la brutalité de la répression israélienne se lisent dans les statistiques des victimes: en un mois (du 9 septembre au 27 octobre) 138 palestiniens ont été tués et plus de 5'000 blessés, soit autant de morts qu'au cours des 6 premiers mois de l'Intifada en 1987 et autant de blessés qu'en un an (fin novembre ce chiffre était de plus de 200 morts palestiniens contre moins de 20 israéliens). Il est vrai que si du côté palestinien, contrairement à la première Intifada, on a vu l'utilisation d'armes à feu contre les soldats israéliens, les moyens de ces derniers se sont considérablement renforcés depuis cette époque: les médias ont relaté le recours aux armes à munitions réelles pour tirer sur les manifestants, l'utilisation systématique de tireurs d'élite, l'emploi de blindés, de chars lourds et d'hélicoptères de combat (d'abord pour intimider, ensuite pour assassiner certains responsables), etc.

Autre fait typique de la situation actuelle: contrairement à ce qui s'était passé au moment de la première Intifada, cette fois-ci les palestiniens citoyens d'Israël (qui ne sont plus très loin de représenter 20 % de la population israélienne) ont protesté massivement par des manifestations, des barrages et une grève générale; en réponse ils ont été victimes de véritables **pogroms** et de la répression brutale de la police qui ont fait 13 morts, des centaines de blessés et environ 500 arrestations (le chiffre exact de ces arrestations qui visent à terroriser la population n'est pas connu).

L'ONU et les pays arabes ou occidentaux (y compris les Etats-Unis, dans la dernière période) ont reproché à Israël un «usage disproportionné de la violence» (sic!). De nombreux articles de presse indiquent qu'il s'agit d'une volonté délibérée des autorités israéliennes suivant des plans militaires précis, de faire couler le sang, d'appliquer leur politique traditionnelle de la punition collective, de la loi du talion, pour briser la résistance des manifestants, sans avoir à écraser militairement les territoires palestiniens comme le réclament les colons, ce qui serait possible sans difficultés du point de vue militaire, mais qui conduirait à retomber dans l'enlisement d'une occupation de ces territoires dont les accords d'Oslo les avaient libérées.

C'EST L'OPPRESSION QUI DÉCLENCHE LA RÉVOLTE

Cette nouvelle Intifada a suivi la visite du chef de la droite israélienne Sharon, le boucher de Sabra et Chatila, entouré d'un millier de policiers, à un site religieux musulman de Jérusalem («l'Esplanade des Mosquées») dont il revendique l'annexion car il se situerait à l'emplacement d'un ancien site sacré juif (le «Mont du Temple»). La brutale répression des policiers israéliens tirant contre les manifestants palestiniens sans armes et tuant 7 d'entre eux,

mit le feu aux poudres.

Pour le propagande israélienne, c'est Arafat et l'«Autorité palestinienne» (expression diplomatique pour décrire l'embryon de gouvernement qui régit les territoires palestiniens autonomes) qui ont décidé de déclencher ces événements parce qu'ils refusaient de faire les concessions nécessaires à la paix. Pour les responsables palestiniens, la cause de la nouvelle Intifada est le refus du gouvernement Barak à respecter les engagements pris dans le cadre du «processus de paix». Pour d'autres, il s'agit d'une guerre de religions qui a débordé, de chaque côté, les hommes de bonne volonté et épris de paix. Et tous appellent à la reprise du processus initié par la signature des accords d'Oslo en 1993 par Arafat et Rabin.

RÉALITÉ DE LA COLONISATION ISRAËLIENNE

La réalité est bien différente. Nous écrivions il y a 7 ans, lors de la signature de ces accords, qu'ils ne mettraient fin ni à l'oppression des masses palestiniennes, ni à leur révolte contre cette oppression (1). En effet il s'agissait fondamentalement d'une reconnaissance de la colonisation israélienne par les bourgeois palestiniens représentés par l'OLP (Organisation de Libération de la Palestine: Front regroupant toutes les organisations nationales autour de la principale, El Fatah) en échange de l'espoir de se voir confier l'administration d'un mini-Etat qui ne pouvait être autre chose qu'un *bantoustan* - ces enclaves pseudo-indépendantes créées par l'Afrique du Sud raciste pour y parquer la main d'oeuvre noire. La politique de colonisation des territoires conquis par Israël en 1967 continua et s'accéléra même avec le processus de paix: de 1993 à 1996 le nombre de colons en Cisjordanie passa de 110'000 à 154'000 et celui de Gaza de 3'000 à 5'500. Le gouvernement Rabin (qui sera assassiné par un colon extrémiste) avait organisé un découpage de la Cisjordanie en zones A, B et C, dans lesquelles les zones A sous contrôle palestinien (10 % du territoire) étaient encerclées de zones B (où les militaires israéliens se réservaient le droit d'agir à leur guise) et C (où l'occupation israélienne était totale). La venue au pouvoir d'un gouvernement de droite (Nétanyahou) en 1996 se traduisit par une accroissement de la colonisation avec l'implantation de nouvelles colonies autour des zones palestiniennes, une accélération de la «judéisation» de Jérusalem, un renforcement de la répression anti-palestinienne (par exemple, légalisation cynique de la torture qui était pratiquée depuis toujours). L'arrivée au gouvernement du travailliste Barak en 1999 fut saluée comme un retour au processus de paix après les années de blocage du gouvernement Nétanyahou. Mais dès le début le leader travailliste montrait qu'il se situait bien dans la lignée de tous ses prédécesseurs en

autorisant la poursuite de la politique de colonisation et tout particulièrement autour de Jérusalem (2'600 logements nouveaux bâtis en Cisjordanie au cours des 3 premiers mois de son gouvernement) dans le but d'isoler la partie arabe de la ville des territoires palestiniens: l'annexion définitive de Jérusalem (reconnue par un seul Etat dans le monde, le Costa-Rica!) est un objectif central des gouvernements israéliens, de droite ou de gauche. Il refusait ensuite d'effectuer certains transferts de territoires aux palestiniens promis par Nétanyahou lui-même lors des accords de Wye River (octobre 98). Cet automne, alors que les «négociations de paix» étaient supposées continuer encore, le gouvernement Barak inscrivait au budget de l'année prochaine près de 300 millions de dollars pour continuer le développement des colonies.

Bref, tous les gouvernements israéliens successifs, même dirigés par des «partisans de la paix», ont suivi la même politique d'expansion territoriale et d'expropriation des palestiniens - démontrant à quel point cette politique est fondamentale pour la classe dominante. Forte d'un rapport des forces militaires écrasant et du soutien sans faille de l'impérialisme américain qui finance une bonne partie du budget de son Etat (Israël est le premier bénéficiaire de l'aide extérieure américaine), alors que les Etats arabes n'élevaient, au mieux, que des protestations platoniques, la bourgeoisie israélienne s'est employée en permanence à faire admettre aux dirigeants palestiniens l'acceptation de ses exigences toujours plus grandes.

Le «processus de paix» a donc permis la poursuite continue de la colonisation (le nombre de colons israéliens est maintenant de 200'000, ayant pratiquement doublé depuis le début de ce processus), la légitimation d'une grande partie des conquêtes israéliennes, tout en permettant à l'Etat Hébreu de sortir du bourbier du maintien de l'ordre dans la bande de Gaza et dans les principales agglomérations palestiniennes: il a représenté un renforcement de l'Etat israélien, qui est non seulement Etat **pieu-noir** (colon) mais aussi un très puissant **gendarme** de l'impérialisme dans un Moyen-Orient travaillé de contradictions en tous genres, véritable ventre mou de l'ordre impérialiste mondial.

L'HYPOCRISIE DES BOURGEOIS PALESTINIENS

De leur côté, les bourgeois palestiniens représentés par l'OLP, n'avaient plus depuis longtemps d'autre perspective que de quémander auprès d'Israël et de ses parrains impérialistes l'obtention d'un Etat, si petit soit-il. Pour se rapprocher de cet objectif, ils avaient sacrifié allègrement le sort des centaines de milliers de réfugiés palestiniens qui crouissent dans des camps en Jordanie, Liban et Syrie (plus de 2 millions au total); ils avaient accepté la tâche de faire la police pour le compte d'Israël, en étroite collaboration avec les services secrets israéliens et la CIA américaine, dans les territoires sous contrôle palestinien. Ils avaient accepté que leur futur Etat (démilitarisé) ne s'étende que sur 20 % du territoire autrefois revendiqué et, qu'en attendant, on ne leur concède que de mini-bantoustans dont toute la vie dépend du bon vouloir des israéliens: ceux-ci contrôlent la monnaie, le marché du travail, l'eau, l'électricité, les importations et les exportations, perçoivent les droits de douane et de TVA pour le compte des palestiniens, exerçant ainsi un chantage permanent sur les finances de l'«Entité palestinienne», etc. (2).

Lors du sommet de Camp David en juillet 2000, les négociateurs israéliens essayèrent d'obtenir de nouvelles

concessions - sur Jérusalem et sur les colonies juives - contre la promesse de reconnaître enfin un Etat palestinien. Mais déjà déconsidérées parmi la population (Arafat était traité de «*Pétain palestinien*», c'est-à-dire de pur et simple collaborateur du colonialisme sioniste par ses opposants), les autorités palestiniennes ne pouvaient accepter une nouvelle expansion coloniale israélienne sans perdre toute légitimité. A l'inverse, leur refus de céder aux pressions israéliennes et américaines à Camp David, puis leur soutien affiché à la nouvelle Intifada leur ont permis de regagner, semble-t-il, une certaine confiance parmi la population. Sur le terrain un «Comité des forces nationales et islamiques» contrôlé par elles se réunit chaque jour pour coordonner les manifestations et les milices du Fatah (le parti d'Arafat) semblent jouer un rôle politique déterminant (3).

Mais il faut souligner que leur action militaire est minime et, surtout, que les autorités palestiniennes se sont bien gardées d'utiliser la seule force véritable existante, leurs 30.000 policiers, pour défendre les manifestants et combattre les soldats israéliens. Leurs appels à la poursuite de l'Intifada jusqu'à la fin de l'occupation israélienne ne sont donc qu'une mascarade hypocrite car l'ennemi qu'ils craignent le plus, celui contre qui ils tiennent en réserve leurs policiers, ce n'est pas l'armée ou les colons israéliens, mais les prolétaires et les masses déshéritées palestiniennes.

Les territoires sous autonomie palestinienne, et tout particulièrement la bande de Gaza où s'entassent plus d'un million de personnes (dont plus de 400'000 dans des camps de réfugiés) alors que 20 à 30 % de ce territoire surpeuplé est occupé par 5'000 colons protégés par l'armée israélienne, sont de véritables poudrières en raison des conditions de vie et de travail misérables de leurs habitants. Ils constituent d'abord un réservoir de main d'oeuvre à bon marché: plus de 120'000 prolétaires les quittent chaque jour pour travailler en Israël (quand il n'y a pas de blocage des territoires par l'armée israélienne, quand ils ne sont pas retenus à un barrage israélien pour une raison ou une autre). Depuis les accords d'Oslo, la situation des masses n'a cessé de se dégrader dans ces territoires; le PNB par habitant y a baissé de 15 %, le chômage a augmenté pour atteindre, officiellement, 20 % en Cisjordanie et 27,3 % dans la bande de Gaza - probablement beaucoup plus en réalité. Mais alors que la situation des prolétaires a généralement empiré, une mince couche liée au mini appareil d'Etat palestinien a réussi à s'enrichir rapidement et à intégrer la bourgeoisie aux côtés des propriétaires fonciers et des grandes familles traditionnelles de Gaza et de Cisjordanie, nourrissant les accusations de corruption souvent reprises par l'opposition islamique contre les autorités et creusant le fossé social.

Le mécontentement vis-à-vis des autorités palestiniennes qui ont installé un régime répressif (sous les conseils et avec la collaboration des services secrets israéliens et américains) et la désillusion vis-à-vis des organisations nationalistes traditionnelles qui ont troqué l'uniforme du combattant pour l'habit du notable, ont été en effet à l'origine du développement de l'influence des islamistes, auréolés par leur refus affiché de collaboration avec Israël et leurs attentats suicides au milieu des années quatre-vingt dix. Mais, tout aussi bourgeois qu'eux, le mouvement islamiste ne pouvait représenter une alternative aux mouvements nationalistes. Si certains de ses membres extrémistes sont toujours dans les prisons d'Arafat, cela n'a pas empêché les islamistes du Hamas de cesser rapidement leur opposition aux autorités palestiniennes et de se rallier à la perspective de l'Etat palestinien croupion. Ils sont les grands absents des affrontements actuels (4).

SEULE LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE INTERNATIONALE POURRA BRISER L'ÉTAU QUI ENSERRE LES PROLÉTAIRES PALESTINIENS

Aucune des fractions de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie palestinienne, qu'elle soit nationaliste, laïque ou islamiste ne se soucie du sort des prolétaires et des masses pauvres palestiniennes. Uniquement intéressées à obtenir d'Israël et de ses parrains l'aumône enfin de leur Etat où elles pourraient développer leur petit capitalisme, c'est-à-dire exploiter leurs prolétaires, faire leurs affaires, elles ont toutes fait la démonstration de leur servilité devant l'ordre impérialiste. Si elles font mine aujourd'hui de reprendre des slogans combatifs, d'encourager l'Intifada, ce n'est pas parce qu'elles seraient redevenues révolutionnaires (même du seul point de vue de la révolution **bourgeoise**; pour ce qui est de la perspective révolutionnaire **prolétarienne**, elles y ont toujours été féroce-ment opposées), mais tout simplement parce qu'elles comptent utiliser le sang des victimes de la répression dans les futurs marchandages qui constituent leur seule perspective véritable.

Tôt ou tard l'Intifada actuelle laissera la place à de nouvelles négociations, à de nouveaux accords. Peut-être les bourgeois palestiniens réussiront-ils à obtenir que les impérialistes, désireux de calmer les tensions dans la région, fassent comprendre aux israéliens que quelques concessions sont nécessaires; sans doute un Etat palestinien finira-t-il à voir le jour sur des bouts de territoire dispersés. Mais l'obtention de cet objectif «historique» pour les bourgeois ne sera pas une victoire pour les prolétaires: cet Etat ne sera qu'un **bagne capitaliste** de plus, avec la seule différence qu'il infligera des conditions de vie et de travail beaucoup plus dures que les Etats disposant d'un minimum de viabilité économique aux masses prolétariennes placées sous la double surveillance des forces palestiniennes et israéliennes.

Contrairement à la bêtifiante propagande pacifiste, le salut des masses palestiniennes ne dépend pas d'un «retour à la raison» des dirigeants des deux camps, ou du camp israélien, enfin décidés à instaurer vraiment une «paix juste et équitable», respectueuse des «droits» de tous: les conflits d'intérêts et les antagonismes sociaux qu'engendre inévitablement le capitalisme ne se résolvent pas en faisant appel aux bons sentiments ou à d'abstraites règles morales ou juridiques, mais sur le terrain de la force. Toute l'histoire tourmentée du Moyen-Orient en donne une démonstration particulièrement irréfutable. Tant que le mode de production capitaliste dominera la planète, l'exploitation, l'oppression, la misère et la violence ne connaîtront pas de fin, tant que subsistera l'ordre impérialiste, les guerres, les massacres ne cesseront pas.

Mais contre ces adversaires formidables il existe une force capable de briser toutes les chaînes de l'oppression, de faire sauter tous les Etats bourgeois, de mettre fin à l'interminable martyre des masses exploitées, au Moyen-Orient comme ailleurs. Cette force c'est celle du prolétariat international renouant avec sa lutte de classe, regroupé autour de son parti révolutionnaire reconstitué, et tenant une main fraternelle aux opprimés du monde entier.

La reprise de la **lutte révolutionnaire classiste** au cœur des métropoles impérialistes est la seule solution réelle pour desserrer l'étau mortel qui pèse sur les prolétaires et les semi-prolétaires palestiniens, la seule façon de leur apporter une aide efficace. Elle permettrait de leur montrer qu'il existe une autre alternative que les actes désespérés,

une autre voie que l'impasse nationaliste ou religieuse, celle de l'union par delà les frontières dans un combat commun contre le système capitaliste international. En affaiblissant les impérialistes, elle rendrait plus difficile l'aide qu'ils apportent à l'Etat israélien et qui permet de cimenter l'union nationale au nom du **privilège juif** dans ce pays, lui conférant sa solidité particulière: ce serait une contribution décisive à la rupture du bloc des classes, c'est-à-dire à la naissance de la lutte prolétarienne de classe de la part du prolétariat juif, condition pour qu'il devienne réceptif aux besoins de la solidarité avec les masses opprimées par sa bourgeoisie.

C'est du réveil du prolétariat des grands pays capitalistes dominateurs de la planète que dépend la solution des problèmes qui se posent à l'humanité. Les opprimés de Palestine et d'ailleurs qui versent sans compter leur sang dans la lutte contre l'oppression ont besoin de ce réveil et de cette reprise de la lutte de classe. Pour leur venir en aide là-bas, il n'y a pas de tâche plus urgente que de travailler **ici** à préparer cette reprise de classe, à reconstituer son organe fondamental, le futur parti communiste mondial qui aura la tâche d'unifier les luttes diverses contre l'oppression et l'exploitation en menant l'assaut décisif contre les citadelles impérialistes, afin d'en finir à jamais avec cette société bourgeoise inhumaine et de venger ses victimes innombrables.

(1) cf «Le Prolétaire» n° 423 (oct.-nov. 1993).

(2) «*Ils nous ont passé la corde au cou*» déclare un responsable du ministère de la planification en commentant ces faits, cf «Libération», 20/10/2000. Mais en réalité qui donc s'est passé volontairement cette corde au cou, sinon les bourgeois palestiniens de l'OLP? Et, surtout, qui donc a accepté de la passer au cou des masses?

(3) cf «Le Monde», 6/11/2000. Les bourgeois palestiniens ont bien retenu les leçons de la première Intifada qui échappait à tout contrôle, et ils font donc leur possible pour éviter d'être débordés.

(4) En 1993, quand, sur la lancée de l'Intifada, se développait le mouvement islamique Hamas, nous écrivions: «*Les mêmes causes (l'épuisement des vellétés combattives des bourgeois et petits bourgeois palestiniens) produisant les mêmes effets, l'organisation bourgeoise intégriste est inévitablement condamnée à parcourir la même trajectoire [capituler vis-à-vis de l'impérialisme et du sionisme] que les organisations bourgeoises nationalistes, la seule différence étant que Hamas risque de la parcourir avec une vitesse beaucoup plus grande*» cf «Le Prolétaire» n° 420 (mars-avril 1993).

Ce pronostic est confirmé avec satisfaction par un analyste bourgeois: «*Plus rapidement que l'opposition nationaliste, Hamas a pris conscience que l'accord d'Oslo a créé une nouvelle réalité qu'il ne sert à rien d'ignorer (sic!). Sous l'impulsion de son aile modérée, l'organisation a entamé des négociations avec l'Autorité palestinienne et semble avoir atteint un modus vivendi qui a permis pendant un an entre 1996 et 1997 l'arrêt de tous les attentats*», même si «*sa marge de manoeuvre dépend de l'état d'esprit qui prédomine dans la population palestinienne*» (démagogie oblige), cf «Manière de voir» n° 54, p. 17 (novembre 2000). Cette évolution conformiste de Hamas s'accompagne d'une évolution similaire de ses mentors, le Hezbollah libanais et l'Iran qui ont tous deux tacitement accepté le cadre des accords d'Oslo, signant ainsi la réconciliation définitive du mouvement islamiste avec l'ordre impérialiste.

Palestine vaincra?

(«le prolétaire», n° 402, Juillet/Août/Sept. 1989;
«il Comunista», n° 16 Février-Avril 1989)

Cet article sur la Palestine, repris de «Il Comunista» n° 16 (février-avril 89) fait suite aux «Points de repère sur la question palestinienne» publiés ci-après. Les événements récents des derniers mois ne font que confirmer ce que nous disons dans cet article. Le tapage sur la déclaration d'Arafat à Paris selon laquelle sa Charte est «caduque», souligne que la capitulation de l'OLP face à Israël est totale et que l'Intifada, sagement contenue dans des limites diplomatiquement acceptables, est utilisée par la bourgeoisie palestinienne comme un faire-valoir pour faire reconnaître l'OLP et pour faire admettre la revendication d'un Etat croupion en Cisjordanie et à Gaza. La proclamation de l'Etat palestinien lors du dernier CNP d'Alger n'a pas vraiment l'allure d'un coup d'éclat. Elle vient après que le roi Hussein de Jordanie ait abandonné la Cisjordanie à elle-même et après que le secrétaire d'Etat américain James Baker ait fait frissonner le sionisme en déclarant qu'il fallait «abandonner une bonne fois pour toutes la vision irréaliste du Grand Israël». L'OLP avait ainsi reçu en quelque sorte le feu vert de l'impérialisme américain et du parrain jordanien pour sa décision. La Conférence des Etats arabes à Casablanca en mai a confirmé la reconnaissance de l'Etat d'Israël. Tout cela se réalise sur le dos des masses prolétariennes et opprimées palestiniennes. Le jour viendra inévitablement où, pour donner un dernier signe d'allégeance Israël, la bourgeoisie palestinienne fera le ménage chez elle en réprimant la révolte des prolétaires que ne pourront éteindre ni les Conférences internationales, ni le confinement dans un mini-Etat soumis au talon de fer de son puissant voisin.

* * *

Après 16 mois d'Intifada dans les territoires occupés, le bilan que l'on peut tirer met en évidence un fait apparemment paradoxal: le contraste discordant entre la vivacité de la révolte désespérée des palestiniens - et en premier lieu des **prolétaires** palestiniens - contre l'occupation militaire israélienne et l'accentuation de la politique capitulaire de l'OLP.

LA REBELLION DES MASSES PROLETARIENNES PALESTINIENNES EST CONTINUUELLEMENT TRAHIE PAR UNE BOURGEOISIE VENDUE ET IMPUISANTE

Selon des nouvelles de source israélienne, reprise par le «Manifesto» (10.3.89), se sont 513 palestiniens qui, à ce jour, ont été assassinés au cours de cette révolte. Mais plus important encore sont celles de décembre 1987, montrant que la courbe des affrontements, et donc celle des morts et blessés - pratiquement tous palestiniens - a décrit une

évolution ascendante et sans aucune interruption. Elles indiquent aussi, par conséquence directe, un déploiement croissant de la répression de Tsahal, et une intensification progressive des opérations de ratissage dans les villes et dans les camps palestiniens, une distribution de plomb plus généreuse sur les manifestants, une utilisation massive du couvre-feu pour étrangler économiquement la communauté rebelle, et des représailles de plus en plus pesantes et sans discernement.

L'agonie de Naplouse en est l'exemple. Après plus d'une semaine de couvre-feu, Le «Manifesto» (4.3.89) y décrivait la situation en ces termes: «La pénurie de denrées alimentaires va en s'aggravant de jour en jour. *«Les aliments frais et essentiels comme le lait pour les enfants, les fruits, la viande, disparaissent de la maison. La farine se fait rare. Très grave est le manque de médicaments, pendant que s'affaiblissent les blessés au fond de leur maison. Alors que l'approvisionnement en eau est toujours plus irrégulier, la lumière électrique est coupée et la ville est plongée dans l'obscurité.»* Naturellement, il ne s'agit pas seulement de Naplouse: les représailles contre les villages (lisez: démolition des maisons, destruction des pylônes électriques, coupure des conduites d'eau) se généralisaient au fur et à mesure que l'Intifada se prolongeait, s'étendait et se généralisait, pourtant sans jamais sortir de la voie de garage du pacifisme et de la résistance passive vers laquelle l'OLP l'a contrainte à avancer. La pratique du couvre-feu dans les villages et les camps rebelles a été utilisée ainsi de manière plus désinvolte par le labouriste Rabin, qui est arrivé à prolonger le couvre-feu jusqu'à 15-20 jours, et dans quelques cas même jusqu'à 40 jours («Il Manifesto», 4/5.12.88).

La révolte s'étend, croît, se radicalise. C'est certainement une révolte indomptable, entêtée, parce qu'elle est l'expression d'une privation sociale profonde, aiguë, **incompressible**: la privation de centaines de milliers de prolétaires et semi-prolétaires contraints à vivre dans des conditions inhumaines, assujettis jour après jour à la violence d'une exploitation capitaliste que la discrimination raciale, nationale et religieuse rend encore plus odieuse et intolérable. C'est cet enfer quotidien qui implacablement continue à lancer dans les rues les groupes de jeunes et très jeunes combattants qui défient, armés de pierre, Tsahal.

La rébellion instinctive, élémentaire, **inorganisée**, des sans-réserve, qui se soulèvent sous la poussée des conditions matérielles de vie intolérables, est une menace virtuelle pour l'ordre établi de toute la région. Qu'elle trouve en fait la possibilité de s'exprimer sur un terrain de classe **autonome**, et tous les régimes existant de cette zone courraient un danger immédiat et mortel, étant donné qu'une telle révolte se heurterait partout contre les institutions et les droits bourgeois et contre les rapports d'exploitation que ces institutions et ces droits défendent, en reconnaissant le

véritable ennemi de classe au-delà des différents travestissements nationaux sous lesquels il se cache, et ainsi elle tendrait à propager partout son propre feu aux masses déshéritées des diverses nationalités qui, précisément grâce à la diaspora, se trouvent mélangées aux prolétaires palestiniens.

L'Intifada ne s'est pas développée par décret de l'OLP ou par décision de qui que se soit. Elle naît du désespoir de ceux qui ne peuvent plus rien, de ceux qui n'avaient et n'ont désormais **plus rien à perdre**. Mais ce mouvement de rébellion spontanée a été dirigé, guidé et canalisé **par d'autres**. Les autres sont en fait ceux qui ont donné à l'Intifada l'objectif politique, à poursuivre à mains nues, d'une «patrie palestinienne indépendante». Les autres sont ceux qui lui ont donné une organisation et qui par conséquent ont pu lui dicter les méthodes de lutte à suivre, en les canalisant dans l'ornière de la seule «désobéissance civile», de la protestation pacifique et sans arme.

La lutte armée, y compris la méthode terroriste, soutenue, organisée, propagée, idéalisée pendant des années par les différentes formations de l'OLP comme unique moyen efficace pour s'opposer à la répression militaire et terroriste de l'Etat d'Israël, a été abandonnée définitivement par cette organisation. Cet abandon date dans les faits de la guerre du Liban de 1982, de la cuisante défaite des combattants palestiniens grâce à l'action conjuguée des armées d'Israël et de Syrie, des massacres de Sabra et de Chatila et des nombreux autres camps de réfugiés palestiniens. Le désarmement des combattants a d'autre part contribué à laisser **les mains totalement libres à tous** les capitalistes de la région, à tous les gouvernements et les Etats intéressés avant tout à briser la résistance armée palestinienne - quoique cette dernière fut surtout de marque bourgeoise quant aux objectifs politiques, mais de force prolétarienne quant à la ténacité et à la dureté. Le principal danger pour tous les Etats de la région, et pas seulement pour Israël, était représenté en fait par la possibilité que les masses prolétaires et paysannes palestiniennes continuassent leur lutte contre tous les oppresseurs (donc pas seulement contre Israël), en dehors du contrôle de l'OLP en s'auto-organisant et en portant ainsi à l'intérieur de chaque Etat un élément de rupture et d'instabilité particulièrement difficile à contenir.

Le danger de confluence des masses palestiniennes en lutte, et mieux armées, avec les masses prolétarisées libanaises, syriennes, jordaniennes -comme cela s'était déjà produit auparavant - a fait se rapprocher dans une **alliance de fait** les éternels «ennemis», d'abord Israël et l'Egypte, puis Israël et la Syrie. Le «choix» de la voie pacifique et diplomatique de l'OLP a avant tout sanctionné cette **alliance contre** les masses prolétaires et paysannes palestiniennes, et par conséquence contre tout le prolétariat de la région.

La révolte «imprévisible» des territoires occupés par Israël a ensuite éclaté. L'habileté de l'OLP, tragique pour les masses palestiniennes, a été de **l'enfourcher** en l'utilisant à ses propres fins boutiquières.

Au contraire de ceux qui chaque jour descendent manifester et se faire massacrer dans les rues, ceux qui ont pris la tête de la révolte avaient et ont encore quelque chose à perdre. Ce sont les managers de la finance et de l'industrie, palestiniens eux aussi, mais confortablement assis sur leurs trônes dorés, dispersés un peu partout dans la région, des Emirats du Golfe à l'Egypte, de la Jordanie à l'Arabie Saoudite; mais aussi les représentants du grand et du petit commerce, les «notables», les religieux, les intellectuels, les avocats, les journalistes, en un mot les représentants de

la bourgeoisie palestinienne dans toutes ses nuances: en fait, ce sont les représentants de cette classe, qui, affichant plutôt une barbe khomeiniste qu'un Rolex au poignet, guident la danse du Conseil National Palestinien, comme de naturel et comme cela se produit dans tous les parlements démocratiques de ce monde.

Le David palestinien, qui lutte à mains nues contre les chères armes et mitraillettes du Goliath-Tsahal, n'a pas le choix de jouer ce rôle émouvant à l'usage des bourgeoisies progressistes d'Occident et de leur bon coeur. Ces mains sont vides pour la simple raison que la direction bourgeoise et nationaliste de l'Intifada - c'est-à-dire l'OLP - les a **délibérément** privés des armes que l'affrontement avec l'armée israélienne, exigeait.

C'est grâce à cette tactique ultra-pacifique que l'Intifada s'est transformée en un interminable martyrologe prolétarien. C'est grâce à elle que le potentiel répressif peut asséner **impunément** tous les coups qu'il estime opportun de porter aux villages et aux camps. Et c'est toujours grâce à elle que la révolte a entraîné une véritable hémorragie économique pour le prolétariat palestinien. Ce que relèvent avec franchise les mêmes bourgeois de notre zone, ainsi qu'on peut le lire sur le «Corriere della Sera» du 27.2.89.: l'Intifada «*coûte surtout à la population arabe de Cisjordanie et de Gaza. Une dépense qui ne sera jamais évaluée entièrement. Depuis 15 mois, sur cette question, le niveau de vie s'est écroulé souvent à la pure subsistance. En particulier dans les camps de réfugiés de Gaza la pauvreté de hier semble aujourd'hui un paradis perdu (...). On dit que les salaires ont été en moyenne diminués de 60 % respectivement à novembre 1987(...). Le 31 juillet dernier, quand le roi Hussein décidait de couper les liens avec la Cisjordanie, le dinar perdait la moitié de sa valeur (...). Un grave dommage pour les travailleurs palestiniens depuis toujours habitués à changer immédiatement les shekels israéliens et à économiser en dinars*». En outre: «*Les dirigeants palestiniens ont demandé à leurs gens de mettre en pratique la désobéissance civile généralisée: démissions en masse des employés publiques de l'administration militaire, refus de payer les taxes, blocage des travailleurs qui chaque jour traversent la «ligne verte» pour se rendre dans les établissements israéliens*».

L'Etat hébreu s'est défendu par l'automatisation et le recrutement de prolétaires du Sud-Liban, et a réussi à contenir les dégâts. Ces dégâts il n'aurait pu les limiter avec autant de facilité, si la révolte s'était étendue aux masses pauvres de toute l'aire (Sud-Liban inclus), comme cela aurait été **inévitabile** si la rébellion des prolétaires palestiniens des territoires occupés n'était pas comprimée dans la camisole de force d'une lutte purement pacifique et nationale, et donc purement anti-israélienne. Israël aurait-il pu s'en tirer à si bon compte, si les actions **armées** des masses palestiniennes insurgées avaient rendues difficile à Israël d'importer la main-d'oeuvre du Sud-Liban et mêmes aux prolétaires israéliens le fait de se rendre au travail? Et d'insister sur de telles actions n'aurait-il pas dans le même temps servit de levier pour rompre le front de classe en Israël? Et enfin, les dirigeants de Tel-Aviv auraient-ils pu procéder rapidement à l'automatisation de l'appareil productif si celui-ci eût été victime du sabotage?

Mais c'était justement **ce type** de développement de la lutte que craignaient aussi comme la peste les dirigeants de l'OLP. Et c'est précisément **contre** cette possibilité de développement classiste et révolutionnaire que l'OLP a mobilisé ses hommes, son idéologie, son prestige et son organisation, en canalisant la révolte sur un chemin complè-

tement opposé: celui du front national interclassiste, celui de la protestation pacifique et désarmée, impuissante contre l'occupation militaire israélienne.

Emprisonner l'Intifada dans le cadre étroit d'une lutte purement «nationale», voire provinciale, la priver de toute possibilité d'asséner de sérieux coups à Israël en l'entraînant dans une tactique absolument inoffensive ce sont les deux piliers de la politique poursuivie par la bourgeoisie palestinienne face à la montée de la colère des sans-réserve dans les territoires occupés. Et c'est malheureusement une politique qui a eu finalement un succès total, alors qu'il manquait aux masses pauvres palestiniennes la possibilité **matérielle** de s'opposer, alors qu'il leur manquait la force d'un parti physiquement présent et influent, qui assume les tâches de direction de la révolte vers la rupture du front interclassiste, et qu'il leur manquait aussi la force du mouvement ouvrier international - sur lequel elle auraient pu s'appuyer pour s'opposer à la dérive nationaliste.

En fait, l'absence d'un mouvement prolétarien décisif et tendanciellement indépendant dans les métropoles impérialistes, a facilité tant l'opération de colonisation et de répression d'Israël sur toute la Palestine, que la strangulation de l'indomptable lutte de la population prolétarienne et déshéritée palestinienne sous le sceau aveugle des compromis entre bourgeois. Les conditions de la lutte des prolétaires palestiniens, (et sud-africains, érythréens, kurdes ou sahariens) dépendent - outre des antagonismes sociaux et de classe qui se développent inévitablement avec le développement du capitalisme dans leur aire - des rapports entre les puissances impérialistes et leur bourgeoisie respective.

Plus les puissances impérialistes ont les mains libres vis-à-vis de leur «propre» prolétariat, plus forte est l'oppression dans les conflits des pays plus faibles et plus violente est la répression des bourgeoisies nationales et locales des pays non-avancés sur «leur» masse prolétarienne et paysanne. Voilà pourquoi le premier devoir des communistes conséquents dans les pays avancés est de dénoncer et lutter contre la bourgeoisie de son «propre pays», en montrant au prolétariat des métropoles impérialistes qu'il ne pourra jamais se libérer du joug bourgeois et se solidariser avec ses frères de classe quotidiennement massacrés dans les pays de la maudite périphérie de l'impérialisme, s'il ne descend pas résolument sur le terrain de la lutte indépendante de classe contre ses propres patrons, ses propres capitalistes, en engageant la bourgeoisie sur le terrain de la lutte directe et dans le profond mépris des frontières nationales. En outre, les communistes révolutionnaires, aussi faibles soient-ils aujourd'hui, aussi loin soient-ils aujourd'hui de représenter un Parti influent sur le cours des événements là-bas et ici, ont la tâche de dévoiler la signification contre-révolutionnaire de la politique suivie par les diverses fractions du nationalisme palestinien et de les dénoncer pour ce qu'ils sont et pour ce qu'ils font.

LA «PATRIE PALESTINIENNE»: MONNAIE D'ÉCHANGE ENTRE CAMELOTS LIES A LA MEME FONCTION ANTIPROLETARIENNE

L'OLP a agi et agit comme agence de la contre-révolution avant tout par le fait de représenter une bourgeoisie nationale vendue aux jeux des puissances impérialistes et, de cas en cas, à celui-ci ou à celui-là des Etats arabes de la région. L'objectif même d'une «patrie indépendante» est devenu une monnaie d'échange entre bourgeoisie en perdant ainsi tout caractère radical et «anti-impérialiste».

Dans un Moyen-Orient au capitalisme déjà réalisé, un objectif de ce genre ne revêt plus, d'autre part, dans sa signification historique un caractère révolutionnaire, même seulement bourgeois. Le long calvaire de la transformation des paysans palestiniens en prolétaires modernes, **sans réserve et sans patrie** à la fois, s'est accompli à cheval entre le second conflit mondial - en parallèle avec la rupture des rapports archaïques dont était entravé le fellah égyptien comme le paysan syrien - et la fin des années 60 grâce surtout à la violente pression de l'impérialisme occidental dont Israël a été le fer de lance et, du point de vue économique et social, un facteur progressiste de première importance.

Comme terme de ce processus long et tourmenté nous pouvons fixer la date de 1970, en lui attribuant pour l'aire géo-historique considérée, la même signification que la date de 1870 fut pour le prolétariat de l'aire européenne occidentale: comme face à l'insurrection du prolétariat parisien, prussiens et versaillais agirent d'un commun accord pour la briser, ainsi face au ferment subversif des masses exploitées jordano-palestinienne, toutes les bourgeoisies et les pouvoirs réactionnaires de la région **se sont confédérés entre eux dans un unique front antiprolétarien**. Le massacre de Septembre Noir sera en fait le résultat de la collaboration opérée entre le gouvernement de Amman, l'OLP et le gouvernement de Tel-Aviv; collaboration qui se répétera dans le massacre de Tall-el-Zaatar en 1976 et à Beyrouth, dans la guerre du Liban en 1982, voyant cette fois l'intervention directe de la Syrie à la place de la Jordanie.

Le nationalisme démocratique palestinien pouvait avoir une signification progressiste, seulement **avant** 1970. Seulement jusqu'alors la lutte palestinienne pour un Etat indépendant en terre de Palestine aurait pu représenter un stimulant national-révolutionnaire d'un mouvement plus général qui remettait en discussion tout l'ordre imposé artificiellement par l'impérialisme à la fin de la seconde guerre mondiale. Ce bouleversement aurait mis en mouvement les contradictions de classe que le même développement capitaliste dans la région avait déjà accumulé et que l'implantation d'un Etat capitaliste développé, comme Israël, concentrait sur le terrain spécifique de la lutte entre classe prolétarienne et classes bourgeoises. L'histoire entrelace ainsi plus solidement le cours de la lutte sociale du prolétariat en tant que classe distincte de toutes les autres, et le cours des mouvements, radicaux ou non, des classes et demi-classes bourgeoises.

Mais le développement a été beaucoup moins favorable au prolétariat et à nous communistes. La «décolonisation» de la part des puissances européennes - comme c'est arrivé dans d'autres parties du monde où existaient les colonies - a laissé en héritage aux populations indigènes un gigantesque enchevêtrement de contradictions, d'antagonismes ethniques, religieux et tribaux à ces nations. Arriérées historiquement du point de vue du développement économique, ces populations furent impréparées à donner à ces contradictions une «solution» stable, toujours du point de vue bourgeois. En Egypte et en Algérie seulement s'exprimeront des classes bourgeoises suffisamment fortes pour s'imposer avec une caractérisation nationale indépendante et avec la force d'imposer leur Etat, assumant pour cela un rôle et un poids politique à l'intérieur des pays arabes. C'est seulement un pays, Israël, imposé de l'extérieur comme Etat-colon et s'imposant dans le territoire de la Palestine, avec une force liée à sa grande puissance économique, technique, industrielle, militaire et donc politique et avec une caractérisation nationale fortement imprégnée du

confessionalisme sioniste, qui représentait dans toute l'aire le pays le plus développé de tous sur le plan capitaliste, industriel comme agraire.

L'histoire a ainsi tourné une page dans ce Moyen-Orient très tourmenté, dépendant dans tout et pour tout des pays impérialistes, mais d'une manière tragiquement lente, fatigante, inconséquente, génératrice des bourgeoisies flasques et asphyxiantes qui vivent entre des frontières artificielles et à l'ombre de la politique de celle-ci ou celle-là des grandes puissances impérialistes; génératrices de formes bourgeoises en partie illégitimes où on peut encore y lire les signes des compromis avec les vieilleseries féodales et franchement tribales; génératrice de véritables tondeurs de coupons grâce à une richesse - le pétrole - qui n'est pas le fruit de procès de production et de transformation de la fabrique capitaliste moderne, mais qui jaillit d'une terre jamais travaillée, jamais cultivée, sinon par des paysans en quête de survivre d'une manière ou d'une autre, et qui un jour devra engloutir ces classes bourgeoises absolument inutiles et parasitaires.

Des circonstances historiques variées, parmi lesquelles la faiblesse et la lâcheté des bourgeoisies locales et surtout l'insistance de la pression impérialiste sur cette aire vitale pour l'approvisionnement en pétrole (en outre stratégiquement importante), ont contribué à déterminer ce **type** de développement et ont ainsi fait de la nation palestinienne une nation **foutue** (2).

Pour une nation donnée, il n'y a plus rien à faire, une fois que les moments critiques de l'histoire sont passés, ce sont les phases **éruptives** de la transformation du vieux monde féodal en monde moderne, bourgeois. La bourgeoisie palestinienne n'a pas pu inscrire sa propre revendication nationale dans l'arc des forces se tendant dans ce mouvement. Cette flèche, l'arc de l'histoire ne la lancera jamais plus. **Palestine ne vaincra pas.**

La bourgeoisie palestinienne le sait parfaitement. Et son glissement même dans le marais d'une modération toujours plus nauséabonde est un indice de cette conscience, qui est aussi le reflet dans la tête des hommes d'un fait **matériel**, celui de l'épuisement de la poussée propulsive qui anime le national-révolutionnarisme des jeunes bourgeoisies, et celui de la pression physique des forces productives dont le développement est bloqué autant par le vampirisme impérialiste que par le collet du vieux monde féodal. Cette poussée a donc cessé au moment où la coque de l'archaïsme précapitaliste a été brisée et où les nouvelles forces se sont libérées, en se répartissant sur une carte géographique caractérisée par la poussée vers une unification du marché arabe dans les limites d'un seul Etat, qui devra se replier sur une fragmentation nationale systématique, sous la dictée des principales puissances impérialistes. Elle a cessé même si, entre les diverses bourgeoisies arabes, une - la palestinienne - est restée privée d'un territoire national et d'un appareil d'Etat propre. La tension nationale a touché d'autant moins la bourgeoisie palestinienne que, même privée d'un territoire adéquat, elle se trouve **parfaitement intégrée** dans le mécanisme d'exploitation capitaliste qui, à l'échelle de l'ensemble de la région moyen-orientale, loin d'attendre de voir le jour, existe déjà et fonctionne à plein régime.

De là l'infinie série de négociations avec «l'ennemi» israélien et avec les grandes puissances impérialistes, que l'OLP tissera pendant vingt ans; de là ses roulades sans vergogne dans la boue de la diplomatie; de là son passage de compromis en compromis jusqu'à solder l'objectif de la reconquête intégrale de la terre de Palestine. Dans cette trajectoire il y a un message que les exploités et les masses

pauvres palestiniennes devront avant ou après déchiffrer: c'est que la révolution bourgeoise a déjà été faite et que la bourgeoisie palestinienne n'a pas devant elle des murailles à abattre pour pouvoir finalement extorquer la plus-value, mais seulement des masses de travailleurs libres à qui on tond la peau quotidiennement et dans tous les coins du Moyen-Orient. C'est que pour pouvoir exploiter les prolétaires - palestiniens ou non - qui circulent entre Amman et Le Caire, entre Ryad et Damas comme entre Beyrouth et Bagdad, elle a besoin du consentement des classes dominantes locales, qui sont établies dans ces capitales, alors qu'elle aurait tout intérêt à les exploiter vraiment pour soi dans un territoire bien défini. Cela ne signifie pas pour autant qu'elle soit disposée, pour arriver à ce résultat, à perturber les fragiles et précaires équilibres sur lesquels repose l'ordre établi de la région et sur lequel s'appuie par conséquent son méprisable affairisme et son ratissage des profits.

OLP: ORGANISATION AU SERVICE DE LA NORMALISATION DE LA REGION DU MOYEN-ORIENT

Mais le revers de la médaille de la trajectoire capitulaire de l'OLP est qu'aujourd'hui le Moyen-Orient s'embrace, s'embrace par l'explosion des contradictions déchirantes qui sont typiques du monde moderne, bourgeois, et qui restent pareilles même quand elles sont avivées - comme du reste cela arrive de façon croissante même dans les citadelles impérialistes - par la superposition et l'enchevêtrement de l'esclavage du travail salarié avec l'oppression raciale, nationale ou religieuse.

Si les choses sont ainsi, pourquoi hisser encore le drapeau de la «patrie palestinienne» si mutilée dans sa réalité territoriale mais toujours sorti de l'ambigu diplomatique de l'OLP? Le sens d'avancer aujourd'hui une telle revendication ne peut être qu'unique: celui d'éteindre le feu d'une rébellion prolétarienne qui couve en permanence sous les cendres, en la neutralisant, en en altérant les causes sociales et les connotations de classe originelles, aussi confuses puissent-elles être, et en la déviant sur un terrain marécageux - celui, précisément, du bloc national interclassiste de la résistance anti-israélienne - aux fins exclusives du maintien de cet ordre établi régional dont la bourgeoisie palestinienne est partie intégrante.

Si cela constitue la stratégie dans laquelle se résume la ligne générale de l'OLP, les solutions tactiques particulières dans les différentes situations, seront différentes.

Lorsqu'il s'agit de prévenir la colère des sans-réserves palestiniens, l'extrémisme nationaliste se porte encore bien. Agiter avec un grand étalage de rhétorique le mot d'ordre «destruction de l'Etat d'Israël» - qui est l'unique revendication qui coïnciderait avec la formation d'un Etat palestinien indépendant digne de ce nom - ne coûte rien quand les prolétaires, amassés dans les camps de réfugiés et dans les villages sous les canons de Tel-Aviv plutôt que de Damas ou d'Amman, se laissent peler le dos par leurs divers patrons sans pouvoir réagir. Dans de telles circonstances, l'extrémisme nationaliste peut au contraire bien mieux fonctionner comme ressource propagandiste, puisque les masses pauvres peuvent être facilement endormies avec une fable, avec un mirage, avec un rêve encore en mesure de les anesthésier face aux tourments de leur vie quotidienne.

Mais quand ces masses relèvent la tête et entrent en mouvement il est nécessaire, tout en se maintenant sur le terrain de la démagogie, de faire correspondre aux attentes,

que les déshérités ont placées dans le nationalisme, des résultats concrets d'objectifs dont l'obtention rentre dans leur horizon visible, si misérables qu'ils puissent être.

D'autre part, le bouillonnement même des masses déshéritées, si opportunément contrôlées et disciplinées; offre à la bourgeoisie palestinienne une occasion à ne pas perdre. Certainement pas celle de prendre en marche le train de l'histoire, qu'elle a raté pour toujours, mais celle de se retailler un rôle moins marginal dans le concert de la bourgeoisie de la région, et de gagner, tout en renonçant à ses ambitions d'origines pour se contenter d'un Etat-croupion, la possibilité d'accéder à une quota plus grande du partage de la plus-value totale produite au Moyen-Orient.

De là le paradoxe **apparent** d'une lutte palestinienne qui s'entête et s'étend et d'une OLP qui, en reflet, baisse toujours plus le pantalon. C'est un paradoxe apparent parce que ces pantalons, l'OLP les avait **dans la substance** baissés depuis longtemps, et si elle n'avait pas encore formellement et clairement mis de côté la perspective de la destruction d'Israël, c'est seulement parce que les circonstances de **relative** stabilité des masses palestiniennes exploitées lui permettait de faire étalage d'un capitalisme **d'opérette**.

Mais la substance de la ligne politique de l'OLP était **déjà par sa constitution** capitularde respectivement aux objectifs de libération nationale qui auraient dû en constituer sa raison d'être (3). A partir de «Septembre Noir» de 1970, le mythe guérillero de l'OLP commence à se désagréger et l'organisation déplace toujours plus le centre de gravité de l'action armée aux jeux diplomatiques, prenant de plus en plus cette physionomie modérée et respectueuse de l'ordre impérialiste que selon la norme les jeunes bourgeoisies prennent après la conquête du pouvoir (4). Mais c'est maintenant que le spectre de l'insurrection prolétarienne circulant entre Gaza et la West Bank a finalement fait tomber aussi les derniers voiles «révolutionnaires» et romantiques dont ce nationalisme historiquement épuisé et hors-jeu se couvre encore.

Le grand mérite de l'Intifada a donc été, au moins, celui d'accélérer le dit «virage modéré» de Arafat & Cie., solennellement sanctionné par la «Déclaration d'indépendance» approuvée en Algérie le 15 novembre 1988 par le Conseil National Palestinien. Il est intéressant de relever le fait que ce soit le bourreau d'Amman de 1970, Hussein de Jordanie, qui ait forcé la main d'Arafat et qui a de fait contraint l'OLP à anticiper le temps de la proclamation de l'Etat indépendant, en renonçant officiellement à l'administration des territoires occupés, qui ont été ainsi gracieusement remis à la «souveraineté» palestinienne.

«Personne ne le dit ouvertement, mais le risque d'un dépassement des limites de l'Intifada, est bien présent dans les chambres du pouvoir d'Amman» admettait le «Corriere della Sera» du 25.01.1989. Mais que signifie «dépassement des limites» de l'Intifada en-dehors des territoires contrôlés par Israël, sinon un **déraillement** de ce mouvement du terrain de la lutte nationale au terrain de la lutte de classe? C'est bien cela, la préoccupation qui perturbe les nuits de toutes les bourgeoisies locales et à plus forte raison de celles qui concentrent dans leurs frontières des masses considérables de prolétaires palestiniens, comme c'est le cas de la Jordanie qui voit planer sur elle la menace et le danger d'une nouvelle reconjonction - dans une situation du reste bien plus explosive qu'en 1970 - des masses exploitées jordano-palestiniennes dans une unique bataille de classe.

C'est pour éloigner ce spectre que Hussein s'est hâté de séparer le sort de la Cisjordanie occupée de celui de «son»

Etat, s'occupant dans le même temps à renforcer les structures centrales du pouvoir et à en augmenter le bras armé.

C'est pour disperser cette menace qu'Arafat a relancé le nationalisme palestinien indiquant aux masses pauvres l'unique perspective visible qu'il puisse leur offrir comme «solution» de tous leurs maux: le mini-Etat, l'Etat-ghetto, ou, si l'on préfère, le Bantoustan de Cisjordanie et de Gaza.

C'est cette «solution» qui, en fait, a été consacrée au Conseil palestinien d'Algérie: renonciation **explicite** à la destruction de «l'entité sioniste» telle qu'elle était définie auparavant, solution **politique** à la question palestinienne dont le sort serait remis à un arbitrage international entre les mains des brigands impérialistes, désigné comme «Conférence internationale de paix», proclamation de l'Etat palestinien indépendant dans les territoires occupés. Voilà en résumé la nouveauté d'Algérie.

Inutile de dire que l'OLP a su retrouver l'unité sur ce terrain de la capitulation finale: la majorité écrasante obtenue par Arafat en Algérie n'est rien d'autre que le signal de la réapparition des diverses fractions bourgeoises représentées dans l'OLP sur le terrain du «réalisme politique», ou bien de la connivence pacifique avec «l'ennemi» israélien. Hawatmeh, leader du soi-disant marxiste-léniniste FDPLP a été «tout d'accord» avec Arafat. L'unique à s'être opposé a été le chef du FPLP, George Habache, avec quelques groupes de religieux fondamentalistes, comme le Jihad islamique et le Hamas. Mais l'opposition du FPLP a été une opposition «constructive et non de rupture» («Corriere della Sera», 15.11.1988). Cela signifie que le dissension est purement **tactique** et non de principe, c'est-à-dire qu'elle porte sur le mode et le moment de la reconnaissance d'Israël, et non sur la reconnaissance de son «droit à exister» comme tel. A tel point que «Habache» plus d'une fois a crié à Arafat: «si tu me jures que ce sera une Conférence internationale de paix, basée sur la 242 (la résolution de l'ONU qui sanctionne le droit d'Israël à exister dans des frontières sûres, NdIR). Autrement, non» (ibid). En réalité, si l'on excepte le paragraphe sur la reconnaissance formelle de l'Etat d'Israël, sur la déclaration d'indépendance comme telle (et donc sur «l'émancipation nationale», style Bantoustan), en Algérie, l'unanimité a été complète.

Toutes les fractions de la bourgeoisie palestinienne se sont en somme trouvées d'accord pour désigner aux masses palestiniennes déshéritées le mini-Etat comme l'objectif à rejoindre, en agitant l'illusion, qu'ils puissent trouver leur émancipation finale dans les frontières de cette galère. Ce qui est ensuite le mensonge le plus révoltant: parce que non seulement l'Etat national indépendant, mais **aucun** Etat national indépendant ne pourra jamais être une structure de leur émancipation en tant qu'exploités, au contraire il sera toujours un instrument d'asservissement du travail salarié. Mais aussi parce que ce type même d'Etat, l'Etat-ghetto, ne pourra précisément soulager ni la misère de leurs conditions économiques de vie, ni le poids de la répression, dont ils seront écrasés comme avant, **sinon pire**, s'ils osent se rebeller.

Comment pourrait-on assurer des conditions matérielles d'existence moins infâmes pour les prolétaires renfermés dans ses frontières d'un Etat-dortoir privé d'un arrière-pays agricole et industriel et absolument dépendant de l'extérieur pour sa propre subsistance?

En outre, dans le cas où le mécontentement des sans-réserves de l'éventuel futur «Etat palestinien indépendant» devait rompre les digues de l'idéologie démocratique et nationaliste et de ses appareils, la répression de la bourgeois-

sie palestinienne dans les conflits avec «ses» prolétaires sera certainement aussi dure et impitoyable que celle qu'ils subissent aujourd'hui de la part de l'Etat d'Israël. En fait, Israël a déjà démontré à la «Communauté internationale» savoir manier le bâton pour contrôler efficacement les déshérités des camps de réfugiés et des villages. L'OLP non! Elle devra encore **démontrer** au monde bourgeois qu'elle est à la hauteur de son rôle.

Pourtant dans toutes les phrases du texte de la «déclaration d'indépendance», dictées pour la circonstance par un poète, celle d'une «émancipation» non seulement possible mais directement assurée, est l'illusion qui circule et que l'on s'obstine à faire circuler dans les masses pauvres.

Quel arabe de rang noble, raffiné et littéraire ne parle pas en fait de «liberté de culte, de pensée, de foi politique» ou du «principe d'égalité entre les hommes et les femmes», n'a pas l'effronterie de tisser, en filigranes dorés, de délicates broderies pour la «justice sociale», dont le nouvel Etat indépendant devra s'inspirer. Arafat, toujours, a promis de la tribune que «l'Etat sera contre chaque discrimination sociale»...

Admettons que l'assemblée des grandes puissances impérialistes réussissent à convaincre Israël de composer avec l'OLP, renonçant aux territoires qu'il a occupés militairement; admettons qu'Israël consente aux palestiniens de constituer un Etat dans un territoire qui graviterait exclusivement sur Israël - économiquement et politiquement - et qui pour cela surtout en Israël aviverait les inévitables tensions d'une population qui continuerait à vivre dans l'oppression, ne fût-elle plus quotidiennement militaire; admettons que dans le mouchoir de terre qu'est la Cisjordanie, les palestiniens puissent dans un jour proche agiter leur drapeau national sans être mitraillés, se sentant finalement «chez eux»; admettons tout cela, que peuvent attendre effectivement les palestiniens des territoires occupés et les palestiniens des camps de réfugiés du Liban et de la Jordanie, de cet «Etat indépendant» déclaré avec tant de solennité par l'OLP et déjà «reconnu» par de nombreux pays?

Cet «Etat» sera **un camp de concentration**, peut-être bien «autogéré» par les notables palestiniens, dans lequel les prolétaires, après la première et fugace sensation de paix et de liberté devront se rendre compte d'être constamment dans la ligne de mire; dans lequel la liberté d'agir, de s'organiser, de se réunir, de faire la fête, d'écrire, de lire, de parler sera conditionnée par la dépendance totale pour la propre subsistance du poste de travail en Israël; dans lequel les prolétaires ne trouveront que la confirmation de leur condition historique d'oppressés par le capital et par ses lois et ne pourront s'affranchir de leur condition de classe subordonnées qu'en s'organisent en tant que prolétaires qui se reconnaissent comme antagonistes à chaque exigence, intérêt, objectif, lois du capital et des classes qui le défendent. Alors la galère bourgeoise, le camp de concentration national apparaîtront clairement dans leur réalité: quelque

chose à détruire dans ses fondements pour instaurer une société à la mesure exprimait à propos de la Pologne: dans les limites étroites des frontières nationales mais dans toute l'aire moyen-orientale. Et qu'une lutte tenace, organisée, politiquement orientée vers les intérêts et les objectifs de classe, dirigée par les forces prolétariennes influencées elles-mêmes de manière déterminante par le parti du communisme révolutionnaire, qu'une **guerre de classe** abattra l'ennemi bourgeois encore dominant aujourd'hui.

(1) Toujours dans une brève note rapportée par le «Corriere della Sera» (12.3.1989), on peut lire qu'en 1988 la révolte palestinienne a pesé sur le bilan de l'Etat hébreu pour 666 millions de dollars, et que la croissance économique s'est conclue à 1 pour cent en comparaison au 5 pour cent de 1987.

(2) Nous disons que la Palestine est une nation «foutue» dans le même sens que Engels qui dans une lettre à Marx du 23.05.1851, exprimait à propos de la Pologne: «*Plus je réfléchis à l'histoire, plus il est clair que les polonais sont une nation foutue, qu'on peut employer comme instrument seulement jusqu'à ce que la Russie même ne soit entraînée dans une révolution agraire. A partir de ce moment la Pologne n'a plus aucune raison d'être*». Ceci non pas pour dire à propos de la Palestine, que le mouvement national palestinien aurait été, en son temps, **insignifiant** du point de vue du cours historique général, mais au contraire, pour dire que même l'extraordinaire importance de l'aire en question pour les grandes puissances impérialistes a provoqué la neutralisation et la castration du nationalisme palestinien entre 1948 et 1967 par l'opération de la Sainte Alliance du capital mondial.

(3) Le caractère capitulaire depuis le début de l'OLP est démontré - entre autres - par le fait que dans sa Charte constitutive déjà, l'organisation affirmait comme point fondamental la **non-ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats arabes**. Et cela que signifie-t-il, sinon la renonciation à se porter sur le terrain de la révolution bourgeoise radicale? Sinon l'acceptation du fédéralisme et de la transformation sociale «par en haut» des flasques régimes semi-féodaux en régime bourgeois moderne?

(4) Le «scandale» de la découverte journalistique de l'étroite collaboration existant entre l'OLP et les services secrets américains ne nous intéresse pas tellement, quant une telle collaboration a débuté en 1970. C'est une nouvelle preuve du fait que l'OLP a conquis ses galons de sergent de la contre-révolution antiprolétarienne dans le massacre d'Amman. **Depuis** elle est devenue pour l'impérialisme et pour ses services un interlocuteur de confiance, même si pour un certain temps ce fut une confiance **secrète**.

Points de repères sur la question palestinienne

(«le prolétaire», n° 401, Mai-Juin 1989)

Nous publions les quelques «points de repère» ci-dessous à l'occasion de la reprise d'un travail sur la «question palestinienne» et pour corriger un article publié dans «le prolétaire» n° 367 du 12 nov. 1982 et dans «programma comunista» n° 20 du 29 octobre 1982 («*La lutte nationale des masses palestiniennes dans le cadre du mouvement social au Moyen-Orient*»).

L'article de 82, qui répondait à la nécessité de prendre position rapidement sur une question qui avait joué le rôle de détonateur dans la crise interne d'alors, tombait en particulier dans deux erreurs de fond.

La première erreur consistait à envisager que le «sentiment national panarabe» pouvait avoir un aspect révolutionnaire dans toute la région encore aujourd'hui (où nous ne sommes plus à l'époque de l'effondrement de l'empire turc), à la simple condition d'être véhiculé par le prolétariat. On affirme en effet dans cet article que «*l'absence de patrie apparaît aux prolétaires comme la cause essentielle de leurs malheurs et le mouvement vers la «nation arabe» peut leur fournir une occasion d'unification contre la division en nationalités différentes. A condition qu'ils puissent le faire à la prolétaire. Le facteur national est si intimement lié à l'ensemble de leurs conditions matérielles d'existence que toute la force acquise sur le premier front ne tardera pas à être employée aussi sur les autres, en élargissant l'affrontement du pur et simple horizon national au terrain de classe plus général.*»

Ce qui est ici exprimé, c'est une vision à la fois mécaniste et fataliste; fataliste parce qu'on semble croire établi que le «facteur national» (éléments économiques de langue, d'habitudes, de culture, de mentalité, de religion) est **toujours** historiquement positif pour les masses **arabes**, hier en sortant du féodalisme et de l'économie tribale et naturelle comme aujourd'hui en plein capitalisme; mécaniste, parce qu'après avoir supposé le caractère intrinsèquement positif du «mouvement vers la nation arabe», l'article n'envisage qu'un développement progressif vers le dépassement du «pur et simple horizon national» pour arriver «au terrain de classe plus général», dépassement garanti uniquement par la présence militaire des combattants palestiniens (dont la désagrégation n'était pas le moins du monde prévue).

La deuxième erreur consistait à prétendre que la lutte prolétarienne pour ses intérêts **de classe** était liée à la lutte **nationale**, erreur reliée évidemment à la première.

L'article dit des prolétaires palestiniens et arabes en général qu'ils «*ont jusqu'ici pesé avec leur sang et leurs initiatives spontanées, mais qu'ils ont été l'objet et non le sujet de stratégies politiques*». Et «*ils pourront tourner à leur avantage la crise que s'ils réussissent à se donner une **organisation indépendante de lutte**, avec une ligne à elle, centrée sur l'intérêt de classe prolétarien opposé à l'intérêt bourgeois*».

L'article prétend ainsi que les prolétaires, engagés depuis 40 ans dans la seule lutte nationale - dont l'article fait par ailleurs l'éloge - et qui se sont révélés jusqu'alors incapables de donner naissance à une organisation politique communiste qui puisse orienter la lutte prolétarienne sur le terrain de l'indépendance de classe et de la constitution d'organismes indépendants de lutte, ces prolétaires pourraient y arriver au moment de la terrible défaite causée par l'invasion israélienne, et retourner cette défaite «à leur avantage»: c'est de l'aventurisme verbeux, d'autant plus qu'on se garde bien de préciser quelle devrait être la «ligne à elle» de cette «organisation indépendante de lutte» pour que les prolétaires palestiniens deviennent «sujets» de stratégies politiques et ne soient plus utilisés pour des objectifs bourgeois.

En fait l'article indique comme ligne à suivre, au mieux **une ligne de lutte immédiate**, sur le terrain de la défense - armée - des intérêts élémentaires des prolétaires. Une lutte de défense immédiate, à l'intérieur de la lutte nationale, voilà quelle est l'orientation de fond, entièrement erronée, de l'article.

Selon le marxisme, l'orientation correcte surtout pour les aires où la révolution bourgeoise n'est plus à l'ordre du jour (où donc il ne peut plus y avoir de révolutions **doubles**) mais où la question nationale n'a pas été résolue est d'insérer celle-ci et la lutte nationale dans la lutte de classe révolutionnaire. L'objectif de cette dernière est la conquête du pouvoir politique, non pour instaurer un Etat national, mais l'Etat de la dictature du prolétariat, instrument de la révolution prolétarienne internationale.

L'article affirme un peu plus loin: «*L'essentiel pour les communistes et les prolétaires est que cette lutte (contre Israël et tous les impérialismes-NDLR), qu'il faut mener dès aujourd'hui, soit, **indépendamment de son issue**, l'occasion de donner naissance à la formation d'une grande armée prolétarienne qui, née sur le terrain de la lutte nationale, sache **employer sa force sur tous les fronts de l'affrontement social***,

fronts étroitement liés au premier». Nous y revoilà: dans une situation de défaite, d'éparpillement des combattants, on lance l'idée de la formation d'une grande armée prolétarienne; dans une situation de répression militaire quotidienne sur les camps de réfugiés comme dans les territoires occupés, dans une situation de désorganisation complète et de démoralisation profonde des masses prolétariennes et paysannes palestiniennes, on fait dépendre la possibilité d'une reprise de la formation d'**une nouvelle et grande armée**, capable d'utiliser **sa force sur tous les fronts de la lutte sociale**.

Faut-il rappeler les enseignements de la Commune, de Petrograd en 1917 et de la formation de l'Armée rouge: d'abord désorganisation de l'armée bourgeoise, conquête violente du pouvoir politique, puis organisation de la nouvelle armée prolétarienne sous la dictature de classe !

L'article joue avec les classes en lutte comme avec des soldats de plomb. Il présente même comme la situation la plus favorable à la perspective prolétarienne rien moins que *«la cobelligérance d'une armée à direction bourgeoise (l'OLP) et d'une armée à direction prolétarienne»* contre Israël - et non contre les Etats bourgeois arabes - afin *«d'accentuer ainsi l'affrontement social»*. Grand plan stratégique, sans

aucun doute.

L'article formule des indications absolument irréalisables il agite des slogans à effets, et il laisse **à la situation, à l'affrontement social, à la lutte sur tous les fronts**, la résolution de tous les problèmes d'une lutte dramatiquement emprisonnée dans les mailles des antagonismes nationaux bien qu'elle soit menée par d'authentiques prolétaires.

Dans le cadre de la reprise du travail sur la question palestinienne il est indispensable de critiquer certains textes publiés dans notre presse où se trouvent des analyses et des positions erronées, en contradiction avec le travail général du parti et avec le marxisme.

Ces points ne prétendent pas épuiser tous les aspects de la «question palestinienne» et de ses liens avec la perspective de la révolution prolétarienne communiste. Ils veulent mettre en évidence les aspects que nous estimons les plus significatifs tant par rapport à des positions erronées parues dans la presse de notre parti, que par rapport à toutes les positions du faux marxisme qui ont cours en Europe sur cette question. Il ne s'agit que d'un premier résultat du travail de reprise de ce problème, qui devra préciser davantage les divers aspects du problème.



1. DENONCIATION DU ROLE DU NATIONALISME PALESTINIEN COMME DIVERSION ET ANTIDOTE A LA LUTTE DE CLASSE

Le nationalisme est un cadavre politique depuis une vingtaine d'années, mais ce cadavre «marche encore» et intoxique les prolétaires. Au lieu de souhaiter sa relance sous une version «de gauche», qui ne pourrait avoir que l'apparence de son radicalisme défunt, nous voyons plutôt un fait positif dans l'évolution vers le modérantisme de tous ses courants jusqu'aux plus «extrémistes»; et nous constatons le fait, selon nous **salutaire**, de la capitulation finale de l'OLP pour inciter les prolétaires à y lire ce que leur crie le cours même des choses: toute solution de race et de nation étant écartée, l'**unique** voie de salut est celle de la lutte de classe intransigeante jusqu'à la destruction de **tous** les Etats de la région et l'instauration de la dictature du prolétariat. Palestine ne vaincra pas; c'est la révolution prolétarienne qui vaincra !

2 DENONCIATION DU CARACTERE REACTIONNAIRE DU MINI-ETAT PALESTINIEN

Les conséquences d'une telle «solution» ne pourront en effet qu'être **négatives** du point de vue de l'évolution de la lutte de classe, tant parce qu'il tendrait à confiner dans un ghetto la fraction la plus avancée et la plus combative du prolétariat de toute la région pour l'empêcher de «contaminer» les autres, que parce qu'il signifierait une atténuation de la pression exercée sur Israël par les masses palestiniennes déshéritées et donc éloignerait dans le temps le moment où, là aussi, se fracturera le front de classes, permettant enfin aux ouvriers israéliens de tendre la main à leurs frères de classe palestiniens .

Le seul côté éventuellement positif d'un mini-Etat serait de «démasquer» la bourgeoisie palestinienne comme classe ennemie, aux yeux des classes exploitées, mais cela n'a rien

d'automatique. Au contraire s'il n'existe pas une force politique, le parti de classe, qui dénonce le nationalisme dès le début et lui oppose dès le début une ligne de classe (ce qui n'est évidemment pas le cas actuellement), il est inévitable que la désillusion qui suivra inmanquablement la formation de cet «Etat indépendant» n'entraînera pas une impulsion à la lutte contre la bourgeoisie, mais débouchera plutôt sur l'abattement et la léthargie pour une durée qu'on ne peut prévoir.

Ce que nous pouvons dire dès maintenant, c'est que l'Etat-galère qui se dessine à l'horizon ne pourra jamais absorber la totalité des masses palestiniennes de la diaspora. Les palestiniens, les prolétaires palestiniens, ne pourront tous trouver place dans le ghetto. Ce qui signifie que les Etats de la région qui ont avalé la Palestine, ne pourront réussir à la **digérer**, même avec le réactionnaire mini-Etat.

3. DENONCIATION DE LA TACTIQUE ULTRA-PACIFISTE SUIVIE PAR L'OLP AVANT ET PENDANT L'INTIFADA COMME ORGANISATION DELIBEREE DU MASSACRE DES PROLETAIRES PALESTINIENS

En d'autres termes, l'OLP laisse faire aux tueurs israéliens le «sale boulot» de massacrer, d'épuiser moralement et économiquement les opprimés des territoires occupés. Si ce mini-Etat se constitue, ce sera après que le prolétariat palestinien ait été suffisamment assommé par les compères israéliens. Voilà pourquoi l'OLP ne se dirige vers «l'Etat indépendant» qu'**au ralenti**. L'impudence de cette «normalisation» des masses pauvres palestiniennes est à dénoncer sans hésitations ni ménagements.

4. REAFFIRMATION DU FAIT QUE LA REVOLUTION PROLETARIENNE DANS TOUTE LA REGION EST LA SEULE VOIE POUR RESOUDRE Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE, dans

le sens que seule la dictature du prolétariat sera en mesure d'assurer aux palestiniens s'ils le désiraient encore, de s'organiser en un Etat indépendant. Ce qui n'exclut pas, mais implique que le Parti défende et soutienne la perspective opposée, celle de la libre union des diverses nationalités du Moyen-Orient en un Etat prolétarien le plus vaste possible.

5. REAFFIRMATION DE LA NECESSITE DE LA FORMATION DU PARTI POLITIQUE DE CLASSE SUR LA BASE DU PROGRAMME, DES THESES ET DES ENSEIGNEMENTS DU MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL fixés au début des années 20 dans les 3 premiers congrès de l'Internationale communiste. Cette formation ne peut arriver que par la rupture ouverte avec les fausses perspectives d'émancipation de type démocratique, pluraliste, autonomiste, pacifique; elle ne peut arriver qu'**en soudant les étincelles de conscience de classe** provoquées par la lutte des masses palestiniennes **au solide programme communiste et à la doctrine marxiste** restaurés par la Gauche communiste dans ses batailles de classe contre le stalinisme et toutes les variantes opportunistes, quelles soient social-démocrates, populistes ou nationales; elle ne peut arriver sans se relier au fil historique d'activité militante de la Gauche communiste dite italienne en particulier, au long de son travail pour la reconstitution du parti, **communiste et international**, organe politique de la classe révolutionnaire moderne.

Réaffirmation en même temps, que la lutte contre l'oppression nationale des prolétaires palestiniens doit emprunter une voie opposée à celle du nationalisme, même le plus radical. Il s'agit d'une bataille qui doit être orientée et livrée sur le terrain plus général de la lutte de classe, en déplaçant la lutte des prolétaires du terrain de la conquête d'une patrie au terrain de la lutte anti-bourgeoise contre toutes les discriminations entre prolétaires de différentes nationalités ou confessions sur le plan des salaires, des conditions de vie et de travail, des droits politiques et syndicaux.

6. REAFFIRMATION DU FAIT QUE LES FRERES DE CLASSE «NATURELS» DU PROLETARIAT PALESTINIEN, LES PROLETAIRES ARABES DE LA REGION NE TROUVERONT JAMAIS LA VOIE DE LA SOLIDARITE DE CLASSE et de leur propre émancipation du joug de bourgeoisies nationales répressives et vampires (comme l'ont illustré les grèves d'Egypte, les émeutes du pain au Maroc ou en Tunisie et dernièrement la révolte prolétarienne en Algérie) **S'ILS NE ROMPENT PAS DEFINITIVEMENT LES LIENS IDEOLOGIQUES POLITIQUES ET ORGANISATIONNELS AVEC «LEURS» BOURGEOIS ET PETITS-BOURGEOIS.** Ceux-ci ont utilisé et utilisent encore contre les prolétaires et les opprimés le «panarabisme», l'idéologie religieuse ou de prétendus socialismes nationaux représentés par le champion du double jeu Kadhafi ou le très démocratique président assassin Chadli Bendjédid. Le «facteur national arabe» pouvait être un des éléments unifiants pour des populations de nomades et de marchands plus que pour des populations de sédentaires et de paysans, dans une époque historique qui va de l'écroulement de l'empire ottoman à la seconde guerre mondiale. Il a désormais épuisé toute potentialité de progrès historique dans la vaste aire qui va du Proche Orient à l'Atlantique en couvrant le Nord de l'Afrique en raison d'une série d'éléments qui comprennent:

- le type de développement de la région, arriéré pour ce qui de l'entreprise industrielle et agraire, ultramoderne pour ce qui est l'extraction de matières premières, voire du capital bancaire,

-le type de répartition du territoire en Etats nationaux davantage fondée sur le passé colonial que sur la localisation de populations indigènes souvent nomades.

-le type de classes bourgeoises (plus «compradores» qu'industrielles) engendrées par le développement contrasté du mode de production et des formes de capitalisme et par la persistance de résidus féodaux, théocratiques, tribaux jamais complètement éliminés. La formation même d'un prolétariat peu concentré dans des usines ou des complexes industriels et éparpillé sur de vastes territoires ou se trouvent les richesses du sous-sol, reflète un processus de développement de la région **absolument dépendant** du marché mondial, du prix des matières premières que seuls les grands pays capitalistes peuvent utiliser, et **tendanciellement instable** à l'intérieur et dans les rapports inter-étatiques de la région.

Cependant, si faibles que soient les classes bourgeoises et prolétariennes le saut historique dans le capitalisme est désormais accompli et la réalité des Etats bourgeois arabes actuels est celle d'intérêts de classe de **bourgeoisies nationales contre d'autres bourgeoisies nationales** et non pas d'un «facteur national arabe» désormais impuissant, chaque bourgeoisie tendue vers l'exploitation de «ses» prolétaires arabes aussi bien que coréens, indiens, pakistanais, africains, etc., dans les riches régions pétrolifères.

7. REAFFIRMATION QU'UN FRONT DE LUTTE ENTRE PROLETAIRES JUIFS D'ISRAEL ET LES PROLETAIRES PALESTINIENS EST IMPOSSIBLE TANT QUE LES PREMIERS NE ROMPRONT PAS LES LIENS QUI LES ATTACHENT A LEUR BOURGEOISIE et que pour rompre avec leur bourgeoisie les prolétaires israéliens juifs et doivent **se désolidariser** de l'oppression nationale exercée sur les palestiniens. Il n'y a pas de pire malheur pour un peuple que d'en subjuguier un autre, disait Marx à propos de l'oppression anglaise sur l'Irlande. Pour sortir de leur situation, malheureuse du point de vue de la lutte de classe, les prolétaires israéliens juifs devront se placer sur le double terrain de la lutte contre les discriminations envers les prolétaires palestiniens et arabes dans leurs conditions de vie et de travail (donc contre le confessionnalisme de l'Etat Israéliens), et de la défense du droit à l'autodétermination du peuple palestinien, c'est-à-dire du droit de tous les palestiniens à constituer leur Etat en Palestine.

8. LA NECESSAIRE SOLIDARITE DES PROLETAIRES ET DES COMMUNISTES D'OCCIDENT AVEC LES PROLETAIRES PALESTINIENS ne signifie pas crier plus fort que les autres le slogan «vive la lutte pour l'indépendance nationale palestinienne», mais **SIGNIFIE TRAVAILLER POUR LA REPRISE ICI DE LA LUTTE DE CLASSE ET POUR LA FORMATION D'UN PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL COMPACT ET PUISSANT.**

C'est en effet la seule voie pour pouvoir tendre une main fraternelle aux prolétaires palestiniens, étant donné que l'aide que nous pouvons leur offrir consiste à leur fournir un point de référence visible de bataille anti-bourgeoise à laquelle s'accrocher, ou n'est que pure démagogie.

Il faut donc comprendre que le prolétariat palestinien - et avec lui les prolétaires de toute la région touchée par la lutte palestinienne - sera inévitablement prisonnier des objectifs et des moyens du nationalisme bourgeois, tant qu'un mouvement social prolétarien dans les pays impérialistes - dans «nos» pays occidentaux - ne se manifeste pas pour défier finalement la bourgeoisie nationale de tous les pays sur le terrain de la lutte de classe.

Origine et signification de classe de la répression anti-palestinienne

(«il comunista», N° 12 , Aprile 1988)

La grande révolte dans les Territoires occupés dure désormais depuis plus de 5 mois; elle ne cesse pas malgré son isolement désespéré et en dépit de la violence bestiale déchaînée contre elle par Tsahal et les organisations armées paramilitaires des colons juifs et de l'asphyxie économique imposée par le gouvernement israélien pour tenter de l'étouffer (1). La répression anti-palestinienne est revenue au premier plan de l'actualité, sur la lancée y compris d'une campagne d'opinion empreinte d'une hypocrite condamnation des atrocités israéliennes.

Les massacres récurrents de Palestiniens sont attribués, par une partie au moins de l'«opinion publique» occidentale, à l'action directe ou indirecte de l'Etat d'Israël, ou mieux aux «excès» (en dépit des «justifications historiques» du sionisme découlant de l'«Holocauste») dont les «faucons» de Tel-Aviv se rendent trop souvent responsables. En même temps ces tueries sont l'occasion pour les démocrates occidentaux d'exprimer leur solidarité morale avec la cause palestinienne, leur sympathie pour les aspirations d'une nation opprimée à se voir reconnaître ses droits, à côté - bien entendu - des droits égaux de la nation et de l'Etat Hébreux.

A la base de cette attitude si caractéristique de nos bons démocrates, se trouvent deux idées très répandues y compris dans les milieux de la gauche pro-palestinienne: l'idée que le sionisme est le responsable à peu près unique de la répression dont sont victimes les Palestiniens dans la mesure où il en serait l'auteur direct ou indirect et le seul vrai bénéficiaire; et l'idée que c'est l'ensemble **indifférencié** du «peuple palestinien» dans son ensemble, indépendamment des différences de classe en son sein, qui est la cible de la violence répressive.

Ces lieux communs doivent être repoussés sans hésitation car ils constituent un obstacle tant vis-à-vis du développement d'une solidarité envers les **véritables** victimes de cette répression que par rapport à la lutte elle-même des masses palestiniennes déshéritées qui ont besoin de tout sauf de nouvelles illusions et de nouvelles confusions sur l'identité de leurs ennemis, de **tous leurs ennemis**.

Nous avons souligné ailleurs (2) le caractère **social** du soulèvement des masses palestiniennes des Territoires occupés. Nous voulons exposer ici la thèse complémentaire du caractère **de classe**, bourgeois et capitaliste, qui a marqué **dès le début** la répression anti-palestinienne.

L'IMPÉRIALISME BRITANNIQUE APRÈS LE COLONIALISME TURC

Au moment où l'Etat israélien est fondé, en 1948, la répression anti-palestinienne a déjà derrière elle une histoire pluri-décennale. Elle a commencé par l'écrasement dans le sang par l'impérialisme **britannique** des vagues de révolte qui débutent en 1921 et se continuent par une série d'émeutes en 1925, 1929, 1933 avant de déboucher sur la grande révolte palestinienne

La rébellion des Palestiniens - et avec la violence répressive qui à plusieurs reprises étouffera son cri de révolte, est donc née au lendemain de la Première Guerre mondiale et de l'écroulement de l'Empire Ottoman à qui la Palestine et le reste du Proche-Orient étaient jusqu'alors

soumis.

Le régime colonial ottoman avait un caractère bien différent de celui des grandes puissances européennes dont les populations arabes devront ensuite subir les délices: il s'agissait d'une oppression de type **précapitaliste** pesant sur les populations essentiellement à travers l'imposition de tributs à l'autorité centrale, mais qui n'entamait pas l'immobilisme séculaire des structures sociales archaïques et semi-féodales du Proche Orient.

Tout changea quand la domination de la Sublime Porte fut remplacée par celle de la Grande-Bretagne, à qui la Société des Nations avait confié à travers le Mandat le contrôle sur la Palestine. *«Tous les Arabes, et pas seulement les Palestiniens appellent 1920 - année où fut établie le partage du Proche Orient entre la France (mandat sur le Liban et la Syrie) et la Grande Bretagne (mandat sur la Palestine et l'Irak) - l'année de la catastrophe»* (3).

Tandis que d'un côté disparaissaient les espoirs d'indépendance au nom desquels les Arabes avaient combattu les Turcs aux côtés des Anglais, de l'autre commençait un bouleversement radical des rapports de production et sociaux existants. L'économie tribale et villageoise est brutalement brisée, de même que l'organisation sociale des tribus nomades; on délimite la propriété et on exige des documents pour l'attester; des frontières étatiques artificielles sont dressées qui ne reflètent aucune réalité géographique, économique, ethnique ou religieuse, mais répondent uniquement aux délimitations de «sphères d'influence» (de **brigandage** en fait) par les puissances européennes. Surtout on assiste à l'implantation violente des rapports de production capitalistes. Cela signifie que commence le drame de l'expropriation des populations rurales, que se répète en Palestine l'histoire «écrite dans les annales de l'humanité en lettres de sang et de feu» (4) de l'accumulation primitive, une histoire que *«sans doute toutes les zones de la planète qui ont été ouvertes les unes après les autres à la pénétration du capitalisme ont connue»*, mais qui *«en Palestine a été poussée - progrès oblige!*

- à un degré de cynisme et de barbarie rarement égalé » (5).

Pendant la période du Mandat britannique le capital sioniste entame le processus de spoliation systématique du fellah palestinien ouvrant la voie à son expulsion progressive de la terre où il avait vécu jusqu'alors. Les sionistes acquièrent à grande échelle les terres des grands propriétaires fonciers absents et les « purgent » de leurs indigènes, ne leur laissant d'autre choix que de crever en regardant les colons juifs s'installer à leur place ou de se révolter.

Par cette voie « idyllique » le capitalisme arrive à un double résultat historique en Palestine aussi : ouvrir la voie à la transformation de l'agriculture en une branche de la production moderne et créer une masse de sans-réserves que l'industrie peut appliquer au capital constant, c'est-à-dire peut exploiter de manière capitaliste.

La violence répressive qui s'abat sur les Palestiniens à cette époque a comme objectif fondamental de briser la résistance des paysans au processus d'expropriation qui les frappe. Il s'agit donc d'un produit direct de l'implantation du capitalisme dans la région ou plutôt de l'instrument principal de cette implantation, étant donné que ce ne sera qu'à coup de bâtons et de fouets que les impérialistes britanniques et les sionistes - les champions de la supériorité de la civilisation judéo-chrétienne ! - réussiront à briser la réticence du fellah à abandonner le bout de terre qui lui permettait de vivre.

Le rêve sioniste d'« une terre sans peuple pour un peuple sans terre » se révèle pour ce qu'il est : le masque idéologique du programme pratique du capitalisme sous tous les cieux : « nettoyer » la terre, la purger des indigènes qui l'habitent et « libérer » la force de travail pour l'accumulation. Le sionisme a fourni à la pénétration du capitalisme en Palestine pas seulement le matériel humain nécessaire à son implantation rapide mais aussi une idéologie, un drapeau adapté aux exigences spécifiques du développement des rapports bourgeois dans cette aire. Mais ce phénomène ne doit pas conduire à faire du sionisme - forme historiquement déterminée du nationalisme juif - le responsable des tourments et des violences subies par les paysans palestiniens déshérités. Le sionisme a été en effet l'instrument, le vecteur de la **violence du capital** dont la pénétration locale est, elle, le véritable responsable de ce « chemin de Golgotha ». Il ne

faut pas non plus oublier que jusqu'après la seconde guerre mondiale le sionisme était encore trop faible pour pouvoir se faire l'exécuteur direct de la répression des masses palestiniennes pauvres : c'était essentiellement l'impérialisme britannique qui remplissait ce rôle, même si vers la fin des années trente les Anglais utilisèrent des bandes sionistes comme instrument auxiliaire de répression.

La répression du cycle des luttes sociales qui va de 1920 à la grande révolte palestinienne de 1936-39 avait donc les deux caractéristiques fondamentales suivantes : son objectif **essentiel** était de plier la rébellion des masses paysannes, et elle était l'oeuvre des troupes d'occupation britannique.

Le fait que les émeutes éclatent à la suite d'incidents apparemment secondaires (comme par exemple en 1929 à propos de la façon de prier devant le mur des lamentations) (6) ne doit pas induire en erreur. Il ne s'agissait pas en réalité d'« affrontements religieux », mais d'affrontements sociaux qui n'attendaient qu'un prétexte pour éclater dans toute leur violence. Ainsi l'émeute de Jérusalem le jour de Pâques de 1920 fut sans doute déclenchée par la nomination du **Juif** sir Herbert Samuel comme premier Haut Commissaire de Grande Bretagne en Palestine (7) ; mais comment ne pas voir qu'elle était dirigée contre la politique anglaise bien représentée par le **sioniste militant** Samuel, favorable à l'installation juive et donc à l'expropriation des paysans palestiniens ? D'ailleurs quand éclate en 1921 un véritable soulèvement dans toute la Palestine dont les centres sont au nord Safad et dans le centre Jérusalem et Hébron, « la colère paysanne est dirigée essentiellement contre les sionistes dont les colonies sont violemment attaquées » (8), en plus, bien entendu que contre l'armée britannique.

LES RÉVOLTES PROLÉTARIENNES EN PALESTINE DE 1920 À 1939

Face à l'accroissement progressif de l'immigration juive, à l'expulsion toujours plus étendue des paysans de la terre, à l'aggravation de l'oppression coloniale anglaise le mécontentement ne cessait de croître parmi les masses palestiniennes. Sa conséquence sera la révolte de 1936 qui dura trois ans et dont l'âme fut, outre « un prolétariat agricole privé de ses moyens de travail et de subsistance », « l'embryon d'une classe ouvrière concentrée essentiellement dans les ports et dans la raffinerie de pétrole de Haïfa » (10).

Au cours de cette grande révolte de 1936 la répression anti-palestinienne commença ainsi à montrer un caractère plus nettement **anti-prolétarien** : ce qui commence à apparaître c'est l'autre face de la violence anti-palestinienne, dialectiquement liée à la première, à la dépossession des paysans et à l'écrasement dans le sang de leur révolte. La répression anti-prolétarienne constitue en effet la prolongation et la conséquence nécessaire de celle première forme de violence bourgeoise dans la mesure où elle répond à l'impératif d'assurer au capital désormais solidement enraciné les meilleures conditions pour l'exploitation de cette masse de travailleurs « libérés » de toute réserve, de tout moyen de production et de subsistance à coups de baïonnettes.

Ce n'est pas par hasard que ce qui sera appelé « la première révolution palestinienne » prend naissance **dans les villes** et s'étend seulement ensuite aux campagnes. Comme ce n'est pas non plus par hasard qu'elle s'accompagne d'une magnifique grève générale urbaine qui dura près de 6 mois, d'avril à octobre 1936, et à l'éclatement d'une lutte armée « qui demanda l'envoi de renforts de troupes



Les gigantesques bulldozer de Tsahal sont l'outil principal de la conquête des terres en Palestine. Le sionisme, depuis les rasages systématiques des villages palestiniens en 46-48 a bien perfectionné ses machines infernales.

venus d'Égypte et la nomination d'un général comme commandant militaire en Palestine» (11).

Devant l'énième refus de la puissance mandataire de constituer un Conseil législatif palestinien où «*les Juifs auraient été représentés, mais où les Arabes auraient eu la majorité, en reflet à la situation de fait*», éclate la grève, premier acte, prolétarien sans conteste aucun, de la révolte et qui a «*son centre moteur à Jaffa et dans les employés des transports sa pointe avancée*» (13). Les grands propriétaires et les bourgeois palestiniens sont complètement étrangers à l'éclatement de cette révolte qui surgit de la misère et de l'oppression dont souffrent les masses prolétariennes et les paysans sans terre. D'ailleurs au cours de la révolte ces masses dirigèrent leur colère plus clairement et plus consciemment qu'auparavant non seulement contre les Anglais et les Sionistes, mais aussi contre les classes possédantes de leur propre nationalité. «*Nombreux furent en effet les propriétaires, fonciers visés par les révolutionnaires palestiniens pour avoir vendu leur terre aux sionistes: pour les paysans dépossédés, il était clair que c'était de leur misère que s'enrichissaient les spéculateurs fonciers*» (14).

Quand les propriétaires fonciers et les bourgeois palestiniens s'engagèrent dans la révolte, ils le firent **seulement pour la juguler**. Quand l'année précédente Izz al-din Qassam, chef et inspirateur d'une organisation clandestine armée de paysans ruinés, lança un appel à toutes les organisations palestiniennes pour donner le coup d'envoi à une révolte générale «*le chef de l'Exécutif arabe, le mufti de Jérusalem, répondit négativement à l'appel, en se disant favorable uniquement à une solution politique négociée*» (15). Il est donc facile de comprendre dans quel esprit les classes possédantes entrèrent dans la révolte qui éclata quelques mois plus tard! Aux ouvriers des villes se joignirent avec élan les masses déshéritées des campagnes en se lançant en mai 36 dans une révolte armée qui donna du fil à retordre aux Anglais «*avec des activités de guérillas, des sabotages, des attaques contre les installations et les colonies juives*» (16). L'organisation de Qassam y joua un rôle de premier plan malgré la mort de son chef, tué l'année précédente par une patrouille anglaise (17).

Propriétaires fonciers et bourgeois agirent au contraire de la façon que nous avons rappelée, en plein accord avec les Anglais et les sionistes: «*les organisations arabes, qui avaient suivi nolens volens un mouvement spontané profond, négocièrent avec les Britanniques, bloquèrent la grève et firent terminer la lutte armée en octobre*» (18).

Il ne faut pas oublier que pour que la révolte puisse être plus facilement écrasée le prince Abdallah ferma les frontières de la Transjordanie aux combattants palestiniens qui y cherchaient refuge comme aux volontaires qui voulaient rejoindre les insurgés.

Trahie, la lutte ne cessa pourtant que momentanément, pour reprendre en septembre 1937. L'élan du prolétariat urbain était cependant irrémédiablement brisé et la nouvelle flambée de révolte toucha avant tout les zones rurales. Bien qu'elle ait réussi à lancer des attaques réussies contre les villes et qu'au cours de l'été 1938 elle contrôlait presque toutes les zones rurales de Palestine, elle sera finalement écrasée par les Anglais en mars 1939. «*La contre-révolution stalinienne et l'absence en Europe d'un mouvement prolétarien capable de venir en aide à la révolte palestinienne la laissa seule devant la machine de guerre de l'impérialisme britannique*» (19). Une machine qui pour «rétablir l'ordre» eut recours au bombardement des villages insurgés, aux décimations, aux lois sur la responsabilité collective des villages et des districts arabes, à la destruc-

tion systématique des maisons où avaient trouvé refuge des «rebelle»: en somme à tout cet arsenal répressif qui sera repris et perfectionné par les Israéliens. C'est dans ces années aussi que la répression britannique utilisa pour la première fois des groupes terroristes juifs contre la révolte palestinienne. Ces groupes devaient constituer plus tard l'ossature de la future armée israélienne.

«*Le groupe le plus important était organisé par l'Agence juive: l'Haganah qui au moment de la déclaration de l'Etat d'Israël constituait une armée clandestine de 60.000 hommes. L'Irgoun (...) était un groupe moins nombreux mais beaucoup plus violent. De se dernier se détachera en 1940 un troisième groupe qui oeuvrera pour son propre compte sous la direction d'Abraham Stern, dont il prendra le nom*» (20).

La lutte courageuse autant que désespérée sera écrasée dans le sang par les bouchers britanniques et sionistes: 5000 Palestiniens tués, 15000 blessés, 2500 emprisonnés. L'avant-garde de la révolte armée fut complètement anéantie; le mouvement des masses prolétariennes et semi-prolétariennes palestiniennes se trouvera **décapité** tandis que les sionistes se seront aguerris, armés et renforcés.

PROTÉGÉ PAR LES IMPÉRIALISMES OCCIDENTAUX, LE SIONISME IMPLANTE EN PALESTINE SON ENTREPRISE CAPITALISTE : ISRAËL

Vers la fin de la seconde guerre mondiale, les organisations sionistes sont assez fortes pour prendre en charge directement la répression et le terrorisme anti-palestinien, remplaçant dans ce sale boulot les bouchers britanniques avec lesquels ils sont de plus en plus en opposition. En effet ces derniers, pour calmer les craintes des classes possédantes palestiniennes et les impliquer jusqu'au bout dans la répression de la révolte, avaient lancé en 1939 «*le projet (Livre Blanc) de limitation de l'immigration juive qui aurait dû aller jusqu'à son blocage total*» (21). De là le caractère initialement anti-anglais du terrorisme sioniste. Mais dans l'immédiat après-guerre ce terrorisme sioniste se retourne aussi contre les Palestiniens: la constitution de l'Etat israélien est en effet imminent.

1947-1948 seront des années de sang: l'expulsion des paysans de leurs terres connaît une violente accélération. Le «nettoyage» des indigènes qui avait commencé dans le premier après-guerre est porté à son terme et le «chemin de Golgotha» de la prolétarisation des paysans palestiniens - de ceux au moins qui vivent à l'intérieur des frontières israéliennes - se conclut dans une tempête de fer et de feu. «Près d'un million de paysans et d'ouvriers palestiniens durent chassés de leurs foyers. C'est la force brutale, la terreur, le massacre et l'extermination qui furent élevés au statut de loi suprême pour servir de base à toute légalité ultérieure» (22).

Un exemple et un symbole en est Deir Yasin: «*dans la nuit du 9 et du 10 avril 1948 le village de Deir Yasin tombe aux mains des terroristes de l'Irgoun, dirigés par Begin (futur premier ministre israélien et prix Nobel de la paix - NdlR) et du groupe Stern. Il s'en suivit un massacre: 254 victimes, hommes, femmes, enfants*». Voilà le sens politique de ce massacre, tel que l'expliqua par la suite le chef des tueurs: «*Toutes les forces juives avancèrent dans Haïfa comme le couteau dans le beurre. Les Arabes, pris de panique, fuyaient en criant "Deir Yasin!"*» (23).

Mais il ne suffisait pas pour les sionistes de «faire un exemple»; pour être efficace le terrorisme devait être utilisé

de façon systématique et continue. «Du 12 décembre 1947 au 2 juillet 1948, villes et villages palestiniens (Kazaza, Jaffa à plusieurs reprises, Tannura, Tireh, Kfar Hussein, Haïfa elle aussi à plusieurs reprises, Kolonia, Abou Shusha, etc.) furent bombardés, pris, saccagés, détruits et leurs habitants palestiniens massacrés, les survivants chassés et expulsés. L'incursion dans Sasa lors de la nuit du 14 au 15 février 1948 restera comme un modèle pour la technique utilisée à savoir faire sauter les habitations à la dynamite avec les habitants à l'intérieur: vingt maisons, une soixantaine de morts pour la plupart des femmes et des enfants» (24).

À l'utilisation systématique de la terreur s'ajoutait naturellement toute une panoplie législative destinée d'un côté à revêtir du voile hypocrite du Droit la rapine à main armée, et de l'autre à faciliter de tous les moyens possibles l'oeuvre de la répression. Les «Emergency Defense Regulations» britanniques promulgués en 1945 qui prévoyaient l'arrestation et la déportation sans procès des suspects; elles avaient été dénoncées par les sionistes qui en étaient alors la cible, comme des dispositions dignes de la barbarie nazie. Elles furent pourtant reprises entièrement par les Israéliens et, pire, furent mêmes aggravées comme nous l'avons dit plus haut. Les villages déclarés «zones de sûreté» par exemple devaient être immédiatement abandonnés par leurs habitants, alors que la fameuse «lois sur la propriété des absents» établissait que quiconque avait abandonné sa propriété entre le 19/11/47 et le 19/5/48 pour s'installer ailleurs voyait ses biens confisqués. C'est précisément pendant cette période que les Palestiniens étaient contraints de «s'installer ailleurs» à coups de dynamite...

LE PROLÉTARIAT PALESTINIEN, BÊTE NOIRE DE LA BOURGEOISIE JUIVE ET ARABE

En 1948 il ne restait plus que 170.000 Palestiniens à l'intérieur des frontières d'Israël. En 1972, en raison de l'expansion militaire israélienne ils étaient près de 500.000 et à cette époque «moins de 10 % des Arabes israéliens est encore lié à la terre, tandis que 12,5 % travaillent dans l'industrie, 26,6 % dans la construction et 41,8 % dans les services (en grande majorité en tant que salariés), et 9 % sont des ouvriers agricoles» (25).

Après la guerre de 67 le drame de l'expropriation des paysans se répète dans les nouveaux territoires conquis par les Israéliens: nous renvoyons le lecteur à notre article déjà cité à maintes reprises pour en avoir un tableau. Le plus important est que de nouveaux contingents de sans-réserves, de prolétaires en naissent qui s'ajoutent aux précédents. Ces nouveaux prolétaires palestiniens sont cependant soumis à un régime d'exploitation et d'oppression encore plus féroce que celui dont souffrent les dits «Arabes israéliens». Ce n'est pas par hasard que ce sont eux qui sont le coeur de la révolte actuelle.

Bien que concentrés dans des villages-ghettos ruraux les Palestiniens qui vivent en Israël et dans les Territoires occupés constituent une masse formidable de travailleurs qui se battent pour des revendications au contenu classistes, c'est-à-dire pour la défense de leurs conditions de vie, de travail, de lutte et contre les brimades racistes auxquelles le capital israélien les soumet journellement. Ils constituent la cible de choix de la répression de l'Etat Hébreux. Ce qui était à l'origine une violence destinée à arracher le fellah à son lopin de terre revêt désormais un sens intégralement anti-prolétarien. Les méthodes, les mécanismes de cette

violence sont cependant restés les mêmes même si la machine militaire a appris entre-temps l'art d'une répression plus sélective. Cela ne doit pas étonner car il s'agit d'une violence qui émane toujours de la même classe: les méthodes qui ont servi à l'implantation des rapports bourgeois ne peuvent être différentes au fond de celles qui servent aujourd'hui à la défense et à la conservation de ces rapports.

La menace qu'Israël sent au-dessus de sa tête n'est pas celle du nationalisme arabe ni celle du nationalisme palestinien, tous deux désormais hors course, réduits à l'état de restes d'occasions historiques manquées et expressions de bourgeoisies impuissantes, bref devenus à peu près de simples diversions de la lutte de classe.

La véritable épée de Damoclès pour Tel Aviv - et pas seulement pour elle - est constituée par la colère prolétarienne qui sort des villages-dortoirs et des cités-ghettos. Une colère qui pourra et devra à l'avenir faire sauter en même temps que toutes les institutions et tout l'ordre bourgeois de la région, l'infâme «privilège juif» qui est lié à l'oppression bestiale des prolétaires palestiniens et qui disparaîtra avec celle-ci. Le rôle joué par la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie palestinienne actuelles constitue le prolongement du rôle joué alors par les bourgeois et les propriétaires fonciers devant la révolte de 1936, comme le démontrent tous les événements actuels. L'OLP qui est l'expression de ces classes a réagi devant la révolte des prolétaires palestiniens des Territoires occupés de la seule façon qu'elle pouvait le faire: en prêchant le désarmement des prolétaires en lutte: en somme l'énième voie pacifique au... massacre.

C'est pour cette raison et non à cause de prétendues lubies «puristes» que nous affirmons que la voie du salut



Cette photo, comme tant d'autres, montre la brutalité de la répression de Tsahal et surtout les moyens militaires démesurés dont elle dispose pour l'appliquer, sans commune mesure avec les ceux de la bourgeoisie palestinienne. Ce n'est pas l'affrontement armé entre sionisme et bourgeoisie palestinienne voire arabe qui donnera une solution au facteur national, c'est bien la lutte des classes dans tous les pays de la région, et en premier lieu en Israël, quelle qu'en soit la difficulté, qui apportera sa réponse de classe à cette question. Cela ne se fera pas dans un quelconque cadre démocratico-républicain bourgeois mais bien dans celui de la révolution prolétarienne.

pour les prolétaires palestiniens est **en dehors et contre** l'OLP; qu'elle passe par la conquête de leur indépendance de classe et par conséquent par la renaissance du Parti communiste sans nom de nation et son implantation dans la région.

Le destin des Palestiniens de la diaspora n'est pas différent de celui de ceux restés sous le talon de fer israélien. En 1948 il s'agissait d'environ un million de réfugiés; à la fin des années 70 après les expulsions consécutives à l'expansion israélienne, ils sont près de 2.500.000: une masse énorme dispersée dans les divers pays arabes et fortement prolétarisée elle aussi (en 1970 déjà, de 70 à 90% des Palestiniens de la diaspora selon les pays étaient des salariés; à cette date 60% des ces Palestiniens étaient chômeurs (26). L'hospitalité des Etats arabes «frères» ne se limite pas à leur mesurer chichement les possibilités de travail et donc de survie, mais quand elle leur accorde la faveur d'être exploités, c'est dans des conditions bien pires que celles des travailleurs autochtones. Les Palestiniennes ne sont-ils pas après tout des travailleurs «étrangers»? On leur fait donc payer l'«hospitalité» à travers une exploitation plus intense et des discriminations systématiques par rapport aux prolétaires nationaux! De ce point de vue aussi le destin des Palestiniens de la diaspora n'est pas si différent de ceux sous la botte israélienne. L'unique différence est ce que le capital arabe et non hébreu qui s'enrichit de leur sueur...

Le sort de cette masse d'authentiques prolétaires est riche d'enseignements sur lesquels les combats futurs devront s'appuyer. Il sont massacrés d'abord par le boucher Hussein - continuateur fidèle de l'action répressive du prince Abdallah dans les années trente - en Jordanie lors du tristement célèbre «septembre noir»; puis par le boucher Assad en alliance avec les milices maronites à Beyrouth (Tall el Zaatar, 1976); encore à Beyrouth par les milices chrétiennes d'extrême-droite alliées aux soldats israéliens dirigés par Sharon (Sabra et Châtilla, 1982).

Cette série de tueries démontre à l'évidence que la répression anti-palestinienne n'est pas le fait du seul sionisme ou du seul Israël; elle a été exercée comme nous l'avons rappelé d'abord par l'impérialisme britannique, puis en plus d'Israël par **toutes les bourgeoisies arabes** qui ont été directement au contact de la «question palestinienne», qu'elles soient «progressistes» ou «réactionnaires».

Cela démontre aussi à l'évidence que le déluge de fer et de feu déversé sur les Palestiniens n'a qu'une seule explication: empêcher par une contre-terreur préventive l'apparition du spectre qui hante le Moyen-Orient à chaque épisode de son histoire tourmentée, à savoir l'insurrection du prolétariat et des masses pauvres de la région, insurrection dont les prolétaires palestiniens sont voués par des déterminations historiques à être le fer de lance. Ces derniers ne sont pas seulement en effet la fraction la plus exploitée du prolétariat moyen-oriental; ils sont aussi à la fois la masse prolétarienne la plus concentrée de la région et celle qui est de fait **internationale**, celle qui représente par ses conditions d'existence la **diaspora prolétarienne moderne** du Moyen-Orient.

**D'AMMAN À TALL EL ZAATAR,
DE BEYROUTH À GAZA ET EN CISJORDANIE:
TOUS CONFÉDÉRÉS CONTRE
LES PROLÉTAIRES PALESTINIENS**

Amman, septembre 70. La monarchie hachémite se déchaîne avec bombes au phosphore, napalm, artillerie,

aviation et véhicules blindés contre les Palestiniens. L'opération de haute boucherie contre-révolutionnaire de Hussein se conclura provisoirement le 27 septembre avec un bilan de plus de 20.000 morts et blessés. L'objectif est de déjouer la menace de révolte sociale qui pèse sur le régime dans la soudure incandescente en train de se réaliser entre les prolétaires et les masses plébéiennes palestiniennes et jordaniennes. Ces dernières sont enclines à voir dans les combattants palestiniens l'espérance de briser l'oppression hachémite. La contiguïté **physique** entre prolétaires palestiniens et jordaniens dans la ville d'Amman ne fait d'ailleurs que favoriser la constitution d'un embryon d'unité classiste. Le bourreau Hussein agira avec l'accord des deux superpuissances et l'appui explicite d'Israël qui dans les jours précédents masse des troupes à l'ouest du Jourdain; mais

SERVAGE ET EXPLOITATION CAPITALISTE

La répression qui s'abat sur les prolétaires palestiniens a un caractère de classe bien défini; pour preuve encore, cette répression s'abat sur toutes les catégories ouvrières. Les nouveaux travailleurs immigrés non-juifs, littéralement achetés en Asie et en Roumanie, sont soumis à des conditions d'exploitation bestiales et à un statut qui les réduit à l'état de servage vis-à-vis du patron qui les emploie. Il n'y a donc pas qu'en Chine où les travailleurs sont enchaînés comme des esclaves à «leur» entreprise. En Israël les conditions des nouveaux immigrés sont tout aussi épouvantables. Un travailleur qui quitte son patron pour échapper à des conditions de travail inhumaines, ou même très souvent qui est chassé par celui-ci qui en a brusquement plus besoin, est immédiatement déclaré hors-la-loi et recherché par la police comme par l'Histadrut.

Une véritable chasse à l'homme commence alors, avec toute un panoplie digne du Far-West: affiches de recherche et récompense pour ceux qui débusqueraient ces prolétaires «échappés» de leur lieu d'exploitation. La photo ci-dessous reproduit une de ces affiches promettant 3'000 \$ de récompense pour la capture de travailleurs roumains, c'est-à-dire environ 6 mois de salaire. Rédigée en hébreu et roumain, elle est aussi une tentative d'attirer à la délation d'autres travailleurs roumains sans scrupules, attirés par les fortes sommes en jeu.



aussi avec la connivence tacite de l’Égypte, qui, alors que se déroule la tragédie accepte le «plan Rogers», c’est-à-dire la reconnaissance d’Israël en échange du retrait de celui-ci des territoires égyptiens occupés; avec la complicité de l’Irak dont les troupes en Jordanie se retirent «inexpliquablement» de la ville de Zarqa pour laisser passer les bédouins de Hussein et leur permettre d’encercler les Palestiniens (27); avec l’aide de la bourgeoisie syrienne qui empêcha grâce au coup de force de Hafez el Assad les troupes palestiniennes encadrées dans l’armée syrienne (Al Saika) d’avancer vers Amman et les contraignit à rester sur la ligne d’Irbed alors que coulait le sang des Palestiniens dans la capitale (28); et surtout avec la connivence de la bourgeoisie palestinienne et de son bras armée, l’OLP, qui, en respect avec le principe de la «non-ingérence» dans les affaires des pays arabes inscrit dans ses documents programmatiques, ne fit rien pour organiser la défense armée des masses jordano-palestiniennes, ni quand le coup se préparait ni quand il s’abattait, mais s’efforça au contraire de rechercher à tout prix un compromis et un accord avec les autorités jordaniennes.

La résistance à Amman fut acharnée; mais le rôle central dans la lutte contre l’attaque déchaînée de l’armée ne fut pas joué par les fedayin encadrés dans l’OLP, prisonniers d’une logique conciliatrice qui leur imposait par exemple de ne tirer que s’ils étaient attaqués par les soldats, mais par les milices prolétariennes jordaniennes et palestiniennes qui descendirent spontanément dans les rues et s’armèrent de façon autonome.

L’expérience de «Septembre noir» montre clairement que la seule défense réelle que les prolétaires et les déshérités palestiniens peuvent opposer à la violence des Etats bourgeois et des impérialistes, **tous confédérés contre eux**, se trouve dans l’unité de classe avec les masses pauvres et exploitées de toute la région. L’écroulement sanglant du mythe de la «fraternité arabe» et du «rôle progressif» de la bourgeoisie palestinienne signifie aussi la défaite de toute perspective nationale de la «question palestinienne».

Le caractère anti-prolétarien de la répression anti-palestinienne saute aux yeux dans toute son évidence au Liban en 1976 avec l’héroïque résistance des prolétaires de Tall el-Zaatar contre les coups conjugués de la droite libanaise et des «progressistes» syriens. Depuis 1968-1969 le camp de Tall el-Zaatar était un authentique centre de lutte classiste où travaillaient des dizaines de milliers de prolétaires pas seulement palestiniens (40% n’étaient pas palestiniens, mais syriens, libanais ou égyptiens) dans des conditions déplorables et en butte à de multiples tracasseries de l’Etat libanais. Nous renvoyons à l’article écrit à la mémoire des prolétaires tombés alors, en rappelant simplement ici que pendant les plus de 50 jours de siège pas un seul coup de feu ne fut tiré par l’OLP dont les avant-postes ne se trouvaient qu’à 2 km du camp pour venir à leur secours: pour la Résistance palestinienne et la gauche libanaise, «*cette sale guerre n’est pas de notre intérêt parce qu’elle est secondaire et nous fait oublier la lutte contre notre ennemi principal, Israël*» (29).

En 1982 lors de l’attaque israélienne sur le Liban «Paix en Galilée», les Fedayins de l’OLP abandonnèrent Beyrouth sans livrer bataille avec l’aide de l’impérialisme. «*Les combattants partent, les problèmes restent*» commentions-nous alors en soulignant que 400.000 civils palestiniens étaient de fait abandonnés à la menace de nouveaux massacres (30). Quelques jours plus tard l’hécatombe de Sabra et

Châtilla donnait la réponse à la seule question possible: quand aura lieu le prochain massacre? La certitude qu’une nouvelle page était sur le point de s’écrire dans le martyrologue prolétarien des Palestiniens découlait de la constatation de la formation d’une Sainte Alliance de tous les pouvoirs constitués de la région contre ces derniers en tant que centre de gravité naturel de la lutte des classes au Moyen-Orient.

La certitude que ce martyrologue se terminera quand même découle au contraire de la seule solution capable de trancher le noeud gordien de la région: la Révolution Communiste et la Dictature du prolétariat dont les prémisses indispensables sont constituées par l’«exportation» du marxisme non adultéré et par la conquête de la part de la classe ouvrière et de tout le prolétariat moyen-oriental d’une véritable indépendance de classe au moyen de leur constitution en Parti».

(1) «Il Giornale Nuovo» du 10/4/88 rapporte par exemple que «du côté israélien on réduit les fournitures d’essence aux zones occupées, on rend à à-peu-près impossible le passage de la frontière avec la Jordanie, difficile l’envoi d’argent de l’étranger».

(2) cf «Divampa nei territori occupati la rivolta sociale dei palestinesi», «Il Comunista» n°11, février 1988.

(3) cf Giardina, Liverani, Scarcia, «La Palestina», Ed. Riuniti, p.172.

(4) K. Marx, «Le Capital», Livre I, ch. XXVI «Le secret de l’accumulation primitive».

(5) cf «Le long calvaire de la transformation des paysans palestiniens en prolétaires» in Programme Communiste n°80, républié dans cette brochure.

(6) «Le ragioni di un popolo», n° 23-25 de «Corrispondenza Internazionale», Printemps/Été 1984, p. 94.

(7) Ibidem.

(8) cf «Le long calvaire...», op. cit.

(9) La sensible augmentation de l’immigration juive en Palestine au cours de ces années est à mettre en relation avec l’arrivée au pouvoir des nazis en 1933.

(10) «Le long calvaire...» op. cit.

(11) «Le ragioni...» op. cit., p. 97.

(12) «La Palestina», op. cit. p. 182.

(13) Ibidem.

(14) «Le long calvaire...» op. cit.

(15) «La Palestina», p. 181.

(16) «Le ragioni...», p. 52.

(17) «La Palestina», op. cit. p.181.

(18) «Le ragioni...», op. cit., p. 52.

(19) «Le long calvaire...»

(20) «Le ragioni...», p. 18.

(21) Ibidem, p. 52.

(22) «Le long calvaire...»

(23) «Le ragioni...», p. 21.

(24) Ibidem, p. 33.

(25) «Le long calvaire...»

(26) Ibidem.

(27) «Le ragioni...», p.29.

(28) Voir à ce sujet la «Corrispondenza Internazionale» n° 23/25 et «La bataille d’Amman» de R. Ledda.

(29) cf «En mémoire des prolétaires de Tall el Zaatar», reproduit dans cette brochure.

(30) cf «Libano - I combattenti partono, i problemi restano», «Il Programma Comunista» n° 16/1982.

Les masses palestiniennes dans l'étau de l'ordre impérialiste

(«le prolétaire», n° 392, juillet/août/sept. 1987)

Après des mois de blocus total des camps palestiniens de Beyrouth et du Sud-Liban par la milice d'Amal, appuyée par la 6ème brigade de l'armée libanaise, conseillée par les éminences grises d'Hafez el-Hassad, épaulée par les bombes complices d'Israël et sous l'oeil bienveillant de Hussein de Jordanie, les sirènes occidentales des Droits de l'homme et de la Démocratie sont entrées en fonction pour «épargner les pires souffrances au peuple palestinien». Mitterrand, habile dans ce genre de gamme, a «élevé sa voix pour faire cesser le drame des camps palestiniens», couvrant ainsi sa rapacité d'impérialiste sous une toge de commisération. En digne représentant pervers de l'ordre bourgeois démocratique, il ne pouvait se taire sur des actes de barbarie dont il partage pourtant la responsabilité historique comme immédiate, sans faire tomber le voile de croyances fétichistes et d'illusions démocratiques qui masquent les manoeuvres complexes de l'impérialisme au Moyen-Orient.

Tous les discours hypocrites de ce genre cachent au prolétariat la réalité des enjeux dans la région et les intérêts de brigand de l'impérialisme qui s'appuie sur le sionisme pour faire régner son ordre par la terreur de Tshal ou des colons, et sur les Etats arabes chargés pour le reste de «régler» les problèmes politiques et sociaux à l'intérieur de leurs frontières dans le sang. Toutes les multiples combinaisons de l'impérialisme ont pour objectif de maintenir sa domination, de garantir ses intérêts; les proclamations en faveur de la paix ne sont que des appels à ne pas contester son ordre. Les luttes fratricides entre chiites, qui forment le gros des masses laborieuses du Liban, et palestiniens sont une conséquence particulière de cette stratégie de contrôle du Moyen-Orient par l'impérialisme.

Il y a 30 ans environ, Israël, la France et la Grande-Bretagne tentaient de mettre à genoux Nasser pour récupérer «leur bien», le canal de Suez, et pour faire barrage au nationalisme arabe montant. Dix ans plus tard, Israël menait sa campagne militaire éclair pour écraser toute résistance de ses voisins à sa pression constante et pour mater la lutte des masses palestiniennes qui s'organisent derrière ses frontières.

Depuis maintenant 20 ans, le sionisme s'emploie à faire entériner le statu quo des occupations de Cisjordanie, Gaza et du Golan, et à écraser avec systématique et aveuglement la lutte des prolétaires et des masses laborieuses palestiniennes. Pour cette dernière tâche sordide, sont venus se joindre toutes les bourgeoisies arabes alertées par le danger explosif et permanent que représente cette masse prolétariée et misérable, **condamnée à la mort lente ou à la révolte**. L'impérialisme fournit donc en armes, en capitaux et en conseils ses bras locaux pour orienter le cours de l'histoire vers sa solution de l'ordre. Le Liban, pièce maîtresse du dispositif français au Moyen-Orient, mais pièce trop fragile du mécanisme local d'ordre, est devenu une entrave au maintien la stabilité sociale et politique et subit aujourd'hui tous les chocs des différents déséquilibres avant que ne se rétablisse, sur la base de nouveaux rapports

de force, l'ordre impérialiste vénéré.

Le véritable jeu de massacre auquel se sont livrées, et se livrent encore, les milices d'Amal n'est que le énième épisode d'une série dramatique exprimant les intérêts contradictoires et combinés des différents facteurs agissant pour le rétablissement de l'ordre moyen-oriental. Aux intérêts propres de l'impérialisme dont le pion principal est Israël, se mêlent d'une part les conflits de puissances locales pour s'assurer le leadership régional du monde arabe, comme pour élargir leur assiette territoriale en remettant en remettant en question les anciens découpages coloniaux, et d'autre part les conflits intercommunautaires du Liban visant pour chaque partie, dans la perspective de reconstitution du Liban, d'acquiescer le meilleur rapport de force dans la conquête du pouvoir et de l'hégémonie sociale et politique. Les masses palestiniennes, dans ce bourbier résultant de l'ordre colonial et impérialiste, sont alternativement le jouet de l'une ou de l'autre des forces bourgeoises en présence.

Chassées de Palestine en 48, elles ont servi de bouclier à l'expansion sioniste, avant de tomber alternativement sous la main sanglante des bouchers de Jordanie et de Syrie, des milices chrétiennes ou druzes, tout en subissant simultanément le feu du sionisme, bombardant, réprimant, assassinant sous le prétexte admis par la démocratie de chasse aux «terroristes». Après Deir Yassine, Septembre Noir, Tall el-Zaatar, l'intervention sioniste de 82, Sabra et Chatila, ou ont agit, **tous successivement**, les gardiens de la cause suprême de l'ordre, les prolétaires et masses laborieuses palestiniennes doivent encore essayer depuis deux ans le feu nourri des milices d'Amal, convaincues d'éliminer ainsi les «fauteurs de troubles» et les «responsables des souffrances endurées à causé de l'intervention israélienne». Face à l'armement lourd et sophistiqué d'Amal, fourni d'ailleurs par la Syrie, les assiégés des camps ont résisté avec un courage exemplaire qui force le respect, mais qui mesure aussi tant est grand leur isolement et l'absence de solidarité de classe réelle et internationaliste.

L'ENJEU: CHASSER LES PALESTINIENS

Pour comprendre les enjeux de cette nouvelle bataille des camps, il est nécessaire de rappeler que l'intervention d'Israël au Liban avait comme objectif de briser la capacité de résistance palestinienne, de casser leur organisation militaire et sociale. Mais elle a réussi aussi à briser définitivement le fragile équilibre interne libanais qui permettait aux masses palestiniennes d'organiser et de développer sur ce territoire leur combat politique et leur résistance armée. Mais l'intervention de Tshal frappa toutes les masses arabes, et surtout celles qui s'alliaient avec les palestiniens dans une seule lutte contre les représentants du pouvoir central des communautés dominantes. La réaction d'Amal, poussée en cela par la Syrie, consiste aujourd'hui à faire payer aux masses palestiniennes le prix

de leur «présence provocatrice» au Liban. Nabih Berri, chef d'Amal mais aussi grand représentant de la bourgeoisie chiïte, est très clair sur ses objectifs criminels: *«Les libanais et eux seuls sont maîtres de la décision au Liban (...) Saïda n'appartient plus à ses citoyens, Amal doit la libérer (...). Comme nous avons à sortir Israël de notre pays, nous en sortirons à fortiori ceux qui ont fui devant Israël (...). Arafat et les palestiniens se livrent au jeu de l'implantation au Liban plutôt qu'ils ne mènent une lutte de libération»*. Dans sa démagogie aux accents antisionistes, Berri ose même laisser entendre que si les Palestiniens luttaien «réellement» contre Israël, il les accueillerait à bras ouvert Mais personne ne peut s'y tromper!

L'offensive d'Amal a d'ailleurs commencé dès que l'armée sioniste s'est retirée du Sud-Liban en 83 et le bouclage des camps de Sabra, Chatila et Borj el Brajneh a été mis en place dès 1985, dans un contexte toujours plus complexe de rapports de forces internationales et libanaises.

LES RAPPORTS DE FORCE

Ce que les commentateurs bourgeois appellent le «conflit libanais» trouve ses racines dans la combinaison de trois sources contradictoires ou complémentaires d'intérêts. Il n'est pas inutile de les rappeler, car elles expliquent toute situation au Liban et en particulier le siège des camps par Amal.

Le premier facteur se situe dans la volonté générale de tous les Etats de la région, sioniste et arabes, en accord avec l'impérialisme et quelque soit le type de relation qu'ils entretiennent avec lui, de détruire la cause principale de déstabilisation de tout l'ordre politique et social du Moyen-Orient, car il met en effet en péril autant les intérêts de l'impérialisme que ceux de ces Etats. Ce facteur c'est la masse de réfugiés palestiniens, apatrides et prolétarisés dans leur grande majorité, et celle des palestiniens et arabes d'Israël et des territoires occupés, subissant la loi discriminatoire et raciste de l'Etat pied-noir. C'est bien la seule contradiction que tous les rapaces, quelque soit leur position dans les rapports de force locaux, sont d'accord de réduire par un effort commun.

Mais il y a aussi, comme second facteur, tout le jeu des Etats arabes entre eux qui cherchent à se placer en position de force dans le monde arabe pour jouer le rôle de sous-gendarme régional, après Israël qui leur en impose à tous sur le plan militaire et pour s'assurer d'une stabilité sociale et d'une solidité politique encourageant l'afflux des capitaux et leur assurant ainsi le rôle de riche plaque tournante commerciale et financière entre l'occident et l'Orient. A ce jeu, la Syrie et Israël trouvent certainement un terrain d'entente au Liban. L'objectif d'Israël de transformer le Liban en un Etat croupion sans force et initiative propre rejoint, au moins momentanément dans la situation actuelle, celui de la Syrie de réaliser son dessein historique de la Grande Syrie en récupérant les territoires pris par la France pour la création de son Etat ligue au Moyen-Orient et en décomposant le reste du Liban. Israël et la Syrie se partagent donc les tâches contre-révolutionnaires au Liban pour faire face à l'obstacle que représentent les masses palestiniennes dans la réalisation de leurs objectifs hégémoniques.

Enfin le troisième facteur dont il faut tenir compte pour dénouer la complexité de la situation est celui des luttes et rivalités internes que se livrent les communautés libanaises soit pour conserver leur position dominante au sein de l'Etat ou de ce qu'il en reste, comme les maronites principale-

ment, soit pour acquérir un nouveau rôle, mais principal, dans la redistribution des pouvoirs.

Depuis 15 ans, le Liban a vu se combiner de mille façons ces divers facteurs, mais quelque furent ces combinaisons, les masses libano-palestiniennes ont toujours fait les frais des conflits successifs. L'une des dernière et importante de ces combinaisons, celle des accords de Damas du 27 décembre 1985, préluait à l'embrasement récent de Beyrouth et du Sud-Liban. Ces accords établis sous l'égide de Hafez el-Assad, signés par les trois seigneurs de la guerre au Liban, soit Joumblatt pour le PSP, Elie Hobeika (le tueur de Sabra et Chatila) pour les fractions chrétiennes pro-syriennes et Nabbi Berri pour Amal, traduit l'hégémonie qu'entend exercer la Syrie sur le Liban, mais aussi **consacre l'entente libanaise pour mettre il fin à la résistance palestinienne en cours de réorganisation pour protéger les camps**. Dans le numéro 386 du «prolétaire», nous indiquions en substance que cet accord ne mettait pas un terme à la concurrence entre communautés, mais qu'il cimentait une fois de plus leur volonté commune de liquider par le sang la question palestinienne. **Le Blocus militaire des camps montre aussi encore une fois que les communautés libanaises mesurent leurs forces réciproques à leur capacité de combattre la résistance palestinienne**.

L'accord de Damas consacrait le rôle dominant de la Syrie dans le maintien de l'ordre contre-révolutionnaire et faisait suite au pillage de l'OLP à Tripoli par les dissidents, appuyés par l'armée syrienne. La Syrie se charge donc de faire l'ordre au nord de Beyrouth et jusqu'à Beyrouth, tandis que le Sud-Liban est livré, pour cette basse besogne, aux forces armées des principales communautés hostiles à la présence palestinienne, c'est-à-dire chiïtes d'Amal, chrétiens et druzes, en étroite collaboration - nous le verrons plus loin - avec Israël. L'encercllement et le blocus militaire des camps sont en fait la principale application sur le vif et à grande échelle de cet accord de brigands. Amal, principal allié de la Syrie, a été dans la guerre des camps une des colonnes du plan de pénétration de Hafez el-Assad au Liban pour rétablir son ordre si souvent ébranlé par le combat des masses palestiniennes. Après le départ du Sud-Liban de Tsalal, la Syrie avait joué sur les divisions internes de l'OLP pour éliminer cette organisation trop liée, par le Fatah, à ses pires ennemis arabes locaux, en Jordanie avec laquelle Arafat, spécialiste de la manoeuvre diplomatique, devait signer un accord signifiant une stratégie de paix séparée avec Israël et sa reconnaissance. Ainsi complété l'intervention sioniste, la Syrie pouvait modifier le jeu de ses alliances locales, s'appuyant pour la suite essentiellement sur les communautés chiïtes contrôlées par Amal et se retournant contre les fractions palestiniennes qu'elle avait aidées dans leurs assauts contre les pro-Arafat. Pour cela Hafez el-Assad exploite aujourd'hui la haine qui a pu s'établir chez les chiïtes, ou une partie d'entre eux, vis-à-vis des réfugiés palestiniens, accusés bassement d'apporter la mort et la détresse avec eux. Donc après l'action de la plaine de la Bekaa et de Tripoli et l'accord de Damas, la suite logique de l'action de maintien de l'ordre de la Syrie consistait à «nettoyer» le Liban des camps palestiniens, c'est-à-dire lancer une action militaire de grande envergure et de longue durée pour détruire la vie dans les camps et chasser les palestiniens en les repoussant vers la Jordanie I pour les livrer à un autre boucher.

L'OFFENSIVE EN TERRITOIRES OCCUPES

L'offensive syro-chiïte contre les camps du Liban et

contre la réorganisation de la résistance a eu pour écho une autre offensive de l'Etat sioniste en Cisjordanie, dans les territoires occupés, où la grande crainte d'Israël comme de la Jordanie, est que les attaques féroces que subissent leurs frères au Liban ne poussent les masses arabes et palestiniennes des territoires occupés à la révolte contre l'oppression dont elles sont aussi victimes. Les ratonnades des sionistes ultra-nationalistes ont succédé aux tirs mortels de l'armée pour disperser les manifestations arabes. La situation dans les territoires occupés, et surtout à Jérusalem, devient de plus en plus explosive. Elle fait craindre à tous les piliers de l'ordre bourgeois et impérialiste une brutale réaction des masses palestiniennes et arabes pour desserrer l'étouffement à mort. Leur crainte est que Jérusalem, où sont mélangés tous les ingrédients de la guerre civile, ne devienne un second Beyrouth, nouveau point de fixation de toutes les contradictions du Moyen-Orient.

Le maintien de l'ordre en territoires occupés pousse les deux Etats principalement concernés, Israël et la Jordanie, à mettre les bouchées doubles pour réaliser leur stratégie de stabilisation, en collaboration s'il le faut d'ailleurs avec la Syrie (sommet Hafez el-Assad et Hussein de Jordanie en janvier 86 par exemple). La stratégie commune d'Israël et de la Jordanie consiste à développer notamment, dans les territoires occupés, une bourgeoisie palestinienne et arabe liée par ses intérêts matériels et politiques à l'un ou à l'autre des deux Etats. Pour concrétiser une telle stratégie, il faut commencer par le début, à savoir les premiers capitaux et les premiers hommes de main. Les capitaux sont notamment le fruit de pourparlers à la City de Londres entre banques israéliennes et jordaniennes, unies dans les affaires lorsqu'elles doivent agir contre les masses palestiniennes et arabes. De plus, la récolte des capitaux et leur utilisation sera gérée par des organisations non palestiniennes, court-circuitant ainsi le comité jordano-palestinien chargé jusqu'ici du contrôle et de la répartition des fonds destinés aux territoires occupés. Quant aux hommes de main il n'en manque jamais, ce sont par exemple les nouveaux maires placés par le sionisme en Cisjordanie et entièrement à la solde de Hussein.

Les masses prolétaires et laborieuses palestiniennes sont donc placées sous **une offensive générale des Etats arabes et de l'Etat sioniste, avec l'appui de l'impérialisme**, pressé lui aussi (alors que s'accumulent dans le monde les nuages sombres d'une nouvelle crise profonde du capitalisme) d'en finir avec tous les facteurs de troubles ralentissant la recherche d'une «solution de paix» qui ne peut en fait n'être que la paix de l'ordre impérialiste pour le capital et celle des cimetières pour les masses arabopalestiniennes.

Prises en tenaille à Beyrouth par la Syrie et toutes les communautés, en Cisjordanie par l'Etat sioniste et l'Etat hachémite, les masses prolétariennes et laborieuses palestiniennes le sont aussi dramatiquement au Sud-Liban par les milices d'Amal et l'armée israélienne, secondée par l'armée du Sud-Liban (ASL).

La complicité ou le modus vivendi entre le sionisme et Amal a éclaté au grand jour début décembre 1986, lorsque les canonnières des bâtiments navals d'Israël, pilonnant les positions palestiniennes dans le secteur du camp de Miyeh-Miyeh, à l'est de Saïda, aidèrent Amal à reprendre le contrôle du camp. Ce premier pillage débutait une série d'intervention de Tsahal, bombardant plusieurs camps palestiniens du Sud-Liban, dont Ain Heloué et encore Miyeh-Miyeh. La stratégie de l'Etat sioniste est claire: accentuer la division qui s'est installée entre les masses

chiites pro-Amal et les masses palestiniennes. Ouri Loubary, conseiller israélien pour le Liban, déclarait récemment: *«L'objectif commun des miliciens d'Amal, d'Israël et probablement de la Syrie, est de freiner une intensification des opérations palestiniennes menées contre Israël à partir du Sud-Liban (...). Seuls les miliciens d'Amal au Sud-Liban sont en mesure de contrôler de manière efficace les activités palestiniennes dans le secteur dont la population chiite elle-même a été victime en premier lieu dans le passé»* (Le Matin, 24 avril 1987) Les tracts lancés sur les villes du Sud-Liban par l'aviation israélienne sont on ne peut plus clairs sur les objectifs mortels du sionisme. L'avertissement d'un retour en force de l'armée israélienne au Liban (1) n'est pas seulement destiné à faire peur, c'est une hypothèse réelle. Voici d'ailleurs la prose abjecte de ces tracts: *«Aux habitants du Sud-Liban. Vu que les opérations terroristes et les tirs de roquettes contre Israël (ou contre l'ASL aux ordres, NDLR) à partir du Sud-Liban se poursuivent, Tsahal a décidé de prendre des mesures très graves. Souvenez vous de l'époque qui a précédé (la guerre de) 1982. N'oubliez pas les souffrances que vous ont fait endurer les palestiniens. Tsahal n'a aucune envie de semer parmi vous la destruction et la mort. Votre destin est entre vos mains. Si le calme ne règne pas à Kiryat Shmona et à Naharya, les habitants de Nabatyeh, de Tir et de toute la région, ne connaîtront pas non plus le calme. Tout dépendra de vous. Eloignez les terroristes de chez vous et vous ne vous en porterez que mieux. Fasse qu'Allah parvienne à faire le bon choix à vos dirigeants»*.

Autrement dit: écrasez vous-mêmes là résistance palestinienne ou sinon nous vous écraserons, tuez votre frère palestinien ou nous vous tuerons! En matière de terrorisme et de chantage de masse il est difficile de faire mieux!

L'ORDRE SYRIEN REGNE A BEYROUTH

Après deux ans de harcèlement des camps et trois mois d'un siège total destiné à affamer leurs population, sont apparues les premières «pressions» d'une part de l'impérialisme craignant que trop de cadavres - civils, femmes enfants et vieillards - ne provoque un flambée de réactions de Gaza à Tripoli en passant par le fragile Jérusalem et engendre une résistance armée en territoires occupés d'autant plus difficile à maîtriser que poussées par le désespoir le plus profond. D'autre part les communautés concurrentes dans la redistribution des cartes au Liban ne pouvaient pas réagir à l'emprise toujours plus grande d'Amal. Alarmés par le poids trop grand de l'organisation chiite, les druzes du PSP, le PC libanais et le PSPN pro-syrien, réagirent en février en ouvrant de nouveaux fronts dans Beyrouth contre les hommes en armes d'Amal (2). Engagées au Sud-Liban et dans l'encercllement des camps de Beyrouth, les milices d'Amal fléchirent sous la pression des autres milices. Pour faire face à la montée d'Amal, même les chrétiens officieront pour faciliter le transport d'armes et le rapatriement des miliciens palestiniens. Petit jeu d'alliance contre nature qu'Israël sanctionnera en arraisonnant les navires de la compagnie maritime reliant le Liban à Chypre pour empêcher les chrétiens de faciliter le passage des combattants palestiniens. Quant aux chiites intégristes appuyés par l'ambassade d'Iran ils se rangeront du côté palestinien pour faire contrepoids à Amal au sein de leur propre communauté, position d'alliance complexe d'ailleurs puisque c'est la Syrie qui est le principal allié de l'Iran dans sa guerre contre l'Irak et qu'Israël ne dédaigne pas non plus aider l'Iran pour affaiblir son plus proche adversaire qu'est

Saddam Hussein.

Donc, parmi les causes de l'intervention de la Syrie à Beyrouth, le facteur de l'intégrisme joue un rôle important. La Syrie comme les autres Etats arabes n'échappe pas sur son propre territoire à l'ascension de l'intégrisme et elle a mené une guerre répressive bestiale contre les villes à dominante intégriste. Au Liban de même, l'intégrisme s'est considérablement développé depuis le début de la défaite militaire palestinienne face aux chars israéliens et devant toute absence de perspectives politiques radicales face à la misère. En effet l'effritement de l'unité libano-palestinienne, comme la valse diplomatique incessante de l'OLP, repoussèrent les chiites déshérités vers le Hezbollah qui leur offrait par contre la possibilité de s'organiser sur des bases radicales et anti-israéliennes. Ce déplacement de masses chiites des organisations de la gauche libano-palestinienne vers l'intégrisme religieux a comme effet d'affaiblir Amal dans ses tâches de maintien de l'ordre (3). La résistance palestinienne dans les camps, la réaction armée des druzes et des maronites, le poids croissant des intégristes dans la communauté chiites, sont autant de facteurs dont la conjugaison amenait à la désintégration d'Amal.

Amal, chargé plus directement par Damas de rétablir un ordre favorable aux syriens, se trouvant dans l'incapacité d'assumer jusqu'au bout son rôle a donc dû être sauvé par Hafez el-Assad. A Beyrouth, une défaite d'Amal, déjà malmené dans le sud à Magdouché qu'elle ne put reprendre aux combattants palestiniens, déséquilibrait le rapport de force entre les communautés et sapait les forces de son principal allié local.

Car si la Syrie s'est appuyée maintes fois, mais momentanément selon ses intérêts propres, sur les fractions anti-Arafat de l'OLP, l'évacuation de l'OLP du Liban a mis au premier plan un allié bien plus stable et fidèle: Amal. Le FPLP et le FDLP qui jouent la carte syrienne depuis toujours, se retrouvent aujourd'hui sur la ligne de mire de la Syrie et les chiites, qui réclament depuis l'intervention israélienne de 82, le désarmement des palestiniens, ont le feu vert pour exécuter les basses besognes.

La Syrie poursuit ses propres visées hégémoniques sur le Liban dans la perspective de la Grande Syrie et pour cela doit anéantir toute capacité de résistance des masses libano-palestiniennes. Les palestiniens mais aussi les autres communautés hostiles à la présence syrienne subissent donc la répression du feu et du sang (notamment les intégristes de la région de Tripoli dont les tentatives d'autonomisation de leurs villages ont pris fin dans le sang avec l'intervention massive de l'armée syrienne). **Sa présence à Beyrouth n'apporte en fait aucun répit aux masses palestiniennes**, elle constitue au contraire un danger de plus pour les camps car la Syrie est toujours prête à rééditer sa participation à la destruction physique totale des palestiniens, comme elle l'avait fait de triste mémoire en 76 à Tall el-Zaatar.

L'OLP RESPONSABLE

La situation dramatique d'oppression des prolétaires et masses laborieuses palestiniennes n'est pas que le fruit des seules pressions militaires de leurs bourreaux divers, mais aussi le résultat de la politique nationaliste de l'OLP et de **toutes** ses fractions, mêmes dissidentes comme celles d'Habache (FPLP) ou de Hawatmeh (FDPLP) qui d'une part en pratiquant la «non ingérence dans les affaires intérieures des pays frères» a creusé un fossé entre palestiniens et autres masses prolétariées du Moyen-Orient et du

Liban en particulier et qui d'autre part fait dépendre le sort de la lutte héroïque des prolétaires et masses laborieuses palestiniennes d'un jeu inique d'alliances multiples et fluctuantes avec les Etats arabes et l'impérialisme sans cesse courtisé pour un strapontin.

Le XVIIIème Congrès National Palestinien (CNP), s'est déroulé à Alger en avril, succédant au Congrès d'Amman (boycotté alors par les organisations hostiles au Fatah de Yasser Arafat) sous le signe de l'unité retrouvée entre toutes les fractions rivales. Faites au prix de quelques concessions qui n'engagent réellement personne (abrogation d'un accord OLP-Jordanie devenu caduque dans les faits et gel des relations avec l'Egypte), cette unité que les partisans de la ligne «pas de paix sans l'OLP» savourent avec fastes a été présentée par les médias, en substance, comme une «grande victoire du peuple palestinien enfin réconcilié face à ces nombreux ennemis, etc...». Pour nous communistes cette unité retrouvée sous les baïonnettes de la Syrie, d'Amal, d'Israël et de la Jordanie est **la consécration de la faillite totale de la politique nationaliste et de division de l'OLP**. Elle est la démonstration sans appel des conséquences terribles de cette stratégie d'alliance avec les divers bouchers de la place moyen-orientale, que ce soit **celle d'Arafat qui balance d'Alger à Ryad en passant par Amman, ou celle des autres fractions, pro-syriennes, qui paient aujourd'hui une fois encore leurs relations avec Damas**. Arafat et le Fatah peuvent encore compter sur «l'amitié» des pays arabes concurrents de la Syrie pour le leadership régional (comme l'Algérie), mais c'est l'amitié du loup qui flatte la brebis pour mieux la dévorer.

C'est évidemment le rôle joué par la Syrie dans la guerre des camps qui a isolé totalement les organisations palestiniennes pro-syriennes et les a poussées à rejoindre le camp de l'OLP, déçues de ne pas avoir reçues la récompense de Hafez el-Assad pour les multiples services rendus, autrement que sous la forme d'obus et de missiles sur les camps palestiniens.

L'unité de l'OLP est donc le bilan des échecs de cette politique d'asservissement soit aux Etats arabes, soit à l'impérialisme. Mais elle ne met pas fin à la stratégie d'alliance de l'OLP, elle ouvre une nouvelle phase d'alliances qui se révélera tout aussi désastreuse et meurtrière que les précédentes. Elle est donc la conséquence de l'incapacité de l'OLP à définir une stratégie d'union des luttes au Moyen-Orient, incapacité qui n'est pas due à une quelconque insuffisance d'analyse, mais à la **nature** même, bourgeoise, de cette organisation.

Les prolétaires et masses laborieuses palestiniennes ne retireront rien de plus de cette unité que le renforcement de leur désunion avec les masses arabes. Elle ne remplit pas le fossé creusé entre chiites et palestiniens, **ni n'offre d'autre perspective que celle d'une voie diplomatique internationale** (conférence pour la paix), donc d'une voie d'assujettissement à l'impérialisme et limitée à l'horizon d'un mini-Etat croupion (4).

Le prolétaire arabe comme le prolétaire palestinien subissent la même exploitation capitaliste et la même oppression de l'ordre impérialiste au Moyen-Orient. Pour les palestiniens cette oppression est redoublée par une féroce oppression nationale provoquée par le sionisme et entretenue par les Etats arabes complices. Cette oppression particulière détermine principalement toutes les conditions de vie des masses palestiniennes et apparaît à leurs yeux comme la raison première de leur misère et de leur errance. Mais si cette oppression apparaît comme conséquence directe de l'absence de terre pour le peuple de Palestine et

de l'inscription «sans nationalité» sur leurs papiers d'identité, elle est en premier lieu le prolongement et la conséquence aussi directe de la politique impérialiste imposée au Moyen-Orient pour faire régner l'ordre autour des puits de pétrole et nécessaire au développement capitaliste. Les conséquences de cette pression impérialiste sont aussi une surexploitation du prolétariat local et son maintien sous le joug des roitelets du coin, assis sur leur trône par l'impérialisme. Le combat des masses prolétarisées palestiniennes et arabes doit donc se fonder en un seul bloc contre leurs ennemis communs le capitalisme, l'impérialisme et son pion local sioniste. La brûlante question nationale palestinienne ne pourra être résolue que par la lutte révolutionnaire prolétarienne dans le cadre de la révolution en permanence au Moyen-Orient.

(1) L'armée sioniste a d'ailleurs pénétré fréquemment

sur le territoire sud-libanais pour lancer des expéditions punitives contre ceux qui s'attaquent à l'ASL.

(2) Ni le PSP, ni les chrétiens n'ont jusqu'alors levé le petit doigt pour protéger les camps, pendant deux ans ils ont assisté fort aise aux tirs à vue d'Amal contre les habitants des camps.

(3) Les fonctionnaires de l'ambassade d'Iran qui accompagnaient les convois de ravitaillement furent tous tués par Amal. D'une pierre deux coups, elle affamait encore plus les camps et montrait sa volonté de ne pas se laisser développer l'intégrisme ni dans sa propre communauté ni dans les camps.

(4) La résolution du CNP appelle à «la convocation d'une conférence internationale dans le cadre et sous les auspices des Nations Unies, avec la participation des membres permanents du Conseil de Sécurité et les parties concernées par le conflit, y compris l'OLP sur pied d'égalité avec les autres participants. Le Conseil souligne que la conférence doit avoir les pleins pouvoirs.»

L'Etat croupion palestinien

La bourgeoisie palestinienne revendique, avec l'appui de l'impérialisme et des Etats arabes, ainsi qu'avec l'assentiment tout aussi hypocritique de l'Etat sioniste, la création d'un Etat-croupion morcelé entre la Bande de Gaza, une multitude de bout de terres en Cisjordanie et quelques miettes à Jerusalem. Les Accords de Charm el-Cheikh du 4 sept. 1999 signés par Yasser Arafat et Ehud Barak redonne une enième interprétation de ce mini-Etat mort-né tellement il est fractionné en mille confetis et conditionné par les voies de circulation en main israélienne. La carte que nous reproduisons montre en noir ces territoires accordés à la bourgeoisie palestinienne par cet accord. Elle est à elle seule suffisamment parlante pour rendre inutiles de longues explications sur sort que connaîtra un tel état: celui d'un Banthoustan dont la seule perspective de fournir des prolétaires aux capitalistes sionistes et des miettes de profits à une bourgeoisie palestinienne misérabiliste.

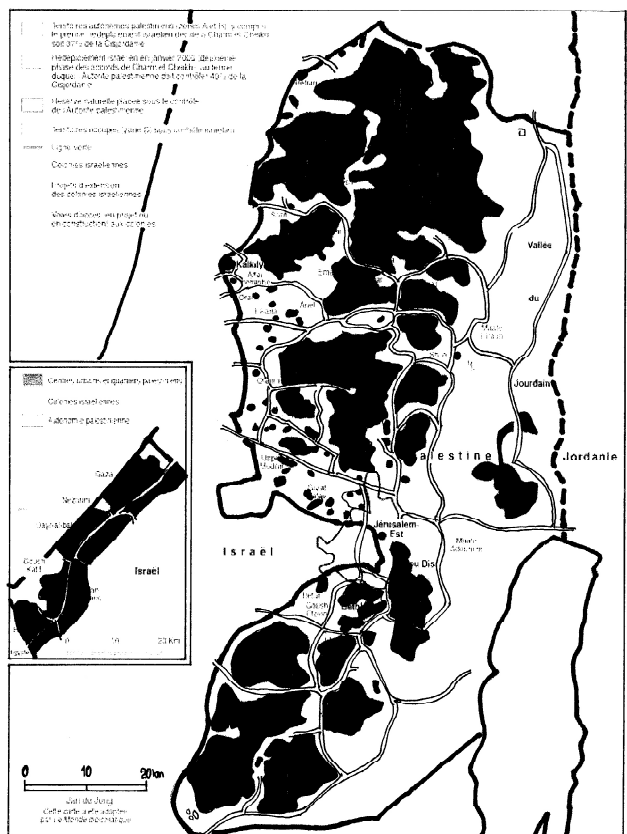
D'ailleurs cette carte n'est déjà plus valable, puisqu'avec la construction de la «clôture» (!) de sécurité, une bonne partie de ces terres est déjà passée en mains israéliennes et gageons que très rapidement l'Etat d'Israël, au nom de ses intérêts militaires, trouvera les moyens de s'étendre au-delà des limites du tracé du mur actuel. Déjà les plans existent et ce n'est un secret pour personne.

La carte du mini-Etat est déjà le résultat d'une constante implantation de colonies dans les T.O., reliées entre elles par un réseau dense de routes dont les périmètres de sécurité sont bien plus ravageurs pour les paysans palestiniens que les surfaces de colonies.

La progression de l'implantation des colonies, accélérée dans les années 80 avec le Likoud, est significative de la volonté de fer de l'Etat pied-noir d'absorber la Cisjordanie pour créer le Grand Israël. En 1972 il n'y avait que 10.200 colons sur les Territoires Occupés; vingt ans plus tard ils étaient 260'784 et en 2001, leur nombre est passé à 401.072 (Source: «Foundation for Middle East Peace»), dont 213.672 en Cisjordanie et Gaza, 170.400 à Jerusalem

et 17.000 dans le Golan. En 2000, il y avait 223 colonies (toujours selon la «Foundation for Middle East Peace»); le «Monde Diplomatique» parle même de 323 colonies, la différence pouvant être entre les colonies officielles et enregistrées et les colonies de fait.

Cette pression des colons juifs a déjà et aura encore des répercussions toujours pires sur les conditions d'existence des prolétaires palestiniens, mais la défense de leurs intérêts ne peut pas passer par la duperie de l'Etat-croupion, c'est une perspective qu'ils doivent combattre en avançant leurs propres objectifs classistes.



Rompre l'isolement des masses palestiniennes

(«le prolétaire», n° 364, 16 juillet au 2 sept. 1982)

Après avoir été seules devant la répression de l'Etat sioniste en Cisjordanie, les masses palestiniennes se trouvent encore une fois seules face à l'offensive criminelle de celui-ci au Liban. Israël a lancé 160.000 hommes et ses puissants moyens militaires contre les concentrations palestiniennes du Liban avec l'accord final de l'Amérique.

La Russie? Cette «*amie des peuples opprimés*», qui en opprime bien d'autres, n'a même pas fait preuve d'«audace» diplomatique. Elle a bien mérité le mépris et la haine que lui vouent désormais les masses arabes.

La France? Son hypocrisie «socialiste» n'arrive même pas à cacher la continuité de sa politique impérialiste, qui tente de profiter des «crises libanaises» pour maintenir et renforcer sa présence économique, politique et militaire dans la région, ni le fait que la force d'intervention à laquelle elle participe, la FINUL, n'a joué que **contre les forces palestiniennes** en laissant le passage aux armées sionistes.

L'Egypte? Ce sont précisément les accords de Camp David, passés par peur de la révolte sociale qui gronde chez elle, qui ont laissé la voie libre à l'Etat juif pour remplir au Liban son rôle de gendarme de la région.

La Jordanie? C'est elle qui, il y a 12 ans, lors du Septembre Noir de 1970, noya dans le sang la révolte sociale qui montait des camps palestiniens du pays.

La Syrie? C'est elle qui en 1976 devança Israël pour massacrer les camps palestiniens du Liban et le prolétariat de Beyrouth. Elle voulait alors affirmer son hégémonie sur le pays et mater la révolte sociale. Et aujourd'hui elle prend la fuite devant l'Etat sioniste pour ne pas compromettre ses efforts dans la répression de **ses propres** masses exploitées.

L'Irak et l'Algérie? Ils sont trop occupés chez eux à veiller avec acharnement à assurer leur dictature sur les masses, pour ne pas regarder avec la plus totale indifférence (sinon avec envie) l'oeuvre de «pacification» sociale et politique accomplie par Israël au Moyen-Orient.

Quant à l'allié naturel des masses palestiniennes, le prolétariat arabe et celui des métropoles, le premier, en butte à la répression de ses propres Etats, n'en a pas moins réagi en exprimant de façon ne fût-ce que moléculaire sa haine et son mépris à l'égard de l'indifférence des Etats en place (cela a notamment été le cas en Syrie), tandis que le second est malheureusement pris encore dans les filets de ses directions social-impérialistes, dont l'objectif, malgré leurs protestations platoniques, n'est rien d'autre que le maintien de l'ordre international, au Moyen-Orient en particulier.

La clé de ce tragique isolement des masses palestiniennes se trouve dans la défense enragée de l'ordre politique et

social par l'impérialisme et les Etats arabes contre le potentiel subversif des sans-réserves de toute la région. Leur peur des masses prolétarisées palestiniennes est d'autant plus forte que dans leur cas l'oppression sociale se double de l'oppression nationale qu'elles subissent **dans tout le Moyen-Orient**, depuis l'Etat pied-noir d'Israël jusqu'aux Etats du Golfe, en passant par la Jordanie, la Syrie et le Liban (1).

Il y a 9 ans, nous écrivions dans ces colonnes: «*Les réfugiés palestiniens ont la force des sans-réserves qui n'ont rien à perdre que les chaînes de l'oppression et de l'exploitation et - se trouvant au point de jonction de la grande masse des fellahs avec le prolétariat naissant - ils renferment une haute charge explosive que toutes les forces de la conservation sociale ont toujours tenté de désamorcer ou de noyer dans le sang, comme récemment au Liban*» (2).

L'histoire a poussé à un degré inouï la complémentarité de l'oeuvre antiprolétarienne des Etats au Moyen-Orient: il y a 34 ans, la fondation de l'Etat sioniste avait déclenché une guerre des monarchies féodales contre Israël; aujourd'hui c'est la bourgeoisie sioniste qui mobilise ses armées pour essayer de consolider finalement l'Etat libanais, chaînon faible de la région.

Pour ce qui est de la résistance palestinienne, l'OLP a fondé sa stratégie sur des appuis internationaux (la Russie, la Syrie, l'Arabie Saoudite, l'Irak, etc.): mais aujourd'hui tous ces appuis se dérobent. Elle l'a fondée sur la négociation avec Israël en vue de créer un mini-Etat en Cisjordanie: son ennemi vient la traquer dans son fief libanais. Elle se réclamait de la lutte armée; mais elle vient de négocier son propre désarmement en vue de sa reconnaissance «politique» par l'Etat juif. Elle est ainsi disposée à laisser seules les masses palestiniennes devant la répression de n'importe quelle armée bourgeoise de la région, après les avoir laissées dans l'isolement face à l'offensive libano-syrienne de 1976 à Tall el-Zaatar.

Quelle que soit sa décision finale, qu'elle quitte Beyrouth avec ses cadres militaires ou qu'elle y reste, **un cycle historique vient de se fermer** avec la faillite politique retentissante de l'OLP. D'où la peur de l'impérialisme, notamment français, de voir naître des courants politiques palestiniens se fixant pour but de lutter contre **tout** le statu quo du Moyen-Orient.

* * *

Les derniers événements ne constituent donc pas seulement la énième répétition d'une tragédie qui revient à échéances régulières et qui résulte des efforts pour conso-

lider la domination bourgeoise contre les masses exploitées palestiniennes (et, au-delà, contre toutes les masses prolétariennes du Moyen-Orient). Ils sont aussi la confirmation éclatante du terrible piège politique que constitue l'OLP pour ces mêmes masses qui, elles, ont à affronter régulièrement l'offensive militaire des Etats, de **tous** les Etats de la région.

La courbe historique de la bourgeoisie palestinienne a été à l'image de celle des bourgeoisies arabes, **avant même la constitution d'un Etat national à elle**. La reconnaissance implicite par l'OLP d'un mini-Etat palestinien en Cisjordanie et Gaza a signifié la renonciation à l'objectif révolutionnaire de la destruction de l'Etat pied-noir d'Israël, fondé sur le privilège juif tout comme l'Afrique du Sud l'est sur le privilège blanc. Elle a été l'aboutissement et la généralisation à l'échelle de **tout le Moyen-Orient** d'une trajectoire politique qui reniait **la révolution**, le renversement violent de l'ordre politique existant, et même l'émancipation des masses palestiniennes d'Israël et du Moyen-Orient, de l'oppression nationale. L'OLP en arrive objectivement à reconnaître à Israël **ce qu'elle a déjà reconnu aux Etats arabes**: la «non-ingérence» dans ses affaires intérieures.

De là sa stratégie politique, basée sur la «pression» et la diplomatie, ses marchandages sordides avec les bouchers arabes des masses palestiniennes et avec l'impérialisme; de là ses négociations en vue d'échanger sa «reconnaissance politique» contre le désarmement des masses de Beyrouth-Ouest; de là son «étrange» passivité lors de la répression sioniste en Cisjordanie.

Pourtant l'OLP elle-même est traquée jusqu'à Beyrouth parce que l'un de ses moyens de pression, l'armement des camps, est une entrave à la consolidation de l'Etat libanais et parce que le gouvernement israélien rejette aujourd'hui jusqu'au mini-Etat palestinien.

Et malgré tout l'OLP est congénitalement incapable de pousser en avant une lutte révolutionnaire pour la destruction de l'Etat sioniste, **parce que cela suppose le renversement de tout l'ordre bourgeois au Moyen-Orient**. Dès lors, l'OLP ne peut utiliser l'élan généreux et héroïque et l'armement des masses (dont celles-ci ont besoin pour se défendre contre le cannibalisme des bourgeoisies israéliennes et arabes) que pour négocier des compromis sordides.

La seule voie pour la destruction de l'Etat sioniste et de l'oppression nationale des masses palestiniennes ne peut résulter désormais que **du combat pour arracher les**

masses prolétarisées du Moyen-Orient à l'influence et au contrôle du nationalisme bourgeois et du panarabisme. Pour cela il faudra s'appuyer sur l'oppression sociale et même nationale qui pèse sur ces masses pour combattre en vue de la destruction de **tous** les Etats de la région. Il s'agira pour ces masses de combattre pour la révolution **prolétarienne**, pour l'instauration de **leur propre dictature de classe**.

*«La vraie "guerre sainte" des masses exploitées du Moyen-Orient contre l'impérialisme et l'Etat sioniste, discussions-nous en 1973, sera le **prolongement** d'une lutte révolutionnaire qui verra le prolétariat et le semi-prolétariat des villes et des campagnes soulever et entraîner les masses des fellahs contre les classes dominantes arabes et israélienne, défiant du même coup la domination du capitalisme international».*

C'est aux révolutionnaires communistes du Moyen-Orient d'oeuvrer dans cette perspective historique, et donc de lutter pour arracher les masses palestiniennes à l'influence de l'OLP. Les communistes révolutionnaires des métropoles impérialistes doivent oeuvrer, eux, pour que le prolétariat métropolitain (dont la classe ouvrière d'Israël constitue un des prolongements les plus empêtrés dans l'Union Sacrée avec sa propre bourgeoisie) lutte pour affronter à son tour la force criminelle de l'impérialisme et du sionisme, en sorte que la lutte héroïque des masses arabes exploitées contre **tout** l'ordre bourgeois du Moyen-Orient ne soit plus laissée dans un isolement tragique.

Ce sera là la confirmation vivante et la meilleure matérialisation du programme international de la révolution prolétarienne.

Le 10 juillet 1982

(1) La répartition des Palestiniens par pays en 1981 était la suivante: Israël: 550'800; Cisjordanie: 833'000; Gaza: 451'000; Jordanie: 1'148'000; Syrie: 223'000; Liban: 358'000; Koweït: 300'000; Arabie Saoudite: 137'000; Egypte: 46'000; Irak: 21'000; Emirats Arabes: 70'000; Qatar: 30'000; Oman: 51'000; Lybie: 24'000; divers pays: 247'000.

Le Monde des 15, 16 et 17 juin 1982 donne des renseignements précieux concernant l'oppression nationale qui pèse sur les Palestiniens dans le Golfe.

(2) *Le Prolétaire* n°152, 11/6/1973.

En mémoire des prolétaires de Tall el-Zaatar

(«le prolétaire», n° 317, 18/07 au 05/09 1980)

Il y a quatre ans, entre le 22 juin et le 2 août 1976, le camp de Tall el-Zaatar vivait les plus durs moments de sa lutte. Il résistait avec un héroïsme qui rappelle celui des communistes à la sauvagerie des bourgeoisies syrienne et libanaise, malgré la trahison des chefs de la résistance qui marchandaient la chair des masses. Ces masses exploitées ont gravé de leur sang une héroïque épopée de résistance acharnée, durant 52 jours d'encercllement, face à la droite libanaise, l'armée syrienne et ce qui restait de l'armée libanaise (l'armée de Barakat). Les masses travailleuses ont relevé le défi malgré la grande disproportion des forces et malgré la soif, la faim et les maladies qui les ont assaillies durant deux mois.

Les années 75-76 de la guerre civile ne sont qu'un maillon de la longue chaîne de la lutte de classe quotidienne des habitants du camp contre le pouvoir libanais. Cette lutte s'est aiguisée et a pris un caractère violent à partir des années 68-69 avec l'entrée de la résistance palestinienne au Liban. Avant, la dimension de Tall-el-Zaatar n'était pas préoccupante pour la bourgeoisie libanaise, puisqu'il ne comptait que 400 réfugiés palestiniens. La position du camp au centre de la zone industrielle en a fait le lieu de rassemblement de tous ceux qui quittaient les terres arides. C'est ainsi qu'en 1972 il y avait 14.000 personnes et au début de la guerre civile leur nombre atteint 30.000 dont 60% de palestiniens, le reste étant composé de Libanais et de travailleurs syriens et égyptiens.

Du point de vue économique Tall-el-Zaatar se situe dans une région qui englobe 29 % des usines libanaises, 23 % des capitaux investis dans l'industrie et 22 % d'ouvriers d'industrie. La grande majorité des habitants du camp sont des prolétaires qui subissent les pires formes de l'exploitation et de l'oppression capitalistes parce qu'ils sont en majorité étrangers. Ainsi le travailleur palestinien ne peut être employé dans les grandes industries s'il n'a pas une autorisation lui permettant de travailler dans une seule entreprise. Et cette autorisation lui coûte un mois de salaire tous les ans! Bien évidemment il n'a aucune assurance sociale, etc., bien qu'il cotise régulièrement. Dans les petites entreprises, le travailleur palestinien se heurte directement au patron et ne se voit jamais rembourser ses frais, ni ses congés payés. Enfin il n'a pas le droit de se syndiquer.

Quant aux travailleurs syriens, ils ne sont pas mieux lotis. La plupart fuient les campagnes syriennes en passant clandestinement la frontière, ce qui offre aux patrons l'occasion de les exploiter à fond, de les faire travailler 12 heures par jour et de les ramener à la frontière à la moindre incartade. De là, ils croupiront quelques mois en prison pour n'avoir pas respecté la loi de leurs maîtres.

Le camp est un agglomérat de bâtisses en tôle bordées de cours d'eau insalubres, unique terrain de jeu pour les enfants de l'exil. Dans chaque «logement» s'entassaient six à huit personnes, tandis qu'à côté un autre monde de maisons modernes et de luxueux palais s'élève comme pour encercler la misère totale du camp.

Sur une période de 20 années, jusqu'en 69; le camp

vivait un état de siège permanent sous le contrôle des gendarmes et des services secrets: interdiction des discussions politiques ou de visites d'invités sans autorisation du 2e Bureau; interdiction d'aller dans un autre camp sans autorisation spéciale; interdiction de rassemblements de plus de cinq personnes; couvre-feu à 21h...

L'année 69 a ouvert une nouvelle période dans la vie du camp. C'est en effet à cette période qu'on installa des camps militaires d'entraînement qui cohabitaient avec la résistance palestinienne armée, qui n'a pu s'imposer qu'au prix de durs combats de rue dont le plus marquant fut celui du 23 avril 69, où de nombreux Libanais succombèrent pour avoir défendu l'existence de la résistance palestinienne.

Dès le début, chaque partie avait des positions claires quant à l'utilisation des armes: c'est ainsi que la direction de la résistance ne voulait en aucun cas toucher aux lois de l'Etat bourgeois libanais sous prétexte que «étendre la lutte nationale contre Israël à l'intérieur du Liban» serait «créer les dissensions entre les frères d'un même peuple». (Quelle fraternité peut-il y avoir entre exploités et exploités?)

En même temps les travailleurs amenaient les armes à l'intérieur des usines pour s'élever avec force contre l'exploitation et la répression sauvages qu'ils subissaient. Les affrontements armés commencèrent, ainsi que la mise en place de comités de défense de la grève. Les travailleurs savent que les augmentations de salaire s'attachent par la force des armes. Cette situation s'est généralisée à l'ensemble des quartiers populaires de la bande Est de la ceinture de misère: Nabâa, l'Abattoir, Bordj Hamoud, la Quarantaine, etc. Sentant le danger, la bourgeoisie exigeait le cantonnement du camp dans ses «dimensions» antérieures. Les chefs des phalanges déclaraient dans les années 70 que les travailleurs débordaient l'autorité et les limites de la résistance elle-même: «L'Etat libanais est réduit au silence. Il existe à l'intérieur du pays, des petits Etats et des armées non régulières et non disciplinées dont on ignore même d'identité. Pire, il existe des endroits et des quartiers entiers, abritant des «hors-la-loi» sur le sol libanais qui échappent entièrement à toute autorité et tout contrôle même celui de la résistance palestinienne» (1).

Le chef militaire des phalanges, Béchir Gemayel, précisait le but poursuivi par la droite libanaise, l'encercllement de Tall-el-Zaatar: «La présence du camp de Tall-el-Zaatar et de la Quarantaine ont créé des zones interdites à l'armée et à l'Etat libanais. Ils sont devenus un centre d'action des organisations terroristes arabes, libanaises et internationales. La région de Tall-el-Zaatar est vitale pour l'économie libanaise car c'est une région industrielle: plus de 40% de nos industries sont cantonnées dans la région de Mekalles-Tall-el-Zaatar» (2).

En réalité les prolétaires de Tall-el-Zaatar et les masses ouvrières de tous les quartiers de misère qui entourent Beyrouth se rebellaient non seulement contre le patron mais aussi contre le droit et les lois de l'Etat bourgeois: ils refusaient de payer tout impôt ou taxe à l'Etat. Pour s'installer, le prolétaire qui fuyait la campagne construisait sans

autorisation son «abri» sur les propriétés de l'Etat ou du clergé.

Tout au long des années 70, l'Etat tentait de mettre la main sur ce qu'il appelle les «hors-la-loi» et d'arrêter la prolifération des maisonnettes en tôle dont le nombre a doublé entre 72 et 75. En 1970, quand le leader de la gauche libanaise, Kamal Joumblatt, était ministre de l'intérieur, l'Etat libanais a rasé dans la région du Makalles en bordure de Tall-el-Zaâtar, toutes les huttes en tôle construites par les masses qui avaient fui le Sud.

En 1974, les tentatives de l'Etat de couper l'électricité dans les quartiers de Amroussia ont entraîné des affrontements armés auxquels les femmes prolétaires prirent part à l'aide de bâtons. Toutes ces tentatives ont littéralement échoué grâce à la riposte des masses ouvrières de plus en plus armées. Objectivement, l'introduction de la résistance palestinienne sur la scène libanaise leur a été bien utile, mais ils l'ont dépassée en portant le conflit sur le terrain de la lutte de classe.

Les armes cachées dans les modestes huttes en tôle ont donné à l'effervescence sociale du prolétariat un caractère militaire très net. Une liste publiée par le parti des phalanges sur la présence militaire dans le camp donnait: «3.000 guerriers professionnels à Tall-el-Zaâtar auxquels s'ajoutent 2.471 guerriers à Nabâa (important quartier populaire voisin du camp) et une milice de 7.000 personnes dans le camp», ce qui fait «des bases militaires et des entrepôts de munitions et d'armes qui alimentent les grèves et les conflits qui sapent toute vie normale dans une région comprenant la richesse industrielle du Liban» (3).

Avec le déclenchement de la guerre civile, la haine de la bourgeoisie s'est abattue sur la «ceinture de misère». Tous les quartiers ouvriers tombèrent l'un après l'autre Sabnié, Haret el Gaouamé, Al-Sabahia, l'Abattoir, la Quarantaine, «le quartier de tôle», Nabâa, Bordj Hamoud, El Mekalles, Horch Tabet et enfin Tall-el-Zaâtar.

La situation des camps et des quartiers ouvriers pauvres qui regorgeaient d'armes en tous genres, constituait un obstacle pour jeter les bases d'un Etat fort au Liban. Aussi, pour créer les conditions à la réalisation de sa charte constitutionnelle afin d'en finir une fois pour toutes, avec le confessionnalisme politique et unir objectivement les rangs de la bourgeoisie libanaise dans un Etat structuré et fort, le pouvoir syrien devait inévitablement anéantir ce ferment prolétarien qui entravait l'exécution de ses plans. Hafedh el Assad déclarait durant l'encercllement de Tall-el-Zaâtar que «l'entrée des troupes syriennes au Liban n'est pas une violation de sa légitimité, car il n'existe pas d'Etat au Liban. Et le rôle des troupes syriennes est précisément de mettre fin à la rébellion que l'Etat par sa forme actuelle n'est pas capable de maintenir, et surtout à la multiplicités des pouvoirs à l'intérieur du pays et notamment le pouvoir de la résistance». Ce qui veut dire d'après le régime syrien que la résistance «s'immisce dans les affaires intérieures du Liban, ce qui est contraire à la charte de l'Organisation de libération de la Palestine qui stipule de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures d'un pays arabe» (4).

Les organisations de la droite libanaise ont mis tout leur poids militaire dans la bataille de Zall-el-Zaâtar. Même les chars du régime syrien et ses fusées modernes sont intervenus massivement pour anéantir le camp. Seulement les masses ouvrières de Tall-el-Zaâtar ont décidé de résister jusqu'à la dernière goutte de sang. Elles ont formé une direction militaire interne et ont envoyé ce message au bureau des opérations militaires à la direction de la résistance: « Nous avons pris notre décision, c'est une décision

définitive, nous lutterons jusqu'à la dernière goutte de notre sang, nous n'avons le choix qu'entre deux issues: soit résister jusqu'à la dernière goutte de notre sang avant de succomber, soit nous brisons l'attaque fasciste (le parti des phalanges). Nous résisterons jusqu'à épuisement de toutes nos forces. Les masses ici ont le grand espoir que vous puissiez leur venir en aide pour faire avorter les plans des ennemis de nos peuples palestinien et libanais, les fascistes et les dirigeants de Damas».

La direction de la résistance palestinienne et le mouvement national libanais (partis et forces de gauche) considéraient que c'était «une sale guerre qui n'est pas dans notre intérêt, parce qu'elle est secondaire et qu'elle nous fait oublier la lutte contre l'ennemi principal, Israël, et qu'il faut donc la cesser à n'importe quel prix... Si nous arrêtons le feu de notre côté, les phalanges cesseraient leur guerre contre nous». Et, alors que les combattants exigeaient une stratégie militaire pour la défense de Tall-el-Zaâtar en occupant les zones populaires alentour telles Nabâa et Selaf la direction du Fatah répondait que «Nabâa, Selaf et Harch Chabet n'étaient pas Akka, Haïfa ou Jérusalem pour vouloir les conquérir» (5).

Au moment où les masses de Tall-el-Zaâtar nageaient dans le sang pour avoir tenu courageusement pendant 52 jours, n'ayant pour nourriture que des lentilles et presque pas d'eau, les dirigeants de la résistance palestinienne négociaient avec les régimes arabes dont l'histoire est synonyme de trahisons et de répression, ou aux traditions de réaction et de subordination à l'impérialisme mondial, comme les régimes de Khaled en Arabie Séoudite et Sadate en Egypte. Même plus elle est allée jusqu'à lécher la botte de Assad qui était trempé jusqu'au cou dans le sang des martyrs de Tall-el-Zaâtar, et négocier autour d'une table tout près du siège de la droite phalangiste. Et, au moment où les combattants du camp déclaraient que parmi les obus qu'ils recevaient sur la tête beaucoup portaient la marque «Royaume d'Arabie Saoudite» (6), Arafat palabrait du 23 au 25 juin à Ryad dans un sommet avec Sadate et le roi Khaled. Sans parler de toutes les négociations avec la Syrie, avec les phalanges, et toutes les forces qui combattaient les masses.

Le manque de place nous empêche de montrer en détail comment l'OLP a délaissé la lutte armée pour négocier la tête des masses palestiniennes avec les Etats arabes; comment elle a constamment refusé d'aider les masses encerclées, mais les a isolées face à leurs ennemis.

La tragédie de Tall-el-Zaâtar n'est pas simplement une défaite dans la lutte armée, c'est le résultat de la trahison des masses travailleuses par l'OLP. Pour que l'héroïsme militant des masses ne soit pas perdu, malgré l'issue tragique, il faut tirer les leçons de cet épisode de la lutte de classe. Les travailleurs se lancent dans la lutte avec une abnégation totale, mais pour que leur sacrifice ne soit pas vain, pour que leur sang ne soit pas versé pour rien, il n'y a qu'une seule voie, celle de la **lutte de classe**, avec ses principes et son programme propres, autour du parti de classe.

(1) «Al Amel», 14 avril 75.

(2) «Al Amel», 14 août 76.

(3). Document militaire phalangiste paru le 17 août 76.

(4) «Journal de la guerre civile au Liban», l'OLP, p. 496.

(5) «Tall-el-Zaâtar symbole et légende», édité par le FPLP, p. 45.

(6) *Idem*.

LE VOLCAN DU MOYEN-ORIENT

(«Programme Communiste», N° 80, Juillet 1979)

La paix israélo-égyptienne et le nouvel ordre impérialiste au Moyen-Orient

Au cours des dernières années, et surtout récemment lors de la signature de la paix entre l’Égypte et Israël, le rôle prédominant des USA au Moyen-Orient s’est manifesté à l’évidence. Pourtant, dans leur course pour déloger l’Angleterre et prendre sa place comme bastion mondial du capitalisme, les USA se sont intéressés assez tard à cette région du globe, et surtout à partir du moment où il s’est avéré que la croissance exponentielle des besoins d’énergie allait les rendre dépendants du pétrole arabe.

À l’époque du colonialisme classique, l’usage industriel du pétrole était ignoré, et la Grande-Bretagne n’avait pas eu trop de difficultés à éliminer de l’aire du Golfe d’abord le Portugal et la Hollande, puis la France et l’Allemagne. Grâce à une politique de balkanisation de la région et à une attitude non ouvertement coloniale envers l’Égypte et le Soudan, elle avait pu stabiliser sa présence politique et économique sans avoir à déployer un grand appareil militaire.

Ce n’est qu’au début de ce siècle que les USA pénètrent dans cette zone, d’abord par le biais d’accords économiques limités avec l’Angleterre. Et c’est seulement après la seconde guerre mondiale que ces deux puissances entrent en concurrence, commencent à délimiter leurs zones d’influence respectives et à se les contester.

Du lion britannique à l’aigle américain

Les Etats-Unis montrent clairement qui, désormais, est le maître dans la région par le coup d’Etat de 1953 en Iran, qui remet en selle Pahlavi grâce à la passivité de l’URSS et du parti Toudeh, et par le coup d’arrêt donné au débarquement franco-anglais lors de la crise de Suez de 1956, cette fois avec la collaboration active de la Russie. Cependant, en s’emparant des deux *positions-clés* de la région, quitte à laisser momentanément du terrain à une Russie elle aussi trop heureuse d’en finir avec l’Angleterre, l’impérialisme yankee *hérite* des tendances de son prédécesseur, et ce sont elles qu’il développera dans les années ultérieures.

L’Iran continue à jouer dans la stratégie américaine le triple rôle que l’Angleterre lui avait déjà assigné: d’abord, faire écran entre le mouvement social qui, à partir de l’épicentre chinois, secoue l’Asie, et ses répercussions dans le Proche-Orient et l’Afrique; ensuite, servir de bastion contre les tentatives de l’impérialisme russe concurrent pour pénétrer en Asie et percer vers les mers chaudes; enfin, et ce rôle grandira avec les importations massives de pétrole par les Etats-Unis, protéger les champs pétrolifères du

Golfe.

Israël aussi poursuit la double tâche qui était déjà sienne: d’une part, protéger les voies d’approvisionnement de l’Occident en pétrole, le canal de Suez, les pipe-lines et d’Arabie; d’autre part, maintenir l’ordre impérialiste, grâce à sa place au cœur même du Machrek. Celle-ci permet en effet de contrer efficacement les tendances unificatrices de la *vague d’émancipation anti-impérialiste* du monde arabe, vague dont la révolte palestinienne qui se heurte directement au rouleau compresseur de l’expropriation capitaliste et au terrorisme barbare de «l’Etat pied-noir» d’Israël, devient naturellement l’avant-garde.

Il est bien évident cependant que l’Égypte joue un *rôle stratégique décisif* dans la politique mondiale de tous les impérialismes. Naguère, elle contrôlait la route des Indes pour le compte de l’Angleterre, ce qui lui valut l’intervention de Bonaparte. Aujourd’hui, avec la Mer Rouge et Bab-el-Mandeb, elle commande l’accès à l’Océan Indien, qui intéresse la Russie à plus d’un titre: il lui permettrait de se protéger des missiles que, depuis quinze ans, les Américains peuvent lancer à partir des sous-marins qui y circulent; il lui assure la jonction maritime la plus rapide entre la Russie d’Europe et Vladivostok, nécessaire en cas de guerre avec la Chine; il lui donnerait le contrôle des voies navales d’approvisionnement du Japon en pétrole et en matières premières, plus celui des sources de pétrole qui maintenant approvisionnent non seulement l’Europe mais aussi les Etats-Unis. A une échelle encore plus large, cette zone tient dans la politique russe la place qu’y occupait jusqu’à la première guerre impérialiste la région de Constantinople.

Il est donc évident que les USA, dont les visées sont mondiales, ne pouvaient pas se contenter d’éliminer l’Angleterre de l’Égypte et de mettre fin par-là même à sa prédominance en Asie; ils devaient nécessairement tendre aussi à y interdire tout contrôle russe. C’est là un objectif qu’ils poursuivaient en secret et indirectement, même lorsque le jeu de bascule faisait pencher Le Caire vers Moscou et que les USA laissaient Israël mener ses guerres contre l’Égypte. L’Etat-croupion, qui n’a pas de base productive propre et dépend étroitement du plus offrant, pouvait bien s’imaginer qu’il terrassait son ennemi héréditaire: il n’a jamais eu de puissance face à l’Égypte que dans la mesure admise par les Etats-Unis; ceux-ci l’avaient chargé d’empêcher la bourgeoisie égyptienne - la plus capable au moins théoriquement de tenter l’unification du Machrek sinon de la «patrie arabe» - de devenir une véritable puissance

capable de discuter leurs volontés. Les Etats-Unis avaient besoin d'une Egypte suffisamment ruinée pour que, l'impérialisme financier russe ne faisant pas encore le poids, elle soit obligée de se livrer pieds et poings liés à Wall Street, tout comme Israël lui-même.

Jusque-là, Israël était la *clé* du *dispositif américain* qui enserrait le monde arabe dans une griffe à trois pointes. Après la crise de Suez en effet, la stratégie américaine impliquait des liens étroits entre Israël et les Etats non arabes de la région. Ainsi s'établirent des rapports discrets mais réels avec la Turquie (traité secret entre Ben Gourion et Menderes à la fin des années 50), l'Ethiopie et l'Iran. Le traité avec la Turquie s'est éteint de mort naturelle avec le démantèlement des bases de missiles négocié à l'occasion de Cuba, mais déjà décidé d'avance par Kennedy à la suite du développement des ICBM, les missiles intercontinentaux. Les relations avec l'Ethiopie sont tombées avec le Négus; après une survie étouffée jusqu'en 1977, elles furent tranchées net par le Derg éthiopien. La coupure avec l'Iran, fournisseur du pétrole, a été beaucoup plus douloureuse; en janvier 1979, des articles de la presse israélienne incitaient l'armée du Chah à tirer sur la foule, la police à fusiller les organisateurs des grèves, et rendaient la mollesse de Carter responsable de l'instabilité sociale.

Notons cependant que de toute façon et indépendamment de ces événements, l'Etat d'Israël devait perdre progressivement le rôle privilégié et l'importance considérable qu'il avait dans la zone Croissant fertile Egypte-Mer Rouge au moment où elle est tombée sous la suzeraineté américaine. Cela est dû à la baisse notable du trafic pétrolier par les oléoducs du Levant, mais surtout à la *capacité croissante* des Etats arabes à jouer eux-mêmes efficacement le rôle de gendarmes sociaux dans la zone. Il s'agit ici moins de la Jordanie que de l'Egypte et de la Syrie, et une preuve de cette capacité a été donnée par l'entrée contre-révolutionnaire des troupes de Damas au Liban au printemps 1976: les diverses formations de l'OLP en sont venues à essayer elles-mêmes de désarmer les masses palestino-libanaises et à chercher des compromis de plus en plus ouverts avec l'ordre établi, sous prétexte de sauver l'«autorité et la souveraineté» de l'Etat-bidon libanais.

Ainsi, à peine l'Egypte tombait-elle dans la mouvance yankee, que l'impérialisme américain dévoilait le fond de sa politique: «la paix», c'est-à-dire la paix entre Israël et l'Egypte, signifiait le *partage* entre eux des tâches militaires stratégiques et contre-révolutionnaires, que cela plaise ou non tant aux colons sionistes qu'à la bourgeoisie égyptienne.

LES ACCORDS DE CAMP DAVID ET LES NOUVEAUX ALIGNEMENTS DE FORCE

Camp David n'est donc pas un tournant brutal dans la politique de l'impérialisme américain; c'est bien plutôt l'aboutissement de toute une politique, mais aussi d'une certaine manière le point de départ d'une nouvelle période où l'Amérique s'est complètement émancipée des contraintes de l'héritage britannique, et où les velléités révolutionnaires que les bourgeoisies locales ont connues dans la phase éruptive de la révolution anti-coloniale sont définitivement éteintes.

Les accords de Camp David réalisent exactement le contraire d'une union librement consentie fondée sur un élan réciproque. Ils sont un infect mariage de raison auquel, de plus, chacun des époux ne consent que parce que le protecteur commun leur promet qu'ils marcheront dans des

directions opposées, quoique complémentaires. La preuve, c'est qu'aucune des deux parties n'a fait ce qu'elle voulait, mais bien ce qu'elle *devait* faire.

Les conditions de sa naissance et sa tendance naturelle poussent Israël à s'étendre non seulement à l'Est mais au Sud, afin de coloniser le Sinaï et de contrôler Suez: or il doit céder les territoires qu'il avait conquis sur l'Egypte par la force des armes. En contrepartie, il est vrai, les portes de l'Egypte lui sont ouvertes; pour satisfaire son formidable besoin d'expansion il devra se contenter de déverser ses produits sur le marché égyptien et d'importer de la main-d'oeuvre des bords du Nil, en attendant que les profits ainsi réalisés soient en mesure de s'investir dans l'économie égyptienne.

L'Egypte, quant à elle, s'imaginait capable d'unifier le monde arabe, même si la couardise historique de sa bourgeoisie ne lui a laissé envisager cette union que sous la forme d'une impossible entente entre Etats, afin d'éviter l'explosion révolutionnaire des masses populaires et l'affrontement direct avec l'impérialisme: elle vient aujourd'hui de constituer un front de tous ses voisins arabes, qui n'est pas nécessairement dirigé contre les Etats-Unis, mais qui l'est en tout cas contre elle. Toutefois la promesse d'un sauvetage économique lui épargne *dans l'immédiat* les affres d'une révolte populaire!

Pour ce qui est des affaires, tout le monde est pressé d'arriver à la «normalité», comme le montrent les petites informations chassées de la «une» par le battage autour des grands guignols. Le lendemain de la signature du traité à Washington, tous les quotidiens financiers israéliens publiaient la cotation officielle de la lire égyptienne (= 24 liras israéliennes); avant même la signature on négociait le mouvement touristique et on lançait des études sur l'application de la technique israélienne de culture dans les régions désertiques; quant au marché immobilier, il se promettait des affaires lucratives dans les «structures d'accueil» touristiques égyptiennes. Ce n'est pas pour rien que l'article 3 du traité prévoit, paragraphe 3 précisions en annexe, la normalisation des relations «diplomatiques, économiques et culturelles» et une garantie de «libre mouvement des personnes et des biens». Israël va donc entrer par la grande porte sur le marché arabe: Dayan, féru de références archéologiques, se sera certainement souvenu des rapports idylliques entre égyptiens et cananéens en Palestine après la bataille de Meggido, remportée en 1745 avant J.-C. par Thutmose sur les envahisseurs syriens, ces Syriens qui se trouvent aujourd'hui face à Israël sans couverture égyptienne.

Voilà pour les petits cadeaux de mariage. Mais l'important est, répétons-le, le partage des tâches militaires, stratégiques et contre-révolutionnaires, dictées par l'impérialisme américain. Aussi, même si on ne peut l'exclure dans l'absolu, puisqu'il faut du temps aux gouvernements pour adapter leur politique aux conditions matérielles (et aux hommes pour y adapter leurs cerveaux), une guerre entre l'Egypte et Israël semble peu probable, n'étant plus utile à personne.

L'agressivité militaire d'Israël va désormais se canaliser vers le Nord-Est et l'Est, la frontière sud devenant un havre de paix. Cela signifie, en d'autres termes, que la «question palestinienne» sera dans les seules mains d'Israël. Sous prétexte d'«autonomie administrative», l'Egypte renonce même à se servir dorénavant des Palestiniens comme moyen de marchandage avec Israël et les Etats-Unis. La meilleure preuve en est qu'au moment même où se déroulaient les négociations de paix, la Knesseth discutait

un projet d'implantation de 84 nouvelles installations en Cisjordanie dans les cinq années à venir, pour un coût de 54 milliards de livres israéliennes, soit près de 12 milliards de francs.

Quant à l'autonomie administrative, elle signifie pratiquement que les Palestiniens auront le droit d'élire leurs maires, et peut-être d'autres «avantages». Bien qu'il le nie, Sadate a signé cette clause, et il n'y a pas de quoi se scandaliser: Yasser Arafat lui-même, dans sa rencontre «historique» officielle avec le boucher de septembre 1970, Hussein, n'a-t-il pas expliqué que «la révolution doit être pragmatique», ce qui est une manière élégamment philosophique de s'engager à *désarmer* les masses palestiniennes, condition sine qua non posée par l'ordre établi à la création du fameux mini-Etat palestinien, cette sorte de «Bantoustan» arabe? Cela valait bien qu'un député israélien l'invite à parler à la Knesseth!

Le comportement de Hussein, d'ailleurs, doit bien signifier quelque chose. Pourquoi ce petit monarque, sorti d'un collège américain et jusqu'à hier pupille des yankees, attaque-t-il aujourd'hui les USA en se rapprochant de ses ex-ennemis? Peut-être aura-t-il prochainement un rôle à jouer par rapport aux Palestiniens et tente-t-il aujourd'hui, avec l'accord de l'Egypte, d'Israël et des Etats-Unis, de se rendre «présentable»? Il n'est pas impossible que la «solution du problème palestinien» concoctée par tout ce beau monde passe par une pression militaire sur la Jordanie et le Liban pour leur faire accepter un condominium israélo-égyptien sur un éventuel *homeland* enjambant le Jourdain, et dans lequel Israël imposerait et étendrait son concept d'«autonomie administrative». Une action militaire à l'Est, ou même sa simple menace, renforcerait le poids d'Israël comme gendarme *régional*, surtout par rapport à l'Irak et la Syrie, seules puissances maintenant en mesure de s'opposer à lui, ne serait-ce que sur le plan des intérêts d'Etat. Il ne saurait être question de leur part d'une opposition révolutionnaire: la Syrie et l'Irak se partagent le travail pour maintenir l'ordre - au Liban, par exemple - et l'Irak fait même des avances à Washington, se proposant à son tour comme gendarme du Golfe; quant à la Syrie, elle a 30'000 soldats au Liban et, suivant sa tendance historique, cette «force de contrôle» pourrait se transformer en force d'occupation si les circonstances s'y prêtent.

La Turquie, pour sa part, reprend toute son importance, compte tenu entre autres des incertitudes au sujet de l'Iran. Après le Pakistan et plus récemment l'Iran, elle est sortie en mars du CENTO (qui regroupait Turquie, Iran, Pakistan, Grande-Bretagne et USA associés), ce qui a achevé ce pacte. Mais ce n'est certainement pas un hasard si, dans le cadre d'une redéfinition des alignements, les Etats-Unis ont mis fin à l'embargo sur les fournitures militaires, consécutif au conflit chypriote, et repris les livraisons d'armes à la Turquie; si les bourgeois européens et américains sentent le besoin d'exprimer leur solidarité avec ce pays et de la «concrétiser» par un prêt du FMI de 1'750 millions de dollars.

Mais c'est à l'Egypte que revient la zone la plus vaste. Avant même la chute du Chah, elle avait commencé à assumer la fonction de gendarme en envoyant d'abord un corps expéditionnaire au Soudan pour «aider» Neimeiri contre les «complots libyens», puis un détachement logistique au Zaïre, un commando à Chypre dans une opération anti-terroriste type Entebbe, et des soutiens à la Somalie au moment de la guerre de l'Ogaden. On comprend la remarque soulagée de Carter lors de la conclusion de la paix: «Le traité de paix entre l'Egypte et Israël permettra à la première

de libérer cinq divisions. Elles pourront devenir une force stabilisatrice». Alors, s'agit-il d'une paix, ou d'un nouvel alignement préparant de nouveaux conflits?

En plus des raisons déjà indiquées, le rôle croissant de l'Egypte dans la politique militaire américaine est dû sans doute à deux causes. D'une part, l'importance grandissante de la péninsule arabique dans les approvisionnements pétroliers de l'Amérique elle-même. D'autre part, le fait que les antagonismes est-ouest sont en train de croître considérablement dans toute la région Moyen-Orient - Afrique - Océan Indien, alors même que vers la fin des années soixante, au moment de l'effacement définitif de l'impérialisme anglais, les Etats-Unis sont passés de la *landed based strategy* (stratégie appuyée sur des bases terrestres) au contrôle aéronaval des océans du monde entier, pour lequel l'Egypte retrouve son rôle de plaque tournante.

RÔLE ACCRU DE L'ALLIANCE ISRAËL-EGYPTE APRÈS LA CHUTE DU CHAH

L'Iran avait joué un rôle énorme dans cette stratégie. En décembre 1973, 3'000 marines persans sont débarqués sur la côte du Dhofar lors de manoeuvres aéronavales conjointes du CENTO et de la VIIe flotte. Il ne s'agissait pas seulement d'une opération de soutien au sultan Qabus d'Oman contre le FPLOGA (Front Populaire de Libération d'Oman et du Golfe Arabe), mais d'un degré dans l'escalade vers des engagements toujours plus vastes dans le cadre du plan général, militaire et contre-révolutionnaire, des USA. Seul un tel engagement justifie la quantité et surtout la *qualité* des armements fournis à l'Iran, en particulier dans les domaines de l'aéronavale et des appareillages électroniques de contrôle; seul le rôle joué dans un tel plan général explique l'installation de bases côtières, comme la base navale de Bandar Abbas, et surtout le gigantesque complexe aéronaval de Shahbar, équipé spécialement pour la reconnaissance à longue distance et complémentaire de celui de Diego Garcia, au milieu de l'Océan Indien. A quoi il faut ajouter le transfert de Nicosie à Téhéran, en 1973, du quartier général de la CIA pour le Moyen-Orient, la nomination de l'ex-directeur de cette célèbre agence, Richard Helms, comme ambassadeur en Iran, et l'invasion des experts américains, dont le total a été estimé à 65'000.

Si grande, cependant, qu'ait été la place de l'Iran dans la stratégie américaine, l'Egypte commençait à s'y insérer sérieusement, comme nous l'avons vu. Cette tendance a été accélérée par la chute du régime Pahlavi, pilier important de cette stratégie; celle-ci doit désormais s'appuyer davantage sur le double pilier Israël-Egypte.

Israël a pu renforcer sa position déclinante et sa marge de marchandage face aux Etats-Unis. Une conséquence immédiate des événements d'Iran a été de pousser la Syrie à conclure une alliance avec son frère ennemi, l'Irak. Celui-ci, inquiet devant l'installation du régime chiite, a liquidé l'opposition anti-syrienne qu'il soutenait dans la résistance palestinienne, au grand dam du Fatah de gauche et des organisations du Refus qui flirtaient avec lui. De plus, les difficultés internes de la Syrie paralysent son action de gendarme au Liban et encouragent l'agressivité d'Israël, qui nettoie littéralement le Sud-Liban en le vidant de ses habitants, porte à bout de bras l'Etat-tampon de Haddad par qui il fait contrôler tout le sud du Litani sans que personne réagisse, et se permet même d'organiser des opérations au Nord-Liban.

Mais, proportionnellement, l'importance de l'Egypte s'est accrue bien davantage. Elle n'est pas encore entrée

dans son rôle que déjà elle trépigne d'impatience, pressée par ses énormes problèmes. Lors des colloques avec le ministre de la défense, Brown, elle s'est déclarée prête à intervenir pour la sauvegarde des divers pays de la région; à défendre en premier lieu le Soudan et la Somalie, mais aussi l'Arabie Saoudite s'il le faut (vu la tension avec l'Iran), le Koweït et les Emirats, ou le sultanat d'Oman où les troupes égyptiennes ont déjà remplacé les Iraniens. Hassan Ali a proclamé à Washington: «Il revient à l'Égypte de garantir la défense de cette aire critique». Le 29 mars l'Égypte met ses troupes en état d'alerte le long de la frontière libyenne, avant tout pour prouver que de ce côté aussi elle est capable d'intervenir. Mais la friction avec la Libye démontre qu'il faut faire vite; en réalité l'Égypte ne pourrait supporter le choc avec un pays bien armé et pendant des années encore elle aurait du mal à affronter la Libye. C'est qu'elle a terriblement besoin d'armes, surtout d'avions et de blindés modernes.

Les Etats-Unis n'ont donc pas de temps à perdre et Carter insiste pour que tous les intéressés en prennent «rapidement conscience». Il les convoque, il établit une ligne directe entre lui, Begin et Sadate, il envoie ses estafettes, Brown et l'expert du Moyen-Orient, Atherton; il se précipite lui-même au Caire et à Jérusalem, fait valser Brzezinski et Vance, et jusqu'à son fils. Il crée de but en blanc une énième flotte américaine; il lance les travaux d'agrandissement du port et des pistes d'atterrissage de l'île de Diego Garcia, d'où le porte-avions Constellation, qu'il fait venir des Philippines, surveillera la zone.

Si sur le plan diplomatique les Américains font donner les «grosses pièces», que dire de l'armement? Ils promettent des avions et des armes à l'Arabie Saoudite, plus un escadron de F15 ultramodernes avec pilotes américains pour lui permettre d'intervenir au Yémen. Ils étudient soigneusement la gigantesque «liste de mariage» présentée par l'Égypte: 300 F16, 600 chars d'assaut, 4'500 blindés TT, 500 pièces d'artillerie, 80 navires de guerre parmi lesquels des contre-torpilleurs et des sous-marins, sans parler des missiles en nombre inconnu... Et lorsque Israël proteste, et que le ministre de la Défense Weizmann rappelle à Brown que c'est son pays, et non l'Égypte, qui a détruit 4'000 chars et plus de 1'000 avions russes, les Etats-Unis lui promettent aussitôt des armés, à lui aussi.

Malgré cela, la chute du Chah augmente la probabilité d'une intervention militaire directe des USA dans la région, qui ne manquerait sans doute pas de provoquer des réactions extrêmement dangereuses. C'est pour cela que les Irakiens, tirant la leçon de l'intervention iranienne au Dhofar, proclament bien haut que «la sécurité du Golfe et dans la région en général ne peut être assurée que par les Arabes eux-mêmes». Mais les Américains doivent penser qu'on n'est jamais si bien servi que par soi-même, puisqu'au retour de sa première mission au Moyen-Orient le ministre de la Défense a déclaré: «la protection du flux de pétrole à partir du Moyen-Orient fait clairement partie de nos intérêts vitaux, et pour la protection de tels intérêts nous entreprendrons toute action qui s'avèrera nécessaire, y compris l'emploi de la force militaire». De son côté le ministre de l'énergie Schlesinger annonçait que «le problème d'une présence militaire des Etats-Unis à travers l'emploi du personnel des forces armées est à l'étude».

Ce n'étaient pas des mots en l'air. Les journaux rapportent qu'en marge des négociations officielles on a discuté la création d'une grande base américaine dans le Sinaï, à Etzion que Brown avait visité en février, et qu'un accord secret permettra l'installation de deux autres bases, une en

Egypte sur la Mer Rouge, l'autre en Israël sur la Méditerranée. D'ailleurs, pendant la guerre entre les deux Yémen, les Etats-Unis ont étudié la création d'un «Commandement Consultatif Militaire Conjoint» avec l'Arabie Saoudite, qui s'insérerait dans un système défensif pour tout le Moyen-Orient déjà discuté avec Sadate et accouplé à une espèce de plan Marshall. Le plan global ne devrait pas coûter moins de 15 milliards de dollars, dont 5 milliards d'armes.

Et, arguant de la présence à Aden de 3'000 Cubains encadrés par 100 officiers et 700 «conseillers» militaires russes assistés de 100 techniciens de l'Allemagne de l'Est, 300 «conseillers» américains rejoignent au Yémen du Nord les quelque 70 collègues qui y étaient déjà. Il n'y a pas à dire, en quelques semaines l'administration américaine s'est pas mal remuée. Et il y a des gens qui lui reprochent une timidité excessive frisant la renonciation!

Dans ce cadre général, la «paix» entre l'Égypte et Israël n'est évidemment pas une véritable paix, qui, d'ailleurs, ne pourrait être garantie à l'époque impérialiste par aucun accord ni traité; bien plus, elle n'est même pas, selon l'expression de Lénine, la «trêve qui prépare d'autres guerres», mais prend sa place dans la *stratégie de guerre américaine de ces dernières années*: des accords de principe de Camp David à la descente spectaculaire de Carter au Caire et à Jérusalem, on n'a fait que travailler au *développement logique* de cette stratégie.

REMUE-MÉNAGE POLITICO-MILITAIRE SUR UNE POUDRIÈRE SOCIALE

Tout ce remue-ménage politico-militaire se déroule cependant sur la base d'une poudrière sociale telle qu'il y en a peu eu dans l'histoire.

Les événements d'Iran ont montré que l'accumulation du capital réalisée dans les conditions locales ne peut déboucher que sur l'éclatement conflictuel des contradictions explosives qu'elle produit. Ni la force du clergé, qui ne véhicule la protestation des masses exploitées et des anciennes classes ruinées par la débâcle chaotique de la vieille société que pour les canaliser dans l'intégrisme islamique, ni l'absence d'autonomie du prolétariat, que les conditions historiques générales ont empêché de déborder la direction de la petite-bourgeoisie mercantile et la tradition religieuse de l'Islam chiite, n'ont permis d'éviter cette conflagration. Or, les mêmes contradictions sont présentes dans tout le Moyen-Orient, avec les particularités qui, par rapport à l'Iran, tantôt les atténuent, tantôt les exaspèrent; trois facteurs entraînent la région dans un tourbillon capitaliste vertigineux et rendent toujours plus insupportables tant les conditions sociales et politiques archaïques que la pression politique directe de l'impérialisme.

Le premier est la greffe impérialiste d'Israël, qui a pratiquement importé de toutes pièces une agriculture et une industrie capitalistes et les classes qui leur sont liées, une bourgeoisie, une petite bourgeoisie et une aristocratie ouvrière européennes - les Juifs ashkénazim. Ces catégories bénéficient de privilèges exorbitants par rapport à la population arabe, désormais totalement expropriée et chassée de la terre dans les territoires conquis avant 1967 et en voie d'expropriation rapide dans les territoires de Gaza et de Cisjordanie; mais elles jouissent également d'une supériorité sociale et politique sur les masses petites bourgeoises et ouvrières juives orientales - les Juifs *séfarim* - sans parler des ouvriers immigrés venant maintenant en nombre considérable de Transjordanie et, bientôt, d'Égypte.

Jusqu'à présent les contradictions qui minent Israël ont

pu être contenues grâce à la terreur exercée sur la population arabe et la guerre permanente, étayées par la «solidarité juive» entre classes, et son expansionnisme donne à cet Etat l'espoir de se créer une base productive propre, assise sur un large marché. Mais il accroît en même temps considérablement la masse des prolétaires privés de tout droit, qui subissent une double exploitation fondée sur le privilège juif et l'état de siège permanent; ce faisant il augmente non seulement le potentiel de révolte des populations soumises, mais surtout la *force des exploités* devenus des prolétaires; et la continuation de l'état de guerre permanente, l'inflation galopante et les sacrifices exigés de la classe ouvrière juive peuvent laisser espérer que le *front de la solidarité juive* finira par se briser, que les masses d'ouvriers *séfarim* et même des secteurs significatifs d'ouvriers *ashkénazim* se placeront sur le terrain de la lutte contre le *privilège juif* - et donc pour la destruction de *l'Etat juif* - lutte indispensable pour *l'unification de la lutte de la classe ouvrière* de la région contre le capitalisme.

Le second facteur est le développement foudroyant de la richesse pétrolière, et le troisième en découle en grande partie; c'est la prolifération des armements, liée aux efforts de l'impérialisme pour contrôler le pétrole. Ces deux facteurs ont entraîné la création de secteurs productifs modernes qui sont stimulés et élargis par les guerres, et donnent lieu à des transactions aussi énormes que lucratives drainant une quantité considérable de capital financier. Il s'ensuit un gonflement anormal (mais naturel dans ces conditions) du secteur du crédit et donc des banques, qui engendre à son tour un grand mouvement de spéculation générale et en particulier dans la rente, spécialement la rente immobilière urbaine.

On assiste au développement en avalanche de villes immenses où se retrouvent les pires caractéristiques de la «civilisation» occidentale, où la misère la plus noire mêlée au luxe ostentatoire forme un mélange inflammable. Le capitalisme arrive ici avec toutes ses tares, mais sans avoir le temps de réaliser ses aspects révolutionnaires, c'est-à-dire l'extension à toute la société du travail associé et de la discipline de la production sociale, qui restent cantonnés dans un petit nombre de grands complexes industriels, et ne peuvent toucher ni la production artisanale atomisée, ni à plus forte raison la petite distribution, retranchées au coeur des bazars et des souks. Et si les sociétés industrielles de l'Occident produisent des phénomènes comme l'exploitation des mineurs ou le travail «au noir», ceux-ci sont poussés à l'exaspération dans les sociétés fraîchement conquises au capitalisme et où les vieilles formes sociales entraînées dans la destruction ne sont remplacées par rien: qui, dans l'immense bazar de Téhéran ou dans le dédale sans fin des ruelles du Caire, contrôle la traite des enfants, le double travail des ouvriers qui doivent payer 60 à 70 % de leur salaire pour un logement, le travail des tanneurs et des teinturiers qui s'affairent autour des résidus meurtriers de l'industrie chimique?

En Egypte, ces contradictions sont particulièrement aiguës. A lui seul, ce pays compte presque autant d'habitants que tout le Croissant fertile et la péninsule arabique; de plus il possède une vieille tradition industrielle et un tissu productif édifée sur l'exploitation d'une classe ouvrière forte et concentrée, mais aussi combative. La tradition de lutte du prolétariat égyptien dépasse largement celle des autres pays du Moyen-Orient et sa capacité d'organisation s'est manifestée avec éclat lors des journées de janvier 1977: après de très dures batailles de rue qui ont fait des centaines de morts et au moins 4'000 blessés, la révolte

ouvrière, qui avait entraîné les couches opprimées de la population et les étudiants, a obligé le gouvernement à revenir sur les hausses des prix de denrées de première nécessité exigées par le FMI et à promettre des augmentations de salaire.

L'impérialisme doit absolument «sauver» l'Egypte de la catastrophe économique, sous peine d'en voir les effets se répercuter bien au-delà des frontières égyptiennes. Le hic est que ce sauvetage prépare lui-même des explosions encore plus violentes dans l'avenir. Il n'est d'ailleurs pas aisé. Ainsi, personne ne sait combien il y a aujourd'hui d'habitants au Caire. Le recensement de 1966 les chiffrait à 4,5 millions, qui, d'après le coefficient national d'augmentation de la population (2,2 %), seraient devenus 6 millions environ; mais avec l'expropriation paysanne et l'urbanisation massives, le taux de croissance de la capitale est au moins quatre fois plus fort que la moyenne nationale, ce qui conduirait à plus de 10 millions... Ce phénomène d'urbanisation massive et anarchique, qui n'atteint pas seulement Le Caire et l'Egypte, mais aussi les autres villes et les autres pays du Moyen-Orient évoluant vers le plein capitalisme, découle directement du fait que le capital détruit *trop rapidement* les structures anciennes pour que ceux qui vivaient à leur ombre puissent être absorbés par les îlots de production avancée. Dans ces pays le capital moderne agit tout de suite de façon concentrée, sans passer par les phases historiques de l'accumulation du capital en Europe, il «libère» donc du cadre de la production archaïque des millions de personnes inutilisables pour un appareil productif qui naît d'emblée avec une productivité colossale, et une composition organique du capital (rapport entre installations, matières premières, énergie, etc., et force de travail) extrêmement élevée.

Il s'ensuit une très forte émigration, en particulier vers la péninsule arabique. Ainsi, 1,4 million d'Egyptiens ont quitté officiellement leur pays, mais leur nombre réel doit être au moins double; car les statistiques n'enregistrent que ceux qui partent vers les pays de la Ligue Arabe et avec un contrat de travail officiel. L'été dernier l'Arabie Saoudite a expulsé des milliers d'Egyptiens entrés clandestinement, et l'Egypte a dû organiser un point aérien de 20 vols hebdomadaires pour les rapatrier. Il y a parmi les émigrés une proportion non négligeable de personnels spécialisés (1,8 % en 1976), ce qui montre l'arriération du tissu productif; mais la grande masse est constituée par les fellahs qui abandonnent les campagnes surpeuplées pour le mirage d'un salaire à l'étranger, et en cas de retour forcé elle peut devenir un matériau explosif. Or, si l'immigration dans des pays comme l'Arabie Saoudite ou les Emirats a évidemment des bases objectives, le renvoi en masse de quelques centaines de milliers de prolétaires n'est pas impossible, vu les difficultés économiques ou les mesures de rétorsion politiques, et on imagine les conséquences sociales d'un tel retour au pays. En Egypte, par exemple, les apports en devises des émigrés se sont montés officiellement à 1819 millions de dollars en 1974, à 367 en 1975, à 358 en 1976 et à 700 en 1977; ces rentrées de devises étaient *supérieures* à celles produites par le canal de Suez, le coton, le pétrole et le tourisme réunis, qui sont les principales sources de devises. Avec plus de 40 millions d'habitants sur 35'000 km² de territoire habitable (1'143 habitants au km², y compris les terrains cultivés) l'Egypte a un besoin vital d'expansion. Il n'y a pas assez de terre et elle est en diminution constante à cause de l'urbanisation et de l'extension des infrastructures; la balance des paiements est en déficit chronique, l'endettement a atteint des chiffres verti-

gineux et la seule solution est de s'endetter toujours davantage pour éviter l'effondrement; les salaires atteignent à grand-peine 20-30 livres égyptiennes, le prix mensuel de deux chambres dans la moyenne périphérie du Caire, et l'inflation les ampute constamment: surabondance de force de travail, chair à canon à bas prix. Faut-il s'étonner si l'Égypte attendait avec impatience le nouvel alignement des forces dans l'espoir d'employer la misère à la conquête de nouvelles aires? Mais il n'est pas sûr que, dans le rôle de gendarme, elle durera aussi longtemps que l'Iran. Ce n'est sans doute pas pour rien que Sadate a longuement parlé avec le Chah en fuite; tout comme Hassan, il voulait comprendre les erreurs du régime Pahlavi afin d'essayer de les éviter. Seulement, l'Égypte n'a pas la capacité de corruption de l'Iran...

Mais l'émigration ne concerne pas seulement l'Égypte. Dans tout le Moyen-Orient, l'expropriation sioniste en Palestine, la militarisation imposée par la pression de l'impérialisme et par l'antagonisme Etats-Unis-Russie, la concentration de la rente pétrolière dans quelques pays et l'impossibilité de distribuer la richesse dans l'ensemble de la région en généralisant la production capitaliste, l'impossibilité de résoudre la question agraire, de profiter des terres fertiles qui existent en abondance mais restent arides, le déracinement de populations à traditions millénaires, ont produit la migration de millions de personnes arrachées à la terre ou au bazar, et contraintes à un véritable nomadisme salarial.

Avant tout les Palestiniens, désormais presque entièrement chassés de leurs terres. Ce peuple spolié par les exigences de l'impérialisme et massacré sur son ordre, non seulement par ses ennemis avoués mais aussi par ses prétendus amis, dispersé d'abord par le calcul des puissances et la logique infâme de l'assistance de l'UNRWA, chargée de répartir l'«aide» américaine, ensuite par les vagues successives de massacres et par la faim, ce peuple présente des conditions de classe nouvelles et originales. Empêchés par la guerre de posséder des terres et d'exercer des professions artisanales ou commerciales, les Palestiniens sont devenus des guérilleros, parfois encadrés dans les détachements de soutien des armées arabes, parfois contrebandiers, le plus souvent de purs prolétaires. Combien sont-ils dans ce cas? Nul ne le sait. Si on accepte 3,5 millions comme nombre total de Palestiniens, dont 2 millions environ contraints à la *diaspora*, à l'émigration, il pourrait y avoir près de 1,5 million de prolétaires. Naturellement, ils souffrent de leur dispersion, mais à plus long terme cette faiblesse peut se transformer en force; ces prolétaires se sont formés en perdant pour toujours le lien avec la vie paysanne et l'attachement au territoire, ils se sont battus, ils se sont organisés, ils ont fait des grèves, ils ont affronté la mort; ils ont reçu une formation internationale qui se communique aux camarades de travail, surtout quand ils sont eux aussi des migrants.

L'Égypte, la Syrie, les Yémen du nord et du sud et la

Palestine sont les grands fournisseurs de force de travail aux magnats du pétrole. Avant qu'elle adopte des mesures sévères pour restreindre l'immigration clandestine, on recensait en Arabie Saoudite des travailleurs égyptiens, palestiniens, tunisiens, marocains, soudanais, yéménites, syriens, somaliens, érythréens, sud-coréens, chinois de Taiwan, indiens, pakistanais, en plus, naturellement, des techniciens et spécialistes provenant des pays occidentaux. Et en additionnant les Palestiniens, les Égyptiens, les Yéménites et les Syriens éparpillés dans le Moyen-Orient on dépasse le chiffre de 5 millions de prolétaires. Compte tenu du fait qu'en général l'émigration familiale est réservée aux seuls techniciens, ce chiffre représente une masse prolétarienne formidable; bien que divisée, dispersée à tous les vents et distraite pour l'instant de la lutte de classe par les quelques miettes qu'elle reçoit, elle est le véritable produit de la révolution opérée par le flot pétrolier dans ces sociétés jusqu'ici engluées dans le passé.

Ce sont des millions de prolétaires qui, ajoutés aux prolétaires de chaque pays, constituent une masse potentiellement explosive, bien plus lourde de conséquences historiques qu'un traité qui sanctionne de nouveaux alignements d'Etats.

Cette version prolétarienne des migrations arabes d'il y a treize siècles n'est pas aussi épique et ne vise pas à des conquêtes aussi glorieuses. Elle se développe en silence et sans se parer de grands noms. Dans les nauséabondes régions pétrolifères, dans les brûlants bidonvilles du désert, dans les chantiers où on meurt comme des esclaves, le capitalisme étend son emprise sur une nouvelle partie du monde, et il est hautement significatif qu'il réunisse un échantillon cosmopolite de la classe ouvrière internationale, son fossoyeur. Là-bas, dans cette région aux gouvernements instables, contenant des installations vitales pour l'impérialisme, regorgeant de dépôts d'armes, pleine de prolétaires et de masses opprimées élevés à l'école de la guerre et de la violence.

C'est ainsi que du Caire à Bassorah et par là à Abadan et Téhéran, d'Alexandrie à Tripoli et au Maghreb, de Qatar à Beyrouth en passant par Damas, d'Aden à Haïfa en passant par Amman et Jérusalem, de Mossoul à Alep, et par là à Adana et Ankara, dans toute cette immense région s'étendent et mûrissent les conditions de la guerre des foules ouvrières entraînant à leur suite les masses prolétarisées des villes et des campagnes; d'une guerre qui ne peut plus être une guerre de race et de nation que de façon marginale, parce qu'elle devient une guerre de classe; la seule guerre qui, en union avec les prolétaires des grandes métropoles, enfin poussés à retrouver la voie de la lutte ouverte, pourra, sous la direction du parti communiste mondial reconstitué, en finir avec la barbarie impérialiste, et enfanter une société humaine et fraternelle, celle du communisme.

Que se ferment donc les robinets des oléoducs! Que les arsenaux se retournent contre l'ennemi commun!

LE VOLCAN DU MOYEN-ORIENT

(«Programme Communiste», N° 80, Juillet 1979)

Le long calvaire de la transformation des paysans palestiniens en prolétaires

La création et le développement de l'Etat d'Israël sont évoqués par les bourgeois comme une de ces épopées idylliques pour lesquelles ils nourrissent un goût particulier. N'y a-t-on pas fait fleurir le désert grâce aux vertus jamais assez vantées du travail, du courage et de la persévérance de ce petit peuple? Ce conte de fées complaisamment répandu cache en réalité le drame de l'expropriation de la population des campagnes. Certes, toutes les zones de la planète, qui ont été ouvertes les unes après les autres à la pénétration du capitalisme, ont connu ce drame; mais en Palestine il a été poussé - progrès oblige! - à un degré de cynisme et de barbarie rarement égalé. Partout, les capitalistes ont tenté de nier purement et simplement l'existence de cette expropriation, afin de préserver la pureté philanthropique de leur oeuvre. En Palestine, ils ont nié jusqu'à l'existence de la population expropriée: *«une terre sans peuple pour un peuple sans terre»!* N'est-ce pas plus simple? *«Dans les annales de l'histoire réelle, disait déjà Marx, c'est la conquête, l'asservissement, la rapine à main armée, le règne de la force brutale, qui l'a toujours emporté [...] A leur dire il n'y eut jamais, l'année courante exceptée, d'autres moyens d'enrichissement que le travail et le droit. En fait, les méthodes de l'accumulation primitive sont tout ce qu'on voudra, hormis matière à idylle»* (1).

Le «paradis» dans le Néguev, la culture florissante des agrumes et des avocats dans les plaines côtières, tout comme le boom industriel (fût-ce à l'échelle d'un tout petit pays) présupposent le dépouillement total des paysans palestiniens. L'histoire de leur expropriation ressemble à celle des paysans anglais dont parlait Marx: elle *«n'est pas matière à conjecture: elle est écrite dans les annales de l'humanité en lettre de sang et de feu indélébiles»* (2).

DU CODE OTTOMAN À LA GRANDE RÉVOLTE DE 1933-1936

Le calvaire de l'accumulation primitive, ou plutôt de sa réédition palestinienne, qui n'est que l'acte le plus éclatant d'un drame qui a frappé l'ensemble de la région, remonte au milieu du siècle dernier. Plus précisément à 1858, avec l'institution du code de la propriété foncière par l'Empire Ottoman; dont la Palestine faisait partie avec d'autres pays du Proche Orient. Cet empire archaïque et suranné ne pouvait rivaliser, ne fût-ce que pour un temps, avec les

puissances modernes de l'Europe, qu'en accentuant son joug sur les masses paysannes. Le but de ce code était de rendre individuelle une propriété du sol jusque-là collective ou tribale. Les impôts, au lieu d'être payés collectivement devaient désormais être individualisés, engageant ainsi la responsabilité personnelle en cas de non-paiement et affaiblissant par-là même la résistance à l'alourdissement de la charge fiscale par l'Etat.

Les paysans jouissant du fruit de la terre et de son usage, selon les règles de l'organisation villageoise ou tribale, réagirent au code de façons diverses. Certains refusèrent tout bonnement d'appliquer la loi et ne procédèrent jamais à l'inscription des terres. Ce sont ceux-là qui, lors de la création de l'état d'Israël en 1948, furent expulsés de leurs terres sous prétexte qu'ils n'avaient aucun titre de propriété. D'autres ne déclarèrent à l'Etat que le tiers cultivé annuellement, en laissant de côté les deux tiers en jachère. D'autres encore firent enregistrer une superficie inférieure à la partie cultivée, sachant bien que le contrôle effectif de l'Etat ottoman ne pouvait atteindre tout le monde. De nombreux villages enfin firent enregistrer l'ensemble de leurs terres au nom des notables, qui payaient moins d'impôts ou en étaient dispensés. Ils jouaient ainsi sur l'usage de l'empire, qui, handicapé par son éloignement, devait acheter les notables pour éviter qu'ils soient tentés de prendre la tête des révoltes paysannes contre le pouvoir central.

L'application du code mena donc au renforcement du rôle des notables: devenus propriétaires au départ «pour rendre service», il arriva inévitablement un jour où leurs héritiers cherchèrent à tirer profit de ce titre dont personne n'avait voulu. De son côté, l'Etat se mit à user de la règle du code en vertu de laquelle les terres sans propriétaires (en fait les terres en jachère ou non déclarées) étaient considérées comme propriété d'empire (terres *miri*), et il commença à vendre, en vertu de ce droit de propriété, les terres de vastes domaines à des commerçants libanais, syriens, égyptiens et iraniens. Ces derniers tentèrent, avec plus ou moins de succès selon le degré de résistance des paysans, de prendre effectivement possession des sols; ceux qui n'y arrivèrent pas conservèrent leurs titres, qu'ils devaient concéder à des prix fort intéressants, quelques années plus tard, aux organisations sionistes.

Le résultat de ce processus fut une concentration accrue de la propriété foncière, bien que les structures économi-

ques n'aient pas encore connu de profond bouleversement, étant donné que les paysans conservaient en général la possession effective du sol, même s'ils n'en avaient plus qu'en partie la propriété juridique. Tel était le tableau à la veille de la première guerre mondiale, au terme de laquelle la Sublime Porte dut céder la place à la Grande-Bretagne. L'intérêt que cette dernière accordait à la Palestine s'explique par sa position stratégique proche du canal de Suez, et par le souci de prévenir l'éclosion d'un large mouvement national anti-impérialiste par l'introduction d'un Etat à sa botte coupant cette zone où s'éveillait le sentiment national unitaire; le jeu de l'impérialisme britannique s'est conjugué avec les intérêts du capital sioniste pour aboutir à un projet commun consistant à créer cet Etat, à la fois gendarme local et entreprise coloniale.

Si le capital sioniste tenta d'installer des colonies en Palestine avant l'effondrement de l'Empire Ottoman, c'est sous le mandat britannique qu'il put réaliser son plan à grande échelle, grâce au concours en particulier de la Fondation Rothschild (3), mais en bouleversant cette fois de fond en comble les rapports de production. L'achat des terres par la J.C.A. (Jewish Colonization Association), constituée à cette fin, ne pouvait naturellement signifier que l'éviction des métayers et cultivateurs palestiniens. En effet, si les titres de propriété étaient détenus par les grands propriétaires absents, qui en cédèrent sans difficulté l'écrasante majorité dès les premières années (voir les chiffres du tableau 1), la terre sur laquelle portaient ces titres étaient l'élément indispensable à l'existence de paysans palestiniens.

Période d'achat	% des terres achetées à des propriétaires absents	% des terres cédées par des grands propriétaires résidents	pourcentage des terres cédées par des fellahs
1920-1922	75,4	20,8	3,8
1923-1927	86,0	12,4	1,6
1928-1932	45,5	36,2	18,3
1933-1936	14,9	62,7	22,5

Sources: A. Granott, *«The Land System in Palestine»*, London 1952, cité par N. Weinstock, *«le sionisme contre Israël»*, Maspéro, 1969, p. 152.

Le fellah dépossédé devint alors ouvrier agricole sur sa propre terre. La situation d'exploitation féroce de la main-d'oeuvre locale par le capital sioniste au début du siècle s'aggrava encore avec le principe du «travail juif», utilisé pour préserver le projet d'implantation colonialiste, et en vertu duquel l'immigré chassa le fellah de son travail, les fonds sionistes se chargeant de financer la différence de salaire pour permettre l'emploi de main-d'oeuvre européenne. Cette situation ne pouvait se prolonger sans heurts violents, car il n'était laissé aux paysans expulsés d'autre possibilité que de crever en regardant les colons s'installer à leur place. C'est la raison des révoltes sociales quasi permanentes de 1921, 1925, 1929, 1933, 1936, etc.

En 1921, trois ans après l'arrivée des Anglais, la situation était telle qu'un véritable soulèvement éclata dans tout le pays. Les régions les plus touchées furent Safad dans le

Nord, Hebron et Jérusalem dans le centre. La colère paysanne se dirigea essentiellement contre les sionistes, dont les colonies furent durement attaquées. L'armée anglaise se chargea de ramener le «calme et la paix»: elle a toujours manifesté un faible pour ce genre de mission. Il lui fallut, pour de nobles motifs, évidemment, réprimer la «minorité» d'irresponsables: exécutions sommaires, pendaisons, etc. Ces révoltes ont culminé avec celle de 1936, qui dura trois ans et s'accompagna d'une magnifique grève générale urbaine de six mois. La force de cette révolte n'était plus la paysannerie ou la bourgeoisie, mais déjà un prolétariat agricole dépossédé de ses moyens de travail et de subsistance et l'embryon d'une classe ouvrière essentiellement concentrée dans les ports et à la raffinerie de pétrole de Haïfa. Il est d'ailleurs à signaler que ce mouvement a pris d'abord dans les villes pour gagner ensuite rapidement les campagnes où une guérilla s'organisait, s'en prenant aux propriétaires fonciers palestiniens aussi bien qu'aux colonisateurs anglais et sionistes. Nombreux furent en effet les propriétaires fonciers visés par les révolutionnaires palestiniens pour avoir vendu la terre aux sionistes: pour les paysans dépossédés il était clair que c'était de leur misère que s'enrichissaient les spéculateurs fonciers.

La contre-révolution stalinienne et l'absence en Europe d'un mouvement révolutionnaire prolétarien susceptible de venir en aide à la révolte palestinienne, laissa cette dernière seule face à la machine de guerre de l'impérialisme britannique. Celui-ci a néanmoins été amené à conjuguer la terreur des armes avec les promesses d'indépendance et autres manoeuvres semblables pour en venir à bout. Il a même dû appeler au secours les féodaux arabes et les roitelets de la région à sa solde. Ces derniers ont «fraternellement» appelé les Palestiniens à faire taire les armes et à faire confiance aux bonnes intentions du gouvernement de Sa Majesté. Et pour les aider à mieux entendre cet appel, les frontières de la Transjordanie (où régnait le grand-père de l'actuel boucher d'Amman, le prince Abdallah, abattu en 1952 par un Palestinien) furent fermées aux maquisards qui tentèrent de s'y réfugier ou de s'y procurer armes et provisions, ainsi qu'aux volontaires de la région tentés de rejoindre les insurgés. C'est de cette époque que datent les lois sur la responsabilité collective des villages et districts arabes, ces délices terroristes que le semi-barbare despotisme oriental a laissé en héritage à la civilisation du capitalisme occidental. Aux termes de ces lois, les villageois sont contraints d'héberger les détachements de la police en opération punitive, et la population est considérée comme responsable des opérations menées par quiconque dans la région; celle-ci est donc placée sous la loi martiale et bénéficie du droit à la destruction des habitations où les «rebelle» se sont réfugiés, et des internements administratifs pour l'exemple. C'est ainsi qu'à la suite d'une opération qui coupa une ligne téléphonique en Galilée, trois villages furent assiégés par l'armée britannique. Tous les hommes furent alignés. On compta: ceux qui eurent le malheur de tomber sur le nombre 10, 20, 30, etc., furent fusillés devant tous les villageois.

C'est par de telles méthodes que l'Angleterre chrétienne et démocratique entendait en finir avec la révolte des paysans sans terre, sans pain et sans travail. 30.000 soldats furent chargés de contrôler une population qui n'excédait pas 800.000 habitants! Tous les dirigeants de grève furent emprisonnés. L'aide apportée aux colonisateurs par les notables féodaux et religieux qui se mirent à la direction du mouvement fut décisive: en liaison avec le prince Abdallah de sinistre mémoire, ils ne cessèrent de poignarder la lutte

dans le dos en participant avec les Anglais à la recherche d'«un dénouement» à la situation. Les Britanniques lancèrent une grande offensive pendant laquelle les villages insurgés furent bombardés (les Israéliens suivent aujourd'hui le bon exemple) et qui se solda par le bilan suivant: 5.000 Palestiniens tués et 2.500 emprisonnés (4).

L'élan héroïque des ouvriers et des paysans palestiniens de ces années-là fut brisé. Le terrible isolement dans lequel la situation internationale les cantonnait empêcha tout élargissement de l'horizon, qui aurait permis à cette révolte de confluer avec la lutte de toutes les masses exploitées de la région contre le joug colonial et les anciennes classes. Elle fut également paralysée par le poids de l'arriération sociale dans laquelle végétait le pays, et qui s'est traduit dans la direction mi-féodale mi-religieuse du mouvement.

Si la classe ouvrière n'a pu jouer un rôle plus important, c'est aussi parce que le parti qui prétendait la représenter, le Parti Communiste Palestinien, était guidé par une orientation complètement fautive, d'ailleurs accentuée par une Internationale qui n'avait plus de communiste que le nom. Au lieu de se démarquer par rapport à une direction religieuse et réactionnaire, le PCP, dans lequel militait une majorité d'ouvriers juifs antisionistes mais également une minorité d'ouvriers arabes, fut contraint par l'Internationale stalinisée de soutenir le mufti de Palestine, Hadj Amin Husseini, une espèce de Khomeyni avant la lettre, si ce n'est pire encore. Une telle attitude désorienta complètement les prolétaires et favorisa des deux côtés le développement des tendances nationalistes. Les ouvriers arabes, trouvant que leur parti soutenait l'aile la plus réactionnaire du mouvement, le quittèrent pour des organisations nationalistes moins modérées; de leur côté, les ouvriers juifs ne pouvaient soutenir une telle position sans se trouver totalement désarmés par rapport à la propagande fallacieusement «antiféodale» du sionisme. Ici comme ailleurs, la contre-révolution stalinienne a complètement détruit le parti de classe, avec d'autant plus de facilité en Palestine que le prolétariat y était encore embryonnaire et surtout terriblement divisé par la situation coloniale.

La révolte de 1936-1939, aussi courageuse qu'elle fût, finit donc par un fiasco complet. Malgré le recul momentané de la Grande-Bretagne qui fut obligée de limiter l'immigration juive pendant quelques années, le mouvement sioniste ne cessa de se renforcer. Le mouvement palestinien sombra même dans une amertume et une déception telles que l'on peut sans doute affirmer que l'issue douloureuse de la guerre de 1948 était déjà en partie jouée en 1936.

LA NAISSANCE D'ISRAËL ET LA GUERRE D'EXPROPRIATION

A la fin de la seconde guerre mondiale, le vieil empire anglais commença à céder la place au colosse impérialiste américain. Le mouvement sioniste s'en trouvait d'autant mieux que la présence anglaise lui était devenue inopportune, voire insupportable, poussant même plusieurs groupes sionistes pressés d'établir leur Etat dans un mouvement terroriste anti-anglais où Begin fit d'ailleurs ses premières armes. La Grande-Bretagne n'aspirait plus qu'à dégager sa responsabilité de la Palestine, et elle confia le gâteau à l'ONU, cette nouvelle «caverne de brigands» bâtie sur les cendres de la défunte société des Nations.

Les préparatifs de la constitution d'un Etat juif menèrent en 1947 à la guerre israélo-arabe. Pendant que les délégués des vertueuses nations bourgeoises bavardaient dans les

salons somptueux de l'ONU pour savoir si un Arabe et un Juif étaient capables de vivre ensemble sans s'entr'égorguer (avec ces Orientaux, mon cher, on ne sait jamais...), ou s'il valait mieux les séparer par des barbelés, l'Etat d'Israël fut créé le 14 mai 1948. Cela provoqua la course entre Truman et Staline pour savoir qui le reconnaîtrait le premier, mais surtout cela ouvrit en grand la chasse aux Palestiniens.

L'histoire n'avait encore donné là qu'un avant-goût de la barbarie capitaliste. Vider le pays du maximum de ses paysans ruinés était désormais l'objectif avoué. Il s'agissait de la réédition en grand du calvaire des paysans écossais décrit par Marx: «... *Aux yeux des land lords* [dans notre cas, des sionistes] *c'est un principe fixe, une nécessité agronomique que de purger le sol de ses indigènes comme l'on extirpe arbres et broussailles dans les contrées sauvages de l'Amérique ou de l'Australie, et l'opération va son train tout tranquillement et régulièrement*» (5).

Pour des raisons tant internationales que locales, Israël n'a pu alors occuper la totalité de la Palestine. En effet, le processus d'expropriation était moins avancé dans certaines zones que dans d'autres: c'est ainsi que le centre, plus montagneux, intéressait moins les sionistes; de plus, dans le cadre d'un partage prôné par l'ONU, l'Etat d'Israël ne devait se constituer que sur une partie de la Palestine. La partie occupée fut en fait plus grande que celle prévue par le plan de partage, mais la Cisjordanie et la bande de Gaza échappèrent momentanément à la conquête sioniste, la première pour échoir au prince Abdallah, qui fut par la même occasion promu roi de Jordanie par les Anglais, la seconde revenant à l'Egypte. Près d'un million de paysans et d'ouvriers palestiniens furent chassés de leurs foyers. Cette fois, la bourgeoisie se moqua bien du sacro-saint droit de propriété, de la légalité et autres attrape-nigauds. C'est la force brutale, la terreur, le massacre et l'extermination qui furent érigées en loi suprême afin de servir de base à toute la légalité ultérieure.

Inutile de décrire les conditions misérables dans lesquelles les masses palestiniennes furent parquées; elles n'avaient rien à envier aux camps de concentration d'où sortaient à peine ces centaines de milliers de Juifs, poussés là par l'impérialisme qui leur faisait miroiter l'Eden retrouvé. Toujours est-il que ce million de déracinés, de chômeurs forcés, devait rompre à tout jamais le fragile équilibre régional, et devait devenir l'épicentre des révoltes sociales au Moyen-Orient.

Malgré l'acharnement des autorités israéliennes à expulser le plus grand nombre possible de Palestiniens - ce qu'elles réussirent en grande partie - une minorité parvint à rester sur place: 170.000 environ en 1948, devenus aujourd'hui plus de 500.000, qui vivent à l'intérieur de l'Etat d'Israël. Cette population a dû supporter une oppression inouïe, qui ne trouve peut-être son égale que dans les sociétés coloniales d'Afrique. Les populations palestiniennes durent passer sous les fourches caudines d'un régime militaire extraordinairement féroce, qui n'a d'ailleurs d'autre base «légitime» que les fameuses ordonnances britanniques de la période du mandat, parmi lesquelles il faut noter les *Emergency Defense Regulations* promulguées en 1945 pour lutter contre les mouvements de résistance juifs à l'occupation anglaise.

Voici deux témoins à charge. Pour le premier, «*la question est la suivante: serons-nous tous soumis à la terreur officielle ou y aura-t-il de la liberté pour l'individu? Aucun citoyen n'est à l'abri d'un emprisonnement à vie sans procès [...], le recours en appel est aboli [...], les pouvoirs de l'administration d'exiler n'importe qui n'im-*

porte quand sont illimités [...]. Il n'est pas nécessaire de commettre une quelconque infraction, une décision prise dans quelque bureau suffit». Pour le second: «l'ordre établi par cette législation est sans précédent dans les pays civilisés. Même en Allemagne nazie il n'existait pas de pareilles lois». Ces déclarations ont été faites dans un meeting de juristes tenu à Tel-Aviv le 7 février 1946 pour protester contre la répression... coloniale anglaise, la première par Bernard (Dov) Joseph, futur ministre de la Justice d'Israël, la seconde par J. Shapira, qui deviendra procureur général de la république israélienne (6). Il n'a pas fallu deux ans pour que cette barbarie «nazie» soit utilisée par les sionistes contre les Palestiniens.

Mais cette législation barbare ne pouvait suffire à la voracité colonisatrice d'Israël, ce rejeton monstrueux de l'accouplement du sionisme et du capitalisme occidental. Il fallut encore perfectionner l'arsenal terroriste des *Defense Regulations*, ce qui fut fait avec les lois successives qui, sous couvert de l'état de guerre, visaient à légaliser les spoliations.

Un des chefs-d'oeuvre de cette législation fut la «loi sur la propriété des absents». Au terme de ce texte fut défini comme absent «toute personne qui dans la période entre le 19 novembre 1947 et le 19 mai 1948 était propriétaire d'une parcelle de terre située en Israël et qui à cette période était soit: - citoyen du Liban, de l'Égypte, de l'Arabie Saoudite, de la Jordanie, de l'Irak ou du Yémen; - dans ces pays ou n'importe où en Palestine à l'extérieur d'Israël; - citoyen palestinien qui a quitté son lieu de résidence en Palestine pour s'installer dans une région tenue par des forces qui ont lutté contre l'établissement de l'Etat d'Israël» (7). Cette période correspond aux importants déplacements de personnes qui avaient fui les zones des affrontements les plus chauds. Combien de paysans, considérés comme absents alors qu'ils s'étaient seulement «déplacés» de quelques centaines de mètres, ont vu leurs terres confisquées? Une autre vertu de cette loi fut d'accaparer les terres et biens du clergé (plus de 6 %): Dieu lui-même était absent!

Autre monument du droit: la fameuse «loi d'urgence». Elle permet de déclarer certaines régions «zones closes»: une autorisation écrite du gouvernement militaire est alors nécessaire pour y accéder. Selon une autre disposition, si tel village est déclaré «zone de sécurité», les habitants n'ont plus le droit d'y habiter. Plus de douze villages de Galilée ont dû pour cette raison être abandonnés: telle est la loi! D'autres règles de même nature ont été promulguées: ainsi l'une d'elles autorise à déclarer certaines régions «zones de sécurité temporaire», ce qui a pour effet d'empêcher les paysans de cultiver leurs terres, tandis qu'une autre autorise l'Etat à confisquer les terres non cultivées «pendant un certain temps». Rien n'échappe à la loi...

L'Etat se devait de compléter cette magnifique construction juridique par les «Ordonnances sur l'état d'urgence» de 1949, qui viennent compléter les «lois d'urgence» anglaises de 1945; elles donnent tout pouvoir à l'autorité militaire pour les besoins de la «sécurité publique», de perquisitionner et de fouiller habitations et véhicules, émettre des mandats d'arrêt, tenter des procès sommaires à huis clos et sans appel, limiter la circulation des personnes, assigner à résidence, déporter hors des frontières. Par exemple, l'article 119 autorise la confiscation des terres, tandis que l'article 109 permet à l'armée d'interdire à toute personne de se trouver dans les lieux qu'elle désigne, et de dicter des restrictions relatives aux fréquentations et à l'exercice d'un emploi. On touche ici à l'explication d'un

des secrets de la démocratie: cette dernière peut se payer le luxe de couvrir la violence ouverte liée à l'oppression de classe - ici doublée d'oppression raciale et nationale - du voile hypocrite du droit (8).

Voilà donc par quels moyens le sionisme a nettoyé pour le compte du capital la terre de ses habitants. On peut dire qu'aujourd'hui l'expropriation des paysans palestiniens est presque terminée dans les territoires accaparés en 1948 (9). La pénurie de terrains s'étend même aux villes et aux villages où la population s'entasse et dans lesquels les terrains où on est autorisé à construire sont extrêmement limités.

Qu'est devenue cette population encore essentiellement paysanne en 1948 et restée en Israël? Le tableau 2 le montre.

En %	1954	1966	1972
Agriculture	59,9	39,1	19,1
Industrie	8,2	14,9	12,5
Construction, travaux publics	8,4	19,6	26,6
Autres secteurs	23,5	26,4	41,8
	100	100	100

Source: «Annuaire statistique d'Israël», 1955 à 1973

Il n'est pas indifférent de noter que dans le secteur industriel la quasi-totalité des Arabes sont salariés. Sur la population active agricole, 58 % sont des prolétaires, ce qui signifie que moins de 10 % des Arabes israéliens sont encore liés à la terre en 1972. Quant aux services, ils englobent une forte majorité de salariés, au point qu'en 1970 déjà les ouvriers et assimilés représentaient 72,6 % de la population active arabe (10). La nouvelle génération des Palestiniens vivant en Israël est donc essentiellement ouvrière, bien que continuant à habiter en milieu rural (74 % de la population en 1967). Le village qui continue à les abriter ne peut plus constituer qu'un ghetto dans lequel l'Etat d'Israël s'efforce de les enfermer. Ces ouvriers surexploités, sous-payés (dans certains cas le rapport est du simple au double pour un même travail), sont astreints à faire des heures de trajets en autocars pleins à craquer pour aller à leur lieu de travail et en revenir.

Ces prolétaires ont subi un calvaire fait de misère, de guerres, d'humiliations et de massacres dont ils gardent le souvenir gravé dans leur mémoire (11). Le régime d'urgence a bien été supprimé en 1966, mais cela ne pouvait signifier la suppression des lois qui le caractérisent. Les prérogatives du pouvoir militaire ont seulement été transférées aux différents appareils de l'administration civile, et en particulier, à la police... En réalité, «quels que soient les droits et libertés reconnus par la loi ou par la coutume aux habitants d'Israël, des considérations de sécurité sont toujours susceptibles de les remettre en cause sans qu'il soit dérogé formellement à la légalité» (12).

Les quelques paysans qui subsistaient ont été tout récemment encore victimes de cette possibilité de rétablir pour un oui ou pour un non la législation terroriste. Ainsi en 1976, on a arraché, sous couleur d'«opération de remembrement», 10.000 ha à la population arabe; cette attaque du maigre réduit qui lui restait a provoqué des manifestations

de masse, des grèves et des affrontements avec la police et l'armée. Cette dernière décréta le couvre-feu et envahit de nombreux villages; six Arabes furent tués et plusieurs dizaines blessés. L'épisode fut baptisé «journee de la terre». Surtout, cette législation est aujourd'hui utilisée contre toute contestation vis-à-vis de l'Etat. Et qui doit «contester» le plus si ce n'est la classe ouvrière?

En contact depuis 1967 avec la nouvelle vague d'ouvriers palestiniens vivant à leur tour sous régime d'occupation à Gaza et en Cisjordanie, elle s'éveille à la lutte d'autant plus hardiment qu'elle a trop longtemps contenu sa colère (13).

NOUVELLE CURÉE EXPROPRIATRICE AVEC LA GUERRE DE 1967

La Palestine tout entière est un pays minuscule: 27.000 km², soit la taille de la Belgique. Le tiers est désertique, la culture y est très difficile et surtout très coûteuse. Israël en a occupé en 1948 près de 21.000 km². Il est évident qu'un cadre aussi exigu ne peut satisfaire l'appétit d'un capital sioniste plein d'ambition. Dans un tel contexte, l'expansion est une nécessité, l'expansionnisme une religion d'Etat.

C'est ainsi qu'Israël s'est emparé en 1967 de la Cisjordanie et de Gaza, et que le phénomène de 1948 s'est répété. La bande de Gaza était habitée en 1967 par 450.000 Palestiniens dont plus des deux tiers (316.775 en janvier 1967) étaient des réfugiés venant de la plaine fertile de Jaffa d'où ils furent chassés en 1948. Plus de 100.000 habitants de Gaza, dont beaucoup prenaient le chemin de l'exode pour la deuxième fois, furent contraints de se réfugier dans les pays voisins. La Cisjordanie, qui était peuplée d'environ 850.000 personnes en 1967, c'est-à-dire avant l'occupation, n'en comptait plus que 650.000 trois ans plus tard, ce qui signifie que plus de 200.000 Palestiniens ont dû tout abandonner dans cette région pour aller s'installer dans les camps de misère appelés «camps de réfugiés». Ainsi, plus de 300.000 personnes ont été astreintes, pour une raison ou pour une autre, à quitter leurs foyers, et par conséquent ont été frappées d'interdiction de retour en vertu de la législation israélienne, si bien adaptée au nettoyage par le vide.

La fameuse loi sur les absents a fonctionné à fond: 33.000 hectares sont tombés sous sa coupe. 16 % de la totalité des terres appartenant à l'Etat ou aux collectivités sont automatiquement passés à l'occupant. Israël a réquisitionné aussi plus de 10.000 maisons appartenant à des «absents» transformés en réfugiés dans les camps. Mais ce procédé est somme toute habituel. D'autres, plus raffinés, ont été imaginés: c'est ainsi qu'au village d'Akraba en Cisjordanie, les sionistes ont détruit les cultures en les arrosant de produits chimiques. Est-il besoin d'ajouter que l'Etat a ressorti tout son arsenal terroriste déjà si bien éprouvé? Il y a eu des milliers d'expulsions, selon les déclarations devant la Knesset de l'ancien ministre de la Défense, Shimon Pérès en personne; 23.000 Palestiniens ont été fait prisonniers au cours des années 1967-73; 16.312 maisons ont été détruites entre 1967 et 1971 en vertu du principe hautement biblique de la responsabilité collective. Plusieurs villages ont été purement et simplement rayés de la carte comme par exemple Latroun, Amwas, Yllo, Beit Nouba et bien d'autres.

Sur les terres confisquées par ces procédés de gangstérisme organisé par l'Etat, la colonisation a pu commencer dès octobre 1967. En 1971, on comptait déjà 52 colonies dans les territoires récemment occupés (14). Depuis, les nouvelles installations et les nouveaux projets n'ont cessé et l'actualité en apporte une moisson périodique (15).

Il est presque inutile d'ajouter que la population arabe est privée, plus encore qu'en Israël, de toute possibilité d'expression, d'association syndicale et politique indépendante. Le moindre soupçon d'appartenance à une organisation subversive s'est déjà traduit pour des milliers de Palestiniens par un total de plusieurs siècles d'hospitalité ô combien agréable, dans les geôles sionistes.

Sur une population totale estimée en Cisjordanie et à Gaza à près d'un million d'habitants en 1970, et sans doute davantage aujourd'hui malgré les flux massifs d'émigration vers les pays pétroliers, vraisemblablement plus de 100.000 Palestiniens vont travailler chaque jour en Israël. En 1973, un travailleur sur trois et un salarié sur deux habitant ces zones passait quotidiennement la frontière. La proportion est indiscutablement plus élevée aujourd'hui, si l'on considère que le processus de prolétarianisation se poursuit dans les zones occupées tandis que l'emploi local y stagne, s'il ne diminue pas.

Ces prolétaires sont soumis à l'exploitation la plus bestiale rendue possible par l'impossibilité d'habiter Israël, les autorisations de travail et de circulation auxquels ils sont soumis, l'absence de tous droits en Israël et l'état d'urgence militaire dans les territoires occupés.

Ainsi, l'ouvrier palestinien de Cisjordanie et de Gaza qui travaille déjà dans les secteurs les plus mal rémunérés (52 % travaillaient en 1973 dans le bâtiment et 19 % dans l'agriculture), perçoit un salaire égal à la moitié de celui que touche l'ouvrier israélien (et ce sans tenir compte de la différence entre l'Israélien juif et l'Israélien arabe qui est déjà substantielle), comme le montre le tableau 3.

TABLEAU 3
Salaire journalier moyen des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza (P) comparé à celui des Israéliens (I)

An- nées	Moyenne générale		Agriculture		Industrie		Bâtiment	
	P	I	P	I	P	I	P	I
1972	17,2	34,4	15,4	22,2	15,6	33,1	19,1	31,1
1973	22,9	42,8	20,6	25,7	21,6	40,7	25,1	38,1

Source: Jamil Hilal, «Les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza», *Khamsin* n° 2, 1975, p.51. Israéliens: Juifs et Arabes confondus.

Cette discrimination est aggravée par le vol ouvert pratiqué par l'Etat israélien: l'ouvrier palestinien se voit en effet déduire environ 40 % de son salaire sous forme de cotisations diverses, soit un taux bien supérieur à toutes les taxations auxquels on soumet le travailleur israélien, qui reçoit, lui, certains «avantages» en retour, tels la sécurité sociale, l'indemnité chômage, les congés payés, la retraite, etc., tandis que l'ouvrier palestinien des territoires occupés n'y a pas droit. C'est un véritable tribut que l'ouvrier est obligé de verser à l'Etat, alors qu'il travaille dans des conditions d'insécurité totales.

Les journaux arabes nationalistes peuvent bien remplir leurs colonnes de cris désapprouvateurs à l'encontre d'Israël: «ils nous volent nos ouvriers», les ouvriers palestiniens supportent la double exploitation et la double oppression existant en Israël, pour la raison que le salaire payé par le patron arabe est encore plus catastrophique et permet encore moins de subsister. Il est en effet impossible à une bourgeoisie palestinienne invertébrée de rivaliser avec le

capital sioniste. Dans le meilleur des cas elle peut être son lieutenant, même si c'est en maugréant. C'est ainsi que le capital israélien, s'apercevant du moindre coût de la force de travail à Gaza et en Cisjordanie, conclut de nombreux contrats de sous-traitance. Les deux bourgeoisies y trouvent leur beurre. La bourgeoisie israélienne profite des salaires inférieurs que les patrons palestiniens réussissent à imposer aux ouvriers et fait taire par la même occasion les faibles velléités contestataires de la bourgeoisie palestinienne; tandis que la bonne marche des affaires permet à cette dernière de «prosperer» et de continuer à exploiter toujours davantage.

Si la guerre de 1948 avait trouvé la lutte palestinienne encore sous le choc de la défaite de la révolte de 1936-39, si bien que la résistance fut faible, le déclenchement de la guerre des six jours par Israël et la colère provoquée par la pusillanimité des régimes arabes entraîna la révolte massive des populations palestiniennes et son armement que le Fatah en premier lieu s'est chargé de contenir dans un programme ménageant les Etats arabes en place. La vague fut suffisamment forte pour permettre une certaine radicalisation, qui se traduisit par la création d'organisations parlant un langage plus «ouvrier», et surtout par la fusion des intérêts des masses palestino-jordaniennes d'une part, et palestino-libanaises d'autre part.

L'objet de cet article n'est pas de faire l'histoire de cette vague révolutionnaire, une fois de plus hélas privée de l'appui du prolétariat des grands centres impérialistes, combattue de plus ouvertement par tous les Etats arabes, livrée par l'orientation même et les principes des différents partis qui la dirigeaient à ses bourreaux successifs, pour en arriver à l'aplatissement de tous devant l'ordre établi, international et local. L'important est de voir que les prochaines explosions révolutionnaires se produiront dans des conditions sociales - et politiques, nous l'escomptons également - déjà différentes de celles de 1948, et même de 1967.

LE CAPITAL ENGENDRE SES PROPRES FOSSOYEURS

Le bilan social de la sanguinaire accumulation primitive de capital dont la Palestine a été le théâtre est en effet le suivant. La totalité de la population palestinienne réfugiée et par conséquent non soumise à la domination d'Israël, soit 2,3 millions de personnes (60 % des Palestiniens), est naturellement complètement déliée de la terre. Sur cette masse de réfugiés, 40 % seulement de la population en âge de travailler a un emploi, et la grande majorité des actifs est salariée (en 1970: 73,2 % des Palestiniens actifs au Liban, 79,3 % en Syrie, 89,6 % au Koweït) et une grande partie constituée d'ouvriers. On a donc une population fortement prolétarisée (16).

Parmi le million et demi de Palestiniens (soit 40 %) vivant sous la botte sioniste, seule une minorité possède encore la terre: le nombre d'employeurs et de travailleurs indépendants dans le secteur agricole est passé de 37.000 en 1969 à 26.100 en 1973 en Cisjordanie et de 6.200 en 1970 à 4.600 en 1973 à Gaza. Ces chiffres ont encore chuté ces dernières années (17). Le processus d'expropriation se poursuit, pouvant encore par conséquent provoquer des émeutes et des révoltes agraires, surtout en période de crise économique, étant donné que dans toute la région la population ouvrière arabe est faiblement urbanisée et vit encore dans les villages devenus des dortoirs (18).

En Cisjordanie, les ouvriers formaient en 1973 47,5 %

de la population palestinienne active, 55,6 % à Gaza. En Israël, la proportion doit être la même, puisque 72,6 % des Arabes sont salariés. Mais tous ces prolétaires palestiniens sont plus souvent ouvriers agricoles et ouvriers des bâtiments qu'ouvriers d'industrie.

Malgré les protestations hypocrites et les justifications fallacieuses des bourgeoisies israélienne et impérialistes d'Europe et d'Amérique, on imagine sans difficulté le degré d'oppression qu'ont à subir les quelque 500.000 Palestiniens habitant dans un Etat où existe déjà une discrimination sociale importante entre Juifs d'origine occidentale et orientale, où la nationalité repose sur la «nationalité juive» elle-même fondée sur *la religion*, un Etat qui est de plus en guerre permanente avec les Etats arabes voisins. Mais ces Palestiniens-là, que l'Etat différencie encore selon leur religion en chrétiens, druses ou musulmans, bénéficient au moins *théoriquement* des «droits économiques et sociaux» au même titre que les Juifs d'Israël. Quant aux Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, leur sort est plus effroyable encore, puisqu'ils sont carrément en situation d'état de siège ouvert (19).

Les larges masses palestiniennes, grâce au travail desquelles fleurissent aujourd'hui les vergers d'Israël et tournent dans une proportion croissante les usines de Tel-Aviv et de Naplouse, ne peuvent plus désormais vivre et se défendre sans combattre le capitalisme, *mais sur le terrain façonné par lui*. Leur lutte se heurte immédiatement à la discrimination politique et raciale liée au *privilège juif*, bref à la nature coloniale de l'Etat d'Israël, qui utilise de plus en plus contre les luttes ouvrières les lois mêmes qu'il a utilisées hier, et continue à utiliser aujourd'hui dans les territoires occupés pour transformer les paysans en prolétaires. Pour les prolétaires modernes, ces discriminations et cet asservissement fondés sur la race et la religion sont encore plus insupportables que dans toute autre société, et démultiplient l'immense potentiel de révolte sociale nourrie par l'exploitation capitaliste et l'oppression politique qui en dérive.

Sous la démocratie esclavagiste d'Israël s'accumulent lentement les matières incandescentes d'une éruption bien plus puissante encore que celles qu'ont suscitées jusqu'ici les grandes vagues de l'expropriation des paysans palestiniens. Il s'agit de la lutte prolétarienne, que les ouvriers palestiniens de l'émigration contribueront à étendre à toute la région, et qui saura, en liaison avec la classe ouvrière des grandes métropoles impérialistes, briser le front social de la solidarité juive en Israël, entraîner dans son cours impétueux les prolétaires juifs, et prendre la tête des masses paysannes pauvres en révolte dans la lutte à mort contre l'ordre capitaliste établi local et international, qui ne sera définitivement brisé qu'avec le succès de la révolution communiste mondiale.

(1) Marx, *Le Capital*, Livre I, ch. XXVI: «Le secret de l'accumulation primitive», Ed. Sociales, tome III, p. 154.

(2) *Ibid.*, p. 155.

(3) Voir notamment Lorand Gaspard, *Histoire de la Palestine*, Maspéro, 1978, p. 140.

(4) Voir notamment Nathan Weinstock, *Le sionisme contre Israël*, Maspéro, 1969, pp. 179-180.

(5) Somers, cité par Marx, *op. cit.*, p. 172.

(6) Nathan Weinstock, *op. cit.*, p. 392.

(7) *Sefer Ha-Khukkim* (Legislation principale), 37, 1950, p. 86.

(8) Pour un aperçu complet de cette législation israélienne, nous renvoyons le lecteur aux ouvrages suivants: Nathan Weinstock, *op. cit.*, pp. 374-399, Lorand Gaspard, *op. cit.*, pp. 187-189 et Sabri Geris, *Les arabes en Israël*, Maspéro, 1969, pp. 95 à 116, ou encore *Problèmes économiques et sociaux*, n° 199 du 2 novembre 1973.

(9) Sur les 475 villages arabes que comptait la Palestine occupée par Israël en 1948, il n'en reste aujourd'hui que 90. Les 385 autres ont été rayés de la carte à la dynamite et au bulldozer.

(10) Voir dans la revue *Khamsin*, n° 2, 1975, les articles de Lazare Rozensztroch, «Sur les Arabes en Israël», p. 79, et de Jacqueline Farhoud Iraissaty, «La dispersion palestinienne», pp. 41 et 54.

(11) Le 29 octobre 1956, les soldats israéliens entrèrent dans le village de Kfar Kassem pour décréter le couvre-feu. Ils annoncèrent aux villageois que tous ceux qui se trouveraient encore hors de leurs maisons une demi-heure plus tard seraient exécutés. De nombreux villageois travaillant encore à cette heure-là dans les champs et dans les chantiers israéliens à l'extérieur du village, il était impossible de les prévenir. A leur retour les soldats israéliens les ont arrêtés, alignés et fusillés. 47 villageois furent ainsi assassinés. L'Etat d'Israël ouvrit une enquête et prononça des peines contre les responsables. C'est ainsi que le second en grade des officiers reconnu pour responsable du massacre fut nommé en 1960 «responsable des affaires arabes» dans la région de Ramleh, dans le voisinage de Kfar Kassem...

(12) C'est ainsi que *Problèmes politiques et sociaux*, n° 199 résume le sens des commentaires de Sabri Geris dans son livre cité plus haut.

(13) «On émet par douzaines des ordres de résidence forcées, d'arrêt à domicile, d'expulsion ou de détention administrative, mais ces mesures ne touchent que des Arabes [...]. La même discrimination est perceptible dans l'attitude des autorités en ce qui concerne la liberté de la presse et la liberté d'association. Jusqu'à présent elles n'ont suspendu aucun journal hébreu ni interdit aucun groupement politique juif, si extrémiste qu'ils soient et si éloignés qu'ils soient aussi de l'attitude officielle du régime. En revanche, aucun journal arabe ne peut être publié en Israël à moins que les autorités ne puissent compter sur l'appui ou du moins la complaisance, de ses responsables, aucune organisation arabe n'a été autorisée à participer à quelque activité que ce soit sans le consentement et l'approbation entière des autorités» (Sabri Geris, «Democratic freedoms in Israël», *Problèmes politiques et sociaux*, n° 199, novembre 72). Ce passage illustre bien l'oppression subie par les Palestiniens, mais il est certain que les mêmes lois s'appliqueraient avec la même dureté aux Juifs qui en viendraient à briser le front social de la solidarité juive sur lequel repose l'hypocrisie de la démocratie israélienne.

(14) Lorand Gaspard, *op. cit.*, p. 145.

(15) La dernière implantation de colonie date de juin 1979, et ne se fait pas sans rencontrer de résistance. Selon *Le Monde* du 8-6-79, le point de peuplement appelé Allon Moreh a été officiellement fondé le 7 juin. Cette nouvelle

colonie se trouve au sommet d'une colline «au sud de la ville de Naplouse, et s'étend sur 80 hectares de terres, propriété de résidents arabes du secteur qui ont été expropriés par le gouvernement israélien à la suite d'une décision de la cour suprême justifiant cet acte en vertu des «exigences de la défense». Les bulldozers ont commencé à débloquer les voies d'accès. Les quelques dizaines de personnes qui forment le noyau des futurs habitants du village sont arrivés à bord de véhicules de l'armée». Le dimanche 17, une importante manifestation a eu lieu à Naplouse contre l'installation de cette colonie, provoquant l'intervention de l'armée israélienne accueillie par des jets de pierre (voir *Le Monde* du 19-6-79).

(16) Voir à ce sujet Jacqueline Farhoud Iraissaty, *op. cit.*, p. 44.

(17) Voir Jamil Hilal, «Les palestiniens de Cisjordanie et de Gaza», *Khamsin*, n° 2, 1965, pp. 46-48.

(18) Dans son numéro du 29 mai dernier le quotidien *Asharq Al-Awsat* paraissant à Londres, rapporte que les habitants d'une colonie juive dans le Sinaï appelé Oféra ont tenté, après avoir été délogés du Sinaï en vertu de l'accord israélo-égyptien, d'occuper un village arabe nommé Maalia en Galilée. Les colons se sont présentés au village avec leurs meubles, leurs outils et leurs tracteurs et on pouvait lire sur leurs banderolles «Galilée en échange du Sinaï» et «Oféra promet de ne plus laisser vivre un seul Arabe en Israël». La population palestinienne a bien essayé de parlementer, mais les colons ont riposté en montrant qu'ils étaient mandatés officiellement par l'Agence Juive pour s'installer dans le village. Une vive discussion a suivi: un colon a tiré plusieurs balles au-dessus des têtes des délégués arabes afin d'intimider les villageois. Aussitôt les habitants du village ont accouru par dizaines. Il s'en est suivi une bagarre qui a duré plus de deux heures, après laquelle des colons ont été obligés d'emporter leurs affaires et de s'enfuir, laissant leurs cabanes en flammes. En arrivant, la police a posé cette question: «Est-ce le Fatah qui vous a donné l'ordre de tirer sur les Juifs?». Les villageois ont riposté à l'interrogatoire policier par la grève générale. Le gouvernement, surpris de rencontrer une résistance spontanée, a reculé et déclaré sur les ondes radiophoniques que l'Etat n'était nullement impliqué dans l'opération, menée par les seuls colons, et qu'il n'était même pas au courant de leurs intentions! Encore une fois, seule la force peut être opposée à la force.

(19) S'il fallait une illustration de ce fait, *Le Monde* du 6-6-79 rapporte que le lundi 4 juin au milieu de la nuit, les maisons où habitaient quatre Palestiniens soupçonnés d'appartenir à la résistance ont été encerclées par l'armée: «les familles reçoivent l'ordre de quitter immédiatement les lieux. Le mobilier est transporté dans le jardin d'El Jenieh, la maison des parents de Mell Ataf Youssef est rasée par un bulldozer. A Ramalleh et à El Bireh, trois appartements, après l'évacuation de leurs occupants sont murés. Portes et fenêtres sont condamnées par une cloison de briques et de ciment». Tout l'arsenal des lois terroristes est donc bien en vigueur, et en particulier les lois sur la responsabilité collective.

Terreur blanche au Liban: Le Moyen-Orient dans la perspective classique du marxisme révolutionnaire

(«le prolétaire», n° 152, 11 au 24 juin 1973)

Par-delà les hauts et les bas de la «haute politique» diplomatique, l'autre guerre du Moyen-Orient, non officielle celle-là, continue à opposer le front commun de l'impérialisme, d'Israël et des Etats arabes, aux ouvriers, aux fellahs et aux réfugiés palestiniens.

Cette guerre ne date pas de 1967, ni de 1956, ni même de 1948. Elle remonte à la pénétration du capitalisme dans cette aire de la planète, et a fait des victimes bien avant la deuxième guerre mondiale.

Toujours violente, l'expropriation de la paysannerie pauvre du Nil, de Palestine et de l'Euphrate fait revivre les douleurs de l'accumulation primitive du capital qui, voici quatre siècles, ravageait les masses paysannes de l'Angleterre. Rien ne manque à cette réédition «XXe siècle», pas même l'hypocrisie: à Gaza et en Jordanie, la «bienfaisance» de la paroisse anglaise fut remplacée par celle de l'O.N.U., et en Egypte par celle de l'Amérique, qui lui envoya du blé à titre d'«aide», jusqu'en 1966.

Les révoltes de la paysannerie pauvre et des masses prolétarisées jalonnent toute l'histoire du Moyen-Orient au XXe siècle, reliant l'Egypte des premier et second après-guerre à la Palestine de 1936-39 et à celle d'aujourd'hui. Hier, ces révoltes se heurtaient au bloc compact que formaient, avec la complicité de la bourgeoisie arabe, le colonialisme anglais et français, la bourgeoisie sioniste, et les classes féodales. Aujourd'hui, les vieux colonialismes ont été remplacés par ceux des U.S.A. et de Moscou, et la bourgeoisie arabe montante, devenue maîtresse de quelques Etats dits «progressistes», est leur alliée à part entière.

En 1936-39, les puissances coloniales se chargèrent d'écraser les révoltes des masses travailleuses de Palestine. Aujourd'hui, épaulés par l'impérialisme, la bourgeoisie israélienne, les agrariens et les bourgeois arabes la noient eux-mêmes mêmes dans le sang.

En 1970 en Jordanie comme en 1973 au Liban, les régimes arabes «réactionnaires» se chargèrent en effet de décimer les camps palestiniens, avec l'aide *directe et indirecte* d'Israël, et la bienveillance *active* des régimes arabes «progressistes» (Egypte et Syrie en premier lieu), lesquels empêchèrent les Palestiniens réfugiés chez eux d'apporter la moindre aide militaire à leurs frères. Ces actions répressives *alternant avec celles de l'armée israélienne* sont la nième représentation du sinistre spectacle que nous donnent depuis plus de quarante ans l'impérialisme et les classes exploiteuses du Moyen-Orient.

ISRAËL, AVANT-POSTE DE L'IMPÉRIALISME

Ces classes exploiteuses s'érigèrent en Etats quand le colonialisme anglo-français abandonna le Moyen-Orient. Mais ce dernier, en cédant la place à l'impérialisme U.S. plus infâme encore, lui légua le *greffon* qu'il avait implanté

dans cette aire géo-historique, la tête de pont de l'impérialisme dans ces contrées: *l'Etat d'Israël*.

Constituée en Etat, la bourgeoisie sioniste reste aujourd'hui comme hier à la solde du plus offrant. Le sionisme a d'abord été utilisé par le colonialisme anglais pour soumettre les travailleurs arabes à l'impérialisme (ce qui fut dénoncé par l'Internationale Communiste); il a ensuite été soutenu par les U.S.A. et l'U.R.S.S. qui, désireux de déloger l'ancien maître, ont favorisé le partage de la Palestine et la création de l'Etat d'Israël. Cet Etat a été financé jusqu'en 1964 par l'Allemagne (3,4 milliards de DM à titre de «réparations»); il fut le commis de l'Angleterre et de la France lors de la guerre de Suez; il sert d'école d'entraînement pour les cadres coloniaux de l'Afrique Noire; il ne vit que grâce au soutien militaire, politique, économique et financier des U.S.A. (qui lui fournissent 11 milliards de dollars par le biais gouvernemental, et 25 milliards par transferts privés entre 1949 et 1969, plus 1,5 milliard en 1971); véritable *colonie blanche* exerçant une oppression coloniale, sociale et politique sur les masses palestiniennes, il a été l'agent le plus efficace de cette accumulation primitive au Moyen-Orient, dont le résultat (et le moyen) est l'expropriation violente - dans la plus pure tradition anglaise, classique - des Palestiniens, par le *rasage* et le *dynamitage* de 385 villages sur 475.

LE PANARABISME, ENTRAVE À LA LUTTE DES CLASSES

Hier, les agrariens et bourgeois palestiniens réussirent à contrôler le potentiel révolutionnaire des masses travailleuses de Palestine, qui allèrent jusqu'à l'insurrection entre 1935 et 39, en les chapeautant par un Haut Comité Arabe avant de les livrer à la répression anglaise.

Aujourd'hui, où la crise gagne tout le sous-continent, bourgeois et agrariens arabes s'y prennent de la même façon pour venir à bout de ce potentiel accru «*par le développement de la production capitaliste et aussi par le manque de ce développement*». A cette fin (avant de la massacrer eux-mêmes, cette fois), ils ont organisé la «résistance palestinienne», en adoptant comme principe suprême et intangible la «*non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats arabes*», à l'instar du Haut Comité Arabe qui

proclamait la non-ingérence de ces comités nationaux dans les affaires des classes dirigeantes.

Sous couvert de panislamisme hier, de panarabisme aujourd'hui, ce respect des Etats «frères», et cette volonté (affichée par toutes les organisations palestiniennes) (1) d'étouffer tous les «différends» entre arabes dans la lutte «unitaire» contre l'ennemi sioniste, ne sont que le moyen éprouvé de paralyser les forces révolutionnaires.

Que sont donc ces Etats arabes qui, à en croire ces organisations, ne constituent pas un obstacle sur le chemin des masses exploitées?

L'Egypte? Cet Etat «révolutionnaire» a célébré sa naissance en pendant haut et court les ouvriers et paysans pauvres qui avaient combattu la domination coloniale; a grandi dans les «victoires» - offertes aux bourgeois «progressistes» et aux féodaux embourgeoisés - contre ses fellahs; est replâtré et soutenu par l'impérialisme (les U.S.A. qui lui fournissaient le blé, et l'U.R.S.S. qui lui fournit les armes) comme bastion de la guerre contre les masses exploitées auxquelles on vola, ne disons pas leur émancipation de classe, mais leur libération d'un féodalisme aussi archaïque que pesant.

La Jordanie? Etat tampon à la solde des Anglais et des U.S.A. qui, en achetant les mercenaires bédouins du désert, les ont mis au service de cette classe de «notables» palestiniens qui ont toujours fait suer le fellah en accord avec l'impérialisme et la bourgeoisie sioniste.

La Syrie et l'Irak baasistes, émules de l'Egypte «révolutionnaire», et le *Liban* des usuriers et des boutiquiers, referment le cercle de feu autour des masses arabes prolétariées secouées par les spasmes de l'accouchement du capitalisme.

Ces Etats arabes nés de la décolonisation n'ont fait qu'ajouter de nouveaux titres au palmarès de leurs classes dominantes, déjà bien chargé d'ignominie, de lâcheté et de rapine.

* * *

Pour les masses prolétariées, la «non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats arabes» n'est que le principe même de la conservation sociale, impérialiste, bourgeoise et féodale dans le Moyen-Orient; et ce principe a pour corollaire la prétention de l'impérialisme et des classes dominantes de régler «en famille» - pacifiquement ou violemment - leurs propres affaires. Ici, toutes les classes dominantes et les Etats se tiennent et s'épaulent les uns les autres au moyen d'un enchevêtrement de rapports dont le principe intangible est *la paix sociale interne*.

Les U.S.A. soutiennent économiquement, politiquement et militairement Israël et la Jordanie, le Liban et même

l'Egypte (par l'intermédiaire de l'Arabie Séoudite). L'U.R.S.S. soutient l'Egypte, la Syrie et le Liban et la Jordanie «réactionnaires» (voir la politique des P.C. officiels et les efforts de la diplomatie soviétique pour liquider les crises tout en maintenant le statu quo). Israël se porte *militairement* garant du maintien du régime libanais et de la monarchie hachémite (avec laquelle il partage la Palestine), tandis que l'Egypte «progressiste» leur fournit son soutien *politique* et ses bons offices pacificateurs à chaque «crise».

Par-dessus les oppositions de leurs intérêts, les Etats surgis de la décolonisation et des révolutions arabes sont aujourd'hui - comme l'étaient hier sous la domination coloniale leurs classes dominantes - étroitement et **activement solidaires entre eux en même temps que de l'impérialisme dans leur lutte commune contre les masses prolétariées et exploitées du Moyen-Orient.**

LE MOYEN-ORIENT ET LA RÉVOLUTION MONDIALE

Les réfugiés palestiniens ont la force des sans réserve, qui n'ont à perdre que les chaînes de l'oppression et de l'exploitation, et - se trouvant au point de jonction de la grande masse des fellahs avec le prolétariat naissant - renferment une haute charge explosive que toutes les forces de la conservation politique et sociale ont toujours tenté de désamorcer, ou de noyer dans le sang comme récemment au Liban.

Or, en faisant de la lutte contre l'impérialisme et l'Etat sioniste une pure question militaire, en la coupant de la nécessité historique de l'affrontement des masses exploitées arabes avec leurs classes dominantes, les organisations de la résistance palestinienne concourent à désarmer et à trahir ce potentiel révolutionnaire.

Car la guerre révolutionnaire ne peut être que le prolongement d'une révolution, et la vraie guerre sainte des masses exploitées du Moyen-Orient contre l'impérialisme et l'Etat sioniste sera le prolongement d'une lutte révolutionnaire qui verra le prolétariat et les semi-prolétaires des villes et des campagnes soulever et entraîner les masses des fellahs contre les classes dominantes arabes et israéliennes, défiant du même coup la domination du capitalisme international.

Il incombe au prolétariat des métropoles impérialistes (dont le prolétariat d'Israël n'est qu'un prolongement) de remplir sa tâche historique en paralysant, avant de les détruire, ces centres nerveux de la conservation et de l'exploitation dans le monde entier. La condition nécessaire à la victoire de ces luttes convergentes est la reconstitution du Parti Communiste Mondial.

(1) **L'O.L.P.**: première organisation politique et militaire des réfugiés palestiniens, créée **par un sommet d'Etats arabes** à Alexandrie en 1964, et dont le premier dirigeant fut Ahmed Choukeiry, l'ancien délégué de l'Arabie Séoudite, le pantin des U.S.A., à l'O.N.U.,

El Fatah: l'organisation la plus importante des réfugiés, créée sous le contrôle de l'Egypte, gagna rapidement l'appui général des Etats arabes; actuellement financée par la Syrie,

La Sahika: créée par l'armée syrienne et intégrée à elle,

Le F.P.L.P.: la «gauche» de la résistance financée par l'Irak,

Le F.D.L.P.: «l'extrême gauche» à la recherche de

financement,

ont tous fait leur le principe de «**non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats arabes**».

Ainsi, par exemple, le **F.D.P.L.P.**, considéré partout comme «l'aile radicale», déclarait que «la question n'est pas d'entourer la Palestine, d'Etats libérés du colonialisme et du néocolonialisme ou d'Etats représentant la véritable gauche (?) dans la région (...). Il n'est donc pas indispensable qu'il y ait d'abord la libération des masses arabes des régimes représentant la petite-bourgeoisie ou se rattachant directement au colonialisme». (**Lutte Palestinienne**, n° 3, 1969). Il mérite ainsi de siéger dans «les structures unitaires de la résistance».

ANNEXES

Seul le renversement d'Israël et de tous les Etats bourgeois mettra fin au calvaire des Palestiniens!

Les assassinats «ciblés» et les massacres commis par la soldatesque israélienne, les conditions effroyables que connaissent les masses palestiniennes (70 % de chômeurs à Gaza) à la suite des destructions israéliennes et des bouclages des Territoires ne suscitent de la part de la dite «communauté internationale» (la bande de **super-terroristes** et de gangsters internationaux que constituent les Etats bourgeois) que de vagues et creuses protestations: ces Etats s'indignent seulement des attentats anti-israéliens. Cela démontre ce que peuvent attendre les opprimés des négociations diplomatiques ou de l'ONU: **rien!** Ce n'est pas le «Droit», la «Justice», la «Démocratie», les bons sentiments, l'amour de la Paix ou autres mystifications qui règlent les rapports entre les Etats, entre les classes sociales, entre les oppresseurs et les opprimés, mais la force: **qui a la force a le droit!** S'imaginer et faire croire que les Etats gangsters impérialistes pourraient protéger les populations palestiniennes opprimées, est une stupidité criminelle: contre l'oppression, la répression, la misère et les massacres, les exploités ne peuvent compter que sur leurs propres forces.

Le «processus de paix» et la «feuille de route» qui en était l'ultime avatar, n'était rien d'autre que la **légitimation de la colonisation israélienne** par les dirigeants palestiniens qui, en échange de leur renonciation définitive à la lutte armée et leur promesse d'y maintenir l'ordre, voyaient reconnaître leur autorité sur les «Territoires autonomes», avec l'espoir de se voir concéder un éventuel futur Etat. Ce «processus de paix» ne visait pas à l'élimination de la colonisation et de l'exploitation des **prolétaires** et des **masses palestiniennes**; il faisait miroiter la reconnaissance éventuelle d'une petite place aux **bourgeois palestiniens** dans l'ordre impérialiste, d'une petite place au banquet des cannibales, **à la condition qu'ils se montrent capables de mater leurs prolétaires**, de les faire se résigner à l'oppression et à la misère, de les empêcher de lutter contre leurs oppresseurs.

Il y a bien longtemps qu'Arafat et les dirigeants nationalistes ont abandonné la perspective de renverser l'Etat israélien afin d'y substituer un Etat laïque unitaire en Palestine abolissant tous les privilèges de race ou de religion (car seule une véritable **révolution** mettant en mouvement **tous les exploités de la région par delà les barrières de race, de religion et de nationalité, y compris les prolétaires Juifs** - une **révolution prolétarienne** - pouvait y arriver), pour quémander auprès d'Israël et des impérialistes l'aumône d'un petit **Etat bourgeois croupion** où ils pourraient exploiter leurs propres prolétaires ou servir de garde-chiourme au profit d'Israël. Pour se rapprocher de cet objectif ils avaient accepté que ce futur éventuel Etat - démilitarisé - ne s'étende que sur une petite partie du

territoire palestinien et qu'en attendant on ne leur concède que des mini-bantoustans dont toute la vie dépend du bon vouloir de l'Etat israélien (contrôlant le marché du travail, l'eau, l'électricité, le commerce «extérieur», les voies de communication, etc.); ils ont sacrifié dans les faits le sort les centaines de milliers de réfugiés qui croupissent dans les camps en Jordanie, au Liban ou en Syrie, **opprimés par les Etats locaux** (plus de 2 millions au total, dont le «droit au retour» n'avait été avancé que démagogiquement par les négociateurs palestiniens, selon leur propre aveu); ils ont accepté de faire la police pour le compte d'Israël et de l'impérialisme international, collaborant étroitement avec la CIA et les services secrets américains: malgré les exactions et les tueries croissantes des militaires israéliens ils ont obéi aux injonctions des Etats-Unis et des Etats européens, en accroissant la répression... contre les militants anti-israéliens et les manifestations anti-américaines. Jamais ils n'ont utilisé la seule force armée véritable qui existait, les 30.000 policiers palestiniens, pour protéger la population contre les raids et les invasions israéliennes (à part, peut-être, à Jenine): leur rôle est de les protéger **contre** cette population!

TOUS LES ETATS BOURGEOIS SONT COMPLICES ET SOLIDAIRES DE LA RÉPRESSION DES MASSES PALESTINIENNES !

Mais cela n'a pas suffi. Alors que les conditions bestiales dans lesquelles vivent les larges masses palestiniennes poussent celles-ci continuellement à la révolte et à la lutte (les attentats suicide sont la manifestation de cette situation désespérée), les bourgeois israéliens - en pleine crise économique - ne veulent surtout pas mettre fin à la colonisation et ils multiplient les actions militaires directes pour soumettre la population palestinienne. Malgré tous les efforts de celles-ci pour collaborer avec eux, ils ne pardonnent pas aux Autorités Palestiniennes leur incapacité à réprimer suffisamment les masses. Celles-ci savent et disent que pour les empêcher les attentats, il faudrait qu'elles déclenchent une véritable guerre civile au sein de leur population - et surtout une guerre civile qu'elles auraient de grandes chances de perdre! Israël et les Etats-Unis ont alors jugé que malgré toutes ses compromissions, Arafat, usé jusqu'à la corde, ne leur était plus utile

Les Etats-Unis ont entériné toutes les exactions israéliennes (et leur récent veto à la timide résolution onusienne demandant à Israël de ne pas expulser Arafat est une nouvelle démonstration de leur complicité avec la politique israélienne). Lorsqu'ils ont décidé de rendre publique la

«feuille de route» mise au point de concert avec les impérialismes européens et russe, ils n'ont fait aucun effort pour contraindre Israël à la moindre concession; en conséquence, bien que toutes les organisations palestiniennes aient décidé d'une trêve des attentats, le gouvernement israélien a poursuivi sa politique de colonisation, de répression et d'assassinats. Les impérialismes européens se sont en pratique alignés sur la politique israélo-américaine: avec la Russie ils ont accentué la pression sur les dirigeants bourgeois palestiniens pour qu'ils «combattent le terrorisme», c'est-à-dire pour qu'ils répriment les groupes et militants armés et fassent se résigner la population à l'oppression israélienne, et ils se sont bien gardés de prendre les moindres mesures concrètes pour faire pression sur l'Etat israélien.

Quant aux pays arabes «frères» ils n'ont pour la plupart même pas élevé les quelques critiques émises par les européens. Le gouvernement égyptien a sans aucun doute exprimé leur sentiment profond lorsqu'il exprimé sa colère qu'Arafat n'ait pas réussi à ramener le calme parmi la population palestinienne...

Tous ces Etats bourgeois n'ont en définitive qu'un seul souci: **contrôler, circonscrire, éteindre si possible, le dangereux foyer de troubles que constituent les masses palestiniennes opprimées en continuelle révolte contre cette oppression.** Les dirigeants américains actuels privilégient d'autant plus la solution de force que non seulement ils ne sont pas directement impliqués sur le terrain, mais surtout que le recours à la force militaire devient de plus en plus le fondement de leur politique extérieure. Les Européens, plus proches du théâtre des opérations, craignent qu'une telle option n'ait des conséquences incontrôlables sur le fragile équilibre politique et social des pays arabes (voire même chez eux, par l'intermédiaire de leurs populations originaires de ces régions). Mais tout en aspirant à se réintroduire dans une région dominée aujourd'hui par l'impérialisme américain, ils ne veulent surtout pas s'opposer ouvertement à lui; c'est pourquoi ils se cantonnent à d'hypocrites vœux pieux. Les bourgeoisies arabes, de leur côté, redoutent comme un cauchemar une éventuelle contagion de la combativité palestinienne parmi leurs propres masses exploitées et opprimées. Il serait trop risqué pour elles de jouer la comédie de la solidarité avec les palestiniens, même au niveau du seul discours, comme cela était encore possible il y a vingt ou trente ans. Elles en sont réduites à espérer en silence que quelqu'un, quel qu'il soit, Sharon ou Bush si Arafat n'y arrive pas, réussisse à étouffer l'incendie avant qu'il ne déborde de ses frontières. Pour tous, la «paix» ne signifie que la **préservation de leur domination de classe.**

**UN MINI-ETAT BOURGEOIS PALESTINIEN
NE POURRAIT METTRE FIN À
L'OPPRESSION. LA SEULE SOLUTION EST
LE RENVERSEMENT DE L'ORDRE
IMPÉRIALISTE ET DE TOUS LES ETATS
BOURGEOIS !**

Des négociations ne reprendront pour instaurer un mini-Etat Palestinien que lorsqu'Israël et les Etats-Unis, mais aussi les Etats Européens et les Etats Arabes, seront tout à fait assurés que cet Etat sera capable de discipliner les masses palestiniennes. Loin de représenter la fin de l'oppression, des discriminations, des exactions, cet Etat ne serait autre chose qu'un **bagne pour les prolétaires** qui resteraient toujours obligés d'aller travailler en Israël où ils

constituent une couche sans droit et exploitée à merci, à l'image des **bantoustans** inventés par le régime sudafricain d'apartheid pour parquer la main d'oeuvre noire.

Ce ne sont pas ces négociations diplomatiques qui permettront aux opprimés et aux exploités de voir la fin de leurs souffrances; ce n'est pas l'intervention de tel ou tel impérialisme ou du consortium impérialiste qu'est l'ONU qui apportera un soulagement réel à leur situation; ce ne sont pas les bourgeois de l'«Autorité Palestinienne» qui les défendront. Mais ce ne sont pas non plus les orientations «radicales» nationalistes ou religieuses qui peuvent représenter une solution: restant sur le terrain bourgeois et cherchant en fait un accord avec le colonialisme ou l'impérialisme, elles constituent une **voie suicidaire** pour les opprimés. Tant que continuera à exister l'**Etat colon et gendarme de l'impérialisme** qu'est Israël, au militarisme hypertrophié et fondé sur le *privilege juif*, le processus de **colonisation** et le **terrorisme d'Etat** continueront. Tant que continueront à exister les Etats bourgeois, l'oppression, l'exploitation et la misère continueront. Tant que durera l'ordre impérialiste, dureront toutes les souffrances dont souffrent les exploités - et tant que ceux-ci feront confiance à des bourgeois, ils ne pourront s'en sortir: c'est l'ordre bourgeois qu'il faut abattre, au Moyen-Orient comme en Europe et partout. La solution ne peut pas être un nouvel Etat bourgeois construit sur les minuscules parcelles de territoire où s'entassent les masses opprimées palestiniennes, mais l'Etat unitaire de tous les exploités de la région, qu'elle que soit leur race, leur religion, leur langue, mettant fin à toutes les injustices, à toutes les inégalités, à toutes les oppressions parce qu'il mettra fin au capitalisme: la **dictature révolutionnaire du prolétariat international du moyen-orient.**

Les seuls alliés des masses palestiniennes sont **les exploités et les prolétaires** du monde entier. Les prolétaires des métropoles capitalistes ont une responsabilité particulière, parce qu'ils ont entre leurs mains la possibilité de paralyser et de détruire cet ordre impérialiste; si puissant soit-il, il ne pourrait résister à la lutte révolutionnaire des prolétaires des métropoles capitalistes venant au secours de la révolte des masses opprimées du monde: **la véritable solidarité avec les masses palestiniennes exige la reprise de la lutte de classe contre «notre» bourgeoisie et son Etat impérialiste.** La perspective prolétarienne du retour à la **lutte révolutionnaire, anticapitaliste, internationaliste et internationale**, à ses objectifs, à son programme, à ses méthodes, à son organisation, est la seule perspective réaliste, même si elle n'est pas immédiate. C'est donc pour elle qu'il faut commencer à lutter dès aujourd'hui, contre tous les faux amis des opprimés, contre toutes les impasses bourgeoises, nationalistes et religieuses, pour l'**union internationale des prolétaires.**

**SOLIDARITÉ PROLÉTARIENNE AVEC LES
PROLÉTAIRES ET LES MASSES
PALESTINIENNES ! LUTTE DE CLASSE
CONTRE TOUTES LES BOURGEOISIES ET
TOUS LES ETATS BOURGEOIS ! VIVE LA
RÉVOLUTION COMMUNISTE
INTERNATIONALE !**

Parti communiste international

Tract - Supplément au Prolétaire n°468 Sept. 2003

Les multiples origines et divisions de la classe ouvrière en Israël et dans les T.O. renforce l'exigence de l'unité et de la lutte de classe

La classe ouvrière en Israël n'est plus aussi monolithique qu'elle a pu l'être avant la guerre des 6 jours en 1967. Aujourd'hui elle se compose de différents groupes aux conditions d'existence et de statut social et politique très différents et qui fait de la lutte pour l'unité classiste un thème central de la lutte de classe. On peut considérer les groupes suivants:

- la classe ouvrière d'origine juive, attachée à l'Etat sioniste par les privilèges sur les autres catégories ouvrières dont elle bénéficie et aujourd'hui toujours la plus prompte à prendre les positions antipalestiniennes les plus dures pour défendre les quelques miettes matérielles et sociales que lui distribue la bourgeoisie israélienne.

- la classe ouvrière d'origine palestinienne de citoyenneté israélienne mais reléguée au rang de catégorie de seconde classe dans la structure sociale fondée sur le privilège juif. Bien que souffrant des discriminations nationales, sociales, religieuses, cette partie de la classe ouvrière bénéficie, par rapport à leurs frères des Territoires Occupés, de conditions de stabilité plus favorables, mais reste sensibilisée par la question des conditions de coercitions et d'exploitation bestiale qu'exerce la bourgeoisie israélienne sur ces derniers.

- la classe ouvrière palestinienne des T.O. qui n'a pas d'autre ressource de survie que de chercher du travail en Israël ou dans les colonies elles-mêmes, qui doit franchir chaque jour la frontière - lorsqu'elle est ouverte - et subir à chaque un de ces passages aux check points toutes les tracasseries et humiliations, avant de se faire exploiter pour des salaires de misère et des horaires au-delà même des maxima légaux.

- la classe ouvrière immigrée, littéralement importée comme une vulgaire marchandise par le biais des trafiquants d'hommes, venant essentiellement des pays d'Asie et de l'Europe de l'Est et qui subit une exploitation totalement esclavagiste.

Ce sont ces deux dernières composantes dont le sinistre sort est lié par les exigences iniques du capitalisme israélien que nous examinons dans cette note en annexe.

LES PROLÉTAIRES MIGRANTS PALESTINIENS

La situation de l'emploi migrant des ouvriers palestiniens en Israël a radicalement changé avec la résistance palestinienne des Intifada, avec la répression démultipliée de l'Etat israélien sur les masses palestiniennes et avec l'effort de colonisation accrue du sionisme.

Le travail migratoire pour les prolétaires palestiniens commencera après l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza par Israël en 1967. Jusque-là la main d'oeuvre bon marché pouvait être fournie par les palestiniens d'Israël, mais l'annexion de ces territoires offrira d'autres possibilités au capital israélien pour se fournir en force de travail docile et peu coûteuse. Après 67 et jusqu'en 1988, la liberté de circulation entre les Territoires Occupés et Israël est déjà

largement réglementée par les impératifs militaires de l'Etat sioniste, toutefois elle reste encore relativement souple par rapport à ce qu'elle deviendra plus tard.

En 1988 éclate la première Intifada à laquelle l'Etat sioniste répondra par la répression brutale du mouvement et par la stratégie du bouclage des Territoires Occupés. Des règles bureaucratiques et policières sévères, complexes et humiliantes seront mis en place pour contrôler l'accès des prolétaires en Israël et la circulation des marchandises; par exemple il faudra dorénavant pour se rendre à Jérusalem Est 4 documents administratifs dont certains renouvelables trimestriellement. Les check-points se multiplient sur toutes les routes et rendent la vie insupportable aux prolétaires. Les heures d'attente, les décisions arbitraires, les insultes, les menaces, le chantage: tout est permis lors du passage des check points pour humilier les prolétaires soumis déjà à une exploitation féroce par leurs employeurs israéliens. Cette situation perdurera même après la fin de la première Intifada et les accords d'Oslo (1993-94), jusqu'au bouclage quasi permanent des T.O. depuis la deuxième Intifada.

Les chiffres sur l'immigration palestinienne en Israël sont extrêmement difficiles à systématiser puisque d'une part ils ne sont pas diffusés en toute clarté par les instances israéliennes pour des raisons politiques de black-out de l'information, que d'autre part règne la confusion entre la comptabilité officielle qui s'en tient aux permis délivrés et la comptabilité réelle estimée qui tient compte des très nombreux clandestins, et que finalement la durée très aléatoire des séjours de travail rend difficile à cerner.

Toutefois et en prenant appui sur différentes sources on peut donner les chiffres suivants: en 1970, après l'annexion des T.O. il n'y avait que 20'600 travailleurs palestiniens migrants en Israël; en 1986, juste avant l'Intifada ce nombre était de 94'700. Le Democracy and Workers' Rights Center (organisation démocratique palestinienne), dans une étude économique - «The Expected Impact of Economic Globalization on the Palestinian labor Markets» - indique un certain nombre de données plus systématiques pour la période de 1988 à 1995, que nous publions dans le tableau ci-après. Ces chiffres doivent être largement majorés, doublés peut être, pour tenir compte des travailleurs clandestins. La baisse constatée du nombre de migrants entre 88 et 95 reflète bien la politique de la bourgeoisie sioniste qui est de se détacher au moins conjoncturellement de cette main d'oeuvre palestinienne devenue moins désirable pour des questions de sécurité. En 1996, les bouclages des T.O. se renforceront encore plus, il y aura 109 jours de bouclage avec Israël mais aussi entre les villes et régions des T.O., ce qu'on appelle le bouclage interne des T.O., empêchant toute circulation autorisée des prolétaires palestiniens. Toutefois la bourgeoisie israélienne continuera à employer des travailleurs non déclarés qui doivent alors utiliser, à leur seuls risques et périls, tous les moyens pour passer à travers les mailles du filet militaire de Tsahal, y compris parfois en creusant des tunnels d'une zone à l'autre, notamment à

Jérusalem.

Plus significatifs que le nombre de travailleurs ou de permis (avec les bouclages les période de travail peuvent être très variables et courtes, voire annulées) ce sont les statistiques sur les jours de travail réels qui donne une idée de la diminution radicale du travail migrant palestinien en Israël. Selon l'OIT l'évolution des jours de travail d'ouvriers palestiniens des T.O. en Israël s'établit ainsi: en 1993 il y a eu officiellement 9'700'000 jours annuels, soit une moyenne par ouvrier de 196 jour l'an; en 1994 ces chiffres sont de 6'700'000 et 185; en 1995 de 5'700'000 et 183 et enfin en 1996 de 4'100'000 et 168.

Selon l'Institut de recherche palestinien d'économie politique (MAS), au 4ème trimestre de 1998, seulement 37,3 % des travailleurs palestiniens des T.O. employés en Israël avaient un permis, cela donne une idée de l'écart entre chiffres officiels et réalité. Il faut comprendre aussi que ce sont les patrons et les colons (beaucoup de palestiniens travaillent dans les colonies) qui organisent le transfert de ces travailleurs, directement ou avec l'aide de très officielles sociétés de main d'oeuvre (dont certaines en mains de bourgeois palestiniens) retenant au moins 20% du salaire de l'ouvrier pris en charge. Tout se déroule selon un système cynique et bien rodé où les seuls responsables en cas de problèmes sont les travailleurs eux-mêmes que l'on jettera en prison, que l'on expulsiera sans paiement du salaire, etc.

Avant le déclenchement de la seconde Intifada en sept 2000, 115'000 palestiniens travaillaient en Israël, selon différentes sources non officielles, probablement en comptant les illégaux. Ce nombre tombera à quelques milliers avec la mise en place de l'état sioniste sur tout le territoire.

Prolétaires des T.O. travaillant en Israël (en milliers - chiffres officiels)			
Années	Cisjordanie	Gaza	Total
1988	64.0	45.4	109.4
1989	65.0	39.5	104.5
1990	64.6	43.1	107.7
1991	55.9	41.8	97.7
1992	72.5	43.1	115.6
1993	54.0	30.0	84.0
1994	47.0	20.0	67.0
1995	40.0	16.0	56.0
1997	-	-	40.3
1998	-	-	41.9

Sources: De 88 à 95: DWRCP, ICBS, PCBS. De 97 à 98: UNESCO

L'EXPLOITATION ESCLAVAGISTE DES NOUVEAUX PROLÉTAIRES IMMIGRÉS

La bourgeoisie israélienne ne pourra pas se satisfaire de cette situation; la guerre et l'expansionnisme territorial rendent difficile l'exploitation de cette main d'oeuvre bon marché que sont les travailleurs palestiniens des T.O. Dans le domaine de l'exploitation de la force de travail, le capitalisme montre encore une fois qu'il ne manque pas de ressources et de moyens. La bourgeoisie israélienne ira donc chercher ses esclaves du salariat dans les grands réservoirs que sont l'Asie et certains pays de l'Europe de l'Est dont principalement la Roumanie.

Les premières vagues de ce type d'immigration commencent principalement en 1993, c'est-à-dire qu'au fur et à mesure que se resserrait l'état autour des T.O., la bourgeoisie mettait en place un système de recrutement hors région

moyen-orientale des immigrés, destinés à remplacer les travailleurs palestiniens. Le gouvernement israélien autorisera donc l'ouverture des frontières aux travailleurs d'Asie et des pays de l'Est. De 1992 à 1998, le nombre de permis de travail pour ces immigrés augmentera de 4'000 à 107'000. Le ministre israélien du travail estimait en 1998 que 186'000 travailleurs immigrés travaillaient en Israël, mais que seulement 90'000 étaient au bénéfice d'un permis de travail, les autres étant les clandestins, ou devenus clandestins suite à un licenciement et souvent à la non restitution de leur passeport par leur patron. 65% travaillaient dans la construction, 20% dans l'agriculture, 10% dans les soins et 5% dans l'industrie et services.

Le tableau ci-après montrent l'origine de ces travailleurs immigrés.

Prolétaires immigrés non-juifs en Israël	
Origine des travailleurs	Nb estimé prolétaires
Philippines	60'000
Thaïlande	30'000
Chine	30'000
Inde et Sri-lanka	15'000
Autres Sud-Est asiatique	10'000
Total Sud-Est asiatique	145'000
Roumanie	50'000
Zone ex-URSS	35'000
Autres pays de l'Est	15'000
Total Europe de l'Est	100'000
Afrique	15'000
Amérique latine	15'000
Moyen-orient, Afrique du Nord	15'000
Total autres pays	45'000
Total toutes régions	290'000

Source : «Annual Report 2002», Kav LaOved

L'exploitation des travailleurs immigrés est même plus avantageuse pour les patrons israéliens. Leur salaire minimum de base est théoriquement le même, soit 2085 NIS, mais compte tenu que les patrons n'ont pas les mêmes charges sur ces salaires, le coût d'un travailleur immigré leur revient finalement à 2'099 NIS alors que pour le palestinien des T.O., titulaire d'un permis; le montant, charges patronales comprises, s'élève à 3'110 NIS. Mais pour ces prolétaires immigrés il y a aussi une différence avec leurs camarades palestiniens, ils supportent en effet beaucoup plus de déductions sur leur salaire qu'un palestinien (Dépenses immobilières, garantie et remboursement des frais du ministère de l'emploi, impôt, sécurité sociale et couverture médicale). Leur salaire net versé se réduit donc à 1'363 NIS contre 1'812 NIS au travailleur palestinien (1).

Les conditions de travail imposées à cette nouvelle vague d'immigration venue de Chine, de Roumanie, de Thaïlande et des Philippines sont véritablement du servage et de l'esclavage salarié: les prolétaires appartiennent totalement à leur patron. Dès leur arrivée dans l'entreprise leurs passeports sont confisqués, leurs contrats font état de multiples restrictions, y compris l'interdiction de tout contact affectif ou rapport sexuel avec une personne israélienne. Le non respect de toutes ces restrictions est sanctionné par des amendes, de la prison et l'expulsion. Les promesses salaria-

les avant leur arrivée sont rarement tenues et aucune occasion n'est perdue pour ponctionner leur salaire de frais spéciaux, par exemple, même si cela n'est pas légal, la restitution du passeport par le patron peut coûter 500\$ à l'immigré, soit un mois de salaire.

Le commerce de cette force de travail est aussi extrêmement juteux pour la bourgeoisie qui s'en occupe. Le ministre du travail Benizri expliquait à ce propos que cela représentait un business de 3 milliards de dollars et que jusque dans les rangs des députés et du gouvernement proliféraient les commissions et pots de vin (2). L'arrivée d'un prolétaire, rapporte tellement que ceux-là même qui sont en charge de faire respecter les quotas, outrepassent les limites, sachant qu'ils mettent en place parallèlement des procédures d'expulsion des illégaux ou devenus tel suite à un licenciement.

Le tableau ci-après indique les sommes astronomiques à payer par les candidats à l'émigration vers Israël aux autorités des deux bords, aux compagnies aériennes, aux agences et intermédiaires de toutes sortes. A ce jeu de dupe, ce sont les travailleurs chinois qui font le plus les frais du système.

L'argent du trafic des travailleurs		
Pays d'origine	Commission par l'ouvrier	Durée de travail couverte
Chine	\$ 9'000	Au-delà d'un an
A qui va l'argent: \$ 4'000 pour les autorités chinoises; \$ 1'000 voyage avion; \$ 4'000 Intermédiaires, patrons et contacts		
Roumanie	\$ 3'000	6 mois
A qui va l'argent: \$ 250 voyage avion; \$ 100 visite médicale; \$ 2'500 pour les représentants de l'Association israélienne patronale (ICA), intermédiaires et contacts		
Thaïlande	\$ 3'000	6 mois
A qui va l'argent: \$ 800 voyage avion; \$ 500 aux patrons; \$ 1'500 agences de placement et contacts		
Philippines	\$ 5'000	env. 1 an
A qui va l'argent: \$ 800 voyage avion; \$ 4'000 agences de placement et contacts		
Source : «Annual Report 2002», Kav LaOved		

Aujourd'hui le nombre de travailleurs immigrés est de 300'000, dont 65% sont en situation illégale, ce qui représente 12 % de la force de travail du pays. L'Etat sioniste,

même si ses représentants font choux gras avec les commissions du trafic, se doit de mettre de l'ordre à tout cela et a lancé une vaste offensive pour détecter, arrêter et déporter les travailleurs illégaux. Associé à cette tâche abjecte le syndicat brun Histadrut qui compte sur ses adhérents pour placer des coups sévères à ces concurrents sur le marché de l'emploi. Asher Shmueli, secrétaire régional du Histadrut déclarait: «L'administration de l'immigration, en collaboration avec l'Histadrut continuera à localiser les endroits où sont employés des travailleurs étrangers», «Nous appelons tous les travailleurs qui ont connaissance de la présence de travailleurs étrangers dans leur lieux de travail à le faire savoir à l'histadrut, même anonymement, afin de renforcer les opérations pour les déloger de leur poste. C'est de cette manière que les travailleurs israéliens pourront assurer leur emploi» (3).

Le poison du racisme, de la xénophobie et du nationalisme est une véritable plaie pour la classe ouvrière dans son ensemble, mais il ne manque pas d'occasion pour les prolétaires d'origine juive de dénoncer les agissements de leur bourgeoisie, à commencer par ce genre d'enrôlement dans la chasse aux travailleurs immigrés.

L'évolution de la structure du prolétariat, le phénoménal élargissement international de ses composantes, contribue objectivement à faire sortir la classe ouvrière du Moyen-Orient de la seule problématique nationale, même si ce facteur est un facteur aggravant de l'exploitation capitaliste. Echapper à l'enfermement dans la seule question nationale, oeuvrer pour que la classe ouvrière, toutes nationalités confondues apporte sa propre solution aux discriminations nationales historiques et quotidiennes, sont des objectifs fondamentaux pour les révolutionnaires marxistes. C'est dans la lutte pour l'unité ouvrière - quels que soient les terribles obstacles à surmonter et les liens étroits des prolétaires juifs avec leur bourgeoisie n'est pas des moindres - que réside l'espoir des prolétaires de toutes nationalités pour défendre leurs conditions d'existence et pour ouvrir leur propre voie de classe.

(1) Source d'origine de Kav LaOved, repris dans un rapport de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) «Les travailleurs migrants en Israël - Une forme contemporaine d'esclavage», juin 2003

(2) Kav laOved, «Annuel repport - 2002»

(3) Kav laOved, 13/09/2002

Le facteur démographique, donnée objective des rapports de force inter-bourgeois

La question démographique est depuis le premier jour de la grande colonisation en 1946 l'obsession du sionisme, mais aussi, pour des raisons similaires mais asymétriques, de la bourgeoisie palestinienne. Face aux nations arabes avoisinantes et hostiles, à la stature démographique de géant par rapport au «nain» Israël à sa création ou face aujourd'hui à la démographie galopante des populations palestiniennes, l'Etat sioniste a toujours pu jouer sur les

vagues d'immigration juive pour assurer son expansion démographique et par conséquent son expansion territoriale. Le sionisme étant la doctrine qui fait du retour des juifs sur la "terre promise" d'Israël le principe de base de toute son action idéologique et matérielle, l'Etat d'Israël est fondé sur le privilège juif, et l'expansion démographique est donc largement réglée par le potentiel à l'immigration des populations juives dans le monde.

Selon l'Agence Juive, la population mondiale juive dans le monde en 1880 était de 7'750'000 personnes dont 25'000 vivant sur le territoire de Palestine. Avant la barbarie de la 2ème guerre impérialiste et le massacre des juifs auquel elle donna lieu, cette population était passée à 16'620'000 de personnes en 1939. A ce moment là il y a 445'000 juifs habitant en Palestine sous mandat britannique. La colonisation, grâce à l'action combinée de l'Agence juive, du Fonds national juif qui organisèrent son recrutement et son financement et des milices armées comme la Haganah (l'organisation militaire secrète fondée en 1920 et qui agira jusqu'en 1948) qui sera son bras armé, semant le terreur, avait déjà commencé et posé les bases pour le futur Etat sioniste.

En 1948, des 11'530'000 juifs dans le monde, 650'000 sont établis en Palestine, soit 5,6%. Le premier tableau ci-après donne l'évolution de ce rapport.

Evolution population juive dans le monde et en Israël (en milliers)		
Années	Monde	Israël (Palestine)
1880	7'750	25
1939	16'620	445
1945	11'000	565
1948	11'530	650
1950	11'373	1'203
1955	11'800	1'591
1975	12'742	2'959
1985	12'871	3'517
1990	12'869	3'947
1993	12'963	4'335
1995	13'000	4'550
2001	13'254	4'952
2002	pas connu	5'292

Sources: Jewish Agency for Israel

Aujourd'hui plus du tiers des juifs dans le monde sont citoyens d'Israël, ce qui explique aussi le poids énorme pris par le sionisme dans la question juive et dans le judaïsme même, ainsi que l'amalgame provoqué par les sionistes eux-mêmes entre sionisme et antisémitisme, amalgame qui provoque l'ire des antisionistes démocratiques peu ravis - malgré le soutien qu'ils apportent à l'existence et à la défense d'Israël - de se faire traiter comme des vilaines chemises brunes.

Le sionisme a pu jusqu'à présent renforcer sa présence numérique par vague d'immigration successive, les «Aliyah». Après la vague importante succédant à la 2ème guerre impérialiste, et justifiée par le sionisme et l'impérialisme comme une compensation aux drames des camps de concentrations, viendront déferler d'autres vagues plus régulières, quelque fois à grand renfort publicitaire et propagandiste (notamment dans le rapatriement des Falaschas d'Ethiopie, dont le nombre est actuellement d'environ 12'000 en Israël). Mais la plus grande vague viendra avec la chute du mur de Berlin et l'ouverture du bloc de l'Est. Selon les derniers chiffres officiels, il y a eu 2'956'657 nouveaux migrants depuis la création de l'Etat d'Israël; mais entre 1990 et 2000 se sont 1 million de nouveaux migrants, presque tous d'ex-URSS et pays de l'Est, qui sont venus gonfler le nombre d'israéliens, c'est-à-dire que le rythme annuel de ces 10 ans a été doublé par rapport au rythme des 40 premières années d'Israël.

Cette vague massive donnera au sionisme les moyens d'exercer une pression plus forte encore pour l'implantation de nouvelles colonies ou pour le renforcement des colonies existantes. Les immigrants russes ne fourniront d'ailleurs pas seulement des troupes pour l'implantation de nouvelles colonies, leur expérience dans la guerre de Tchétchénie pour beaucoup d'entre eux en fera des fers de lance sans scrupules dans les milices de défense des colonies et dans les unités de choc de Tsahal.

L'apport démographique du bloc de l'Est est une grande chance pour l'Etat d'Israël, mais il a certainement épuisé sa dernière grosse cartouche en matière d'immigration car on voit mal les populations juives des pays occidentaux, jouissant d'une situation matérielle certainement plus honorable que celle qu'elles pourraient trouver en Israël, venir jouer au petit soldat dans ce pays. Au contraire et pour la première fois de l'existence d'Israël, on observe un mouvement inverse d'israéliens quittant leur pays pour d'autres lieux plus calmes militairement et moins plongés dans la crise économique. Le vrai problème démographique commence aujourd'hui pour Israël.

Le tableau suivant indique l'afflux des immigrants juifs en Israël (les Olims) après l'ouverture du bloc de l'Est. Il ne devrait d'ailleurs plus y avoir de grande occasion historique, comme le fut l'écroulement du bloc de l'Est, pour réalimenter la pompe à l'immigration de souche juive.

Immigration en Israël			
Années	Nombre de migrants	Années	Nombre de migrants
1989	24'300	1997	67'990
1990	200'170	1998	58'500
1991	176'650	1999	78'400
1992	77'350	2000	61'542
1993	77'860	2001	44'633
1994	80'810	2002	35'168
1995	77'660	2003	24'652
1996	72'180	2004	6'619
Total	1'164'484		

Source: Ministry of Immigrants Absorption

En Israël même, la croissance plus rapide de la démographie des populations non juives, combinée au nouvel apport de force de travail non juives d'Asie et d'Europe de l'Est, fragilise à terme la toute puissance du privilège juif ou du moins sa légitimité du point de vue des apparences démocratiques, si utiles pour tromper le prolétariat des pays impérialistes «amis» sur la nature exacte de l'Etat d'Israël et de sa mission de gendarme du Moyen-Orient et de ses puits de pétrole. Mais surtout, cette inversion démographique, par le fait qu'elle élargie la condition de sous-classe ouvrière des non-juifs toujours plus nombreux, devient pour l'ordre sioniste socialement dangereuse. La seule solution est donc de réduire le ratio de main d'oeuvre non juive, mais cela rentre en contradiction avec les besoins du capital sioniste d'une main d'oeuvre bon marché, comme dans tous les pays capitalistes développés.

Le tableau ci-dessous indique l'évolution de la population juive et non-juive dans les frontières d'Israël, sans tenir compte des populations des Territoires Occupés mais en comptabilisant les colons établis au Golan, en Cisjordanie et à Gaza. En 1951, 89% de la population était juive contre 11% de non-juifs. En 1960 le rapport ne change pas: 88,9% et 11,1%, mais la tendance inverse s'enclenche. En 1970: 85,4% et 14,6%; en 1980: 83,7% et 16,3%; en 1989: 81,5%

et 18,5%. En 1995, l'impact de l'immigration russe est en fait faible: 81,5% et 18,5%; en 2000 l'écart continue de se refermer: 78,1% et 21,9% (Tous ces % sont calculés sur la base des chiffres officiels du bureau des statistiques de l'Etat sioniste). Selon une analyse de l'INDE («Population & Société» n° 32, nov. 2000) il y aurait en 2020 une population juive en Palestine (Israël et T.O.) de 6,7 millions de personnes, par contre les populations non juives, essentiellement arabes, seraient 8,1 millions. Le rapport démographique serait donc inversé.

Le tableau d'après donne les mêmes indications mais

Evolution population d'origine juive et autres en Israël (Chiffres en milliers)			
Années	Juifs	Autres	Total
1948	716.7	156.0	872.7
1949	1013.9	160.0	1173.9
1950	1203.0	167.1	1370.1
1951	1404.4	173.4	1577.8
1952	1450.2	179.3	1629.5
1960	1911.3	239.2	2150.4
1965	2299.1	299.3	2598.4
1970	2582.0	440.0	3022.1
1975	2959.4	533.7	3493.2
1980	3282.7	638.9	3921.7
1985	3517.2	749.0	4266.2
1989	3717.1	842.5	4559.6
1990	3946.7	875.0	4821.7
1995	4522.3	1024.0	5612.3
2000	4'914.1	1'375.1	6'289.2
2003	5'127.9	1'562.2	6'690.1

Source: «Central Bureau of Statistics», Israël

Evolution population d'origine juive et autres en Palestine			
Années	Juifs	Autres	Total
1800	6'000	269'000	275'000
1922	83'790	700'388	757'182
1931	174'606	858'708	1'033'314
1935	443'000	1'057'000	1'500'000
1945	553'600	1'210'920	1'764'520
1950	1'203'000	1'170'000	2'373'000
1960	1'911'300	1'340'000	3'251'300
1967	2'383'600	1'345'198	3'728'798
1970	2'582'000	1'412'000	3'994'000
1980	3'282'700	1'992'000	5'274'700
1986	3'561'000	2'269'000	5'830'000
1989	3'761'000	2'740'000	6'502'000
1990	3'946'700	2'731'000	6'677'700
1995	4'549'500	3'604'103	8'153'603
2000	4'914'100	3'787'000	8'701'000

Source: Ce tableau combine différentes sources, dont les suivantes: «Les palestiniens un peuple», Xavier Baron, 1984; «Contemporary Jewish Demography», «Central Bureau of Statistics», Israël; www.jafi.org.il; etc.
Note: Dans "autres" sont comprises les populations musulmanes, druzes, chrétiennes.

pour toute la Palestine. La parité des deux groupes de population est déjà presque établie et explique la volonté du sionisme de pousser les palestiniens hors des territoires-croupion qui leur sont accordés.

L'Etat sioniste planifie qu'en 2050 il y aura plus de juifs résidant en Israël que dans le reste du monde, d'ici là de l'eau peut couler sous les ponts, mais cette anecdote est significative de l'importance donnée à cette question par l'Etat israélien. Le sionisme ne veut pas subir l'effet sud-africain où la masse des populations noires a finalement eu raison sur la minorité blanche défendant l'apartheid. Sharon ou ses successeurs ont du pain sur la planche, mais le réservoir mondial dans lequel peut puiser l'Etat sioniste n'est pas inépuisable et le facteur démographique restera un facteur de durcissement de la politique sioniste vis-à-vis des palestiniens, comme vis-à-vis des prolétaires non-juifs d'Israël, d'origine palestinienne ou immigrés d'Asie, d'Europe ou d'Afrique.

Pour terminer sur cette question de la démographie et des statistiques, dont le but est de donner un cadre quantitatif plus précis à la question des nationalités et des classes en terre palestinienne, nous publions différents tableaux donnant une vue plus précise des structures de nationalités et population de cette région.

Le premier tableau page suivante, montre simplement la composition actuelle de la population d'Israël.

Le tableau d'après donne ensuite une idée sur le nombre et la localisation des populations palestiniennes. Il faut rajouter que la diaspora palestinienne dans le monde (c'est-à-dire des expatriés en situation légale de séjour dans des pays tiers) est d'environ 800 à 900'000 personnes. Cette diaspora est pour la bourgeoisie palestinienne un facteur économique et politique important.

Dans les deux tableaux finaux, nous indiquons l'évolution de la population de réfugiés palestiniens dans la région ces trente dernières années, le nombre de palestiniens réfugiés a triplé pour être de plus de 4 millions, dont 1,3 vivent toujours dans les camps.

Population d'Israël, y compris colonies des T.O.	
Juifs d'origine ashkénazes (Europe, Amérique) env.	2'050'000
Juifs d'origine séfarades (Moyen-Orient, Afrique) env.	1'950'000
Population d'origine d'Europe de l'Est	900'000
Population palestinienne citoyenne d'Israël env.	950'000
Population Druze env.	100'000
Population chrétienne env.	150'000
Total population d'Israël	6'100'000

Sources : Diverses, dont: INED («Population et Sociétés» n° 362, Atlaseco 2002). Les chiffres de sources éparses ont été arrondis pour donner la meilleure représentation possible. Les chiffres sont approximativement ceux de l'année 2000.

Population totale des palestiniens en Israël, dans les T.O. et dans les pays limitrophes	
Population palestinienne en Israël (2000)	948'000
Population palestinienne en Cisjordanie	1'840'000
Population palestinienne de Jerusalem-Est	228'000
Population palestinienne Bande de Gaza	1'120'000
Total population palestinienne en Palestine	4'136'000
Réfugiés pays limitrophes (Jordanie, Liban, Syrie)	2'555'671
Total population palestinienne dans la zone de conflits	6'691'671
Réfugiés Proche Orient (env.)	560'000
Réfugiés pays occidentaux (env.)	270'000
Population totale palestinienne dans le monde	7'521'671
Sources : INED, «Population et société », n°362	



De 1946 à 1949 ce sont environ 700 à 800'000 palestiniens, en majorité paysans qui fuit l'armée et les milices sionistes et se réfugient dans les pays limitrophes.

Population palestinienne réfugiée									
	1970	1975	1980	1987	1993	1995	2000	2001	2003
Cisjordanie	272'692	292'922	324'035	373'586	477'190	517'412	583'009	618'152	662'553
Bande de Gaza	311'814	333'031	367'995	445'397	586'540	683'560	824'622	865'242	930'115
Total Territoires Occupés	584'506	625'953	692'030	818'983	1'063'730	1'200'972	1'407'631	1'483'394	1'592'668
Jordanie	506'083	625'857	716'372	845'542	1'047'940	1'288'197	1'570'192	1'662'227	1'743'555
Liban	175'958	196'855	226'554	278'609	328'360	346'164	376'472	384'918	395'175
Syrie	158'717	184'042	209'362	257'989	308'410	337'308	383'199	396'248	416'941
Total pays limitrophes	840'758	1'006'754	1'152'288	1'382'140	1'684'710	1'971'669	2'329'863	2'443'383	2'555'671
Total population réfugiée	1'425'264	1'632'707	1'844'318	2'201'123	2'748'440	3'172'641	3'737'494	3'926'777	4'148'339
Source : UNRWA									

Population palestinienne vivant dans les camps de réfugiés						
Pays	1987	1993	1995	1999	2001	2003
Cisjordanie	94'824	126'400	131'705	155'365	166'066	176'514
Gaza	244'416	320'470	362'626	442'942	463'547	478'854
Total Territoires Occupés	339'416	446'870	494'331	598'307	629'547	655'368
Jordanie	208'716	239'180	238'188	277'555	291'244	304'430
Liban	143'809	194'590	175'747	208'223	215'653	222'125
Syrie	75'208	90'670	83'311	110'427	110'597	119'766
Total pays limitrophes	427'733	524'440	497'246	596'205	617'494	646'321
Total toutes les régions	766'973	971'310	991'577	1'194'512	1'247'107	1'301'689
Source: UNRWA						

AUX EDITIONS PROGRAMME

Mise à jour Mai 2004

(La liste ci-dessous des textes publiés n'est pas complète pour des raisons de place. Pour connaître la totalité et les détails de nos publications, commandez le «Catalogue des publications» des Ed. Programme - 2 €)

EN FRANCAIS

Revue théorique « Programme communiste »

- Numéros 1 à 50 (disponibles uniquement en photocopies) 2 à 3€ le numéro
- Numéros 51 à 57 2€
- Numéro 58 (112 pages) 4€
- Numéros 59 à 88 2€
- Numéro 89 3€
- Numéros 90 à 97 4€
- Numéros 98 8€

Série «Les textes du Parti Communiste International»

1. Communisme et fascisme (Nouvelle édition, 2001) 8€
2. Parti et classe 5€
3. Les Fondements du communisme révolutionnaire. (Nouvelle édition en préparation) (prix provisoire 3 €)
4. Eléments d'orientation marxiste épuisé
5. «La Maladie infantile», condamnation des futurs renégats (sur la brochure de Lénine «La maladie infantile du communisme») 3€
6. Force, violence, dictature dans la lutte de classe épuisé
7. Défense de la continuité du programme communiste (224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours) 9€
8. Dialogue avec Staline (réfutation des théories stalinienne sur le socialisme en URSS) 6€
9. Bilan d'une Révolution (192 pages sur la question russe) 10€
10. Elements de l'économie marxiste 10€

Brochures « le prolétaire »

5. Question féminine et lutte de classe (1977) 1€
6. Socialisme prolétarien contre socialisme petit-bourgeois (1980) 1€
7. La grève des nettoyeurs du métro (leçons et bilan) (1977) 1€
8. Violence, terrorisme et lutte de classe (1977) 1€
9. Elections et gouvernement de gauche, mystifications bourgeoises (1977) 1€
10. Postiers en lutte (grève de 78 à Créteil et dans les centres de tri) (1978) 1€
11. Auschwitz ou le grand alibi (1960) 1€
12. Solidarité prolétarienne contre le contrôle de l'immigration (1980) épuisé
13. Le marxisme et l'Iran (1980) 1€
14. Foyers de travailleurs immigrés: enseignements de 6 ans de lutte (1981) 1€
15. Contre la farce électorale, pour la lutte de classe, pour la révolution (1981) 1€
16. Pour des revendications et des méthodes de classe (Orientation pratique d'ac-

tion syndicale) (1981) 1€

17. De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale (Manifeste du P.C. International - 1981) 1,5€
 18. Vive la lutte des ouvriers polonais! (1982) 1€
 19. La question parlementaire dans l'Internationale Communiste 2€
 21. Lénine sur le chemin de la révolution (Texte de 1924, discours après la mort de Lénine) 1,5€
 22. Marxisme et science bourgeoise 1,5€
 23. Yougoslavie. L'opposition réelle aux interventions militaires et aux actes de guerre réside dans la lutte révolutionnaire du prolétariat et dans sa réorganisation classiste et internationaliste contre toute forme d'oppression bourgeoise et de nationalisme. (1999) 1,5€
 24. Mai-Juin 68: Nécessité du parti politique de classe 1,5€
 25. Fascisme, antifascisme et lutte prolétarienne / Italie 1921-1924 (Mai 2001) 1,5€
 26. A propos de la polémique sur notre texte «Auschwitz ou le grand alibi»: Ce que nous nions et ce que nous affirmons (mai 2001) 1,5€
 27. Algérie: Seule la lutte de classe prolétarienne pourra mettre fin à la misère et à l'exploitation en abattant le capitalisme et l'Etat bourgeois! (oct. 2001) 1,5€
 28. Swissair. De la faillite du fleuron suisse à la défaite sans combat des travailleurs. Quel bilan tirer? (Janv. 2002) 1,5€
 29. Le Courant Communiste International: à contre-courant du marxisme et de la lutte de classe (Déc. 2001) 2€
 30. Le marxisme et la question palestinienne 4€
- Suppléments au « prolétaire »**
- Mouvements revendicatifs et socialisme 0,5€
 - Révolution et contre-révolution en Russie 1€
 - L'antifascisme démocratique un mot d'ordre anti-prolétarien (1995 - Texte de 1972) 1€
 - Algérie: Les enseignements du «Mouvement de Printemps» (1981) 1€
- Série «Les cahiers d'el-Oumami»**
1. Le syndicalisme en Algérie (1919-1979) 2€
 2. La situation politique en Algérie et les tâches des révolutionnaires (1981) 1€
 3. Critique de la théorie de la «Révolution nationale-démocratique de type nouveau» (1982) 2€
- EN ITALIEN**
- Storia della Sinistra Comunista: vol. I (1912-1919) épuisé
 - vol. I bis (racolta di scritti 1912-19) 10€
 - vol. II (1919-1920) 18€
 - vol. III (1920-1921) épuisé
 - Struttura economica e sociale della Russia d'oggi 20€
- I testi del partito comunista internazionale**
1. Tracciato d'impostazione. I fondamenti del comunismo rivoluzionario 5€
 2. In difesa della continuità del programma comunista (disponibile ora solo in fotocopia) 9€
 4. Partito e classe 5€

5. «L'estremismo, malattia infantile del comunismo», condanna dei futuri rinnegati 5€
 6. Per l'organica sistemazione dei principi comunisti (disponibile ora solo in fotocopia) 9€
 7. Lezioni delle controrivoluzioni 5€
- Quaderni del Programma Comunista**
- Il mito della pianificazione socialista in Russia (1976) 4€
 - Il «rilancio dei consumi sociali» ovvero l'elisir di lunga vita dei dottori dell'opportunismo. Armamenti: un settore che non andrà mai in crisi (1977) 6€
 - Il proletariato e la guerra (1978) 6€
 - La crisi del 1926 nel partito russo e nell'Internazionale (1980) 8€
- Reprint « il comunista »**
- Marxismo e scienza borghese 3,5€
 - La lotta di classe dei popoli non bianchi 3,5€
 - La successione delle forme di riduzione nella teoria marxista 5,5€
 - Trotsky: Insegnamenti dell'Ottobre. Insegnamenti della Comune 5,5€
 - Bordiga: La funzione storica delle classi medie e dell'intelligenza (1925) 3,5€
 - Abaco della economia marxista 3,5€
 - Lotta di classe e questione femminile 5,5€
 - La teoria marxista della moneta 3,5€
 - Il proletariato e la seconda guerra mondiale 3,5€
 - Antimilitarismo di classe e guerra 4,5€
 - Sulla lotta immediata e gli organismi proletari indipendenti 4,5€
 - P.C. d'Italia, sezione dell'Internazionale comunista: Relazione del Comitato Centrale al 2° Congresso Nazionale, Roma 20-24 marzo 1922. 5,5€
 - Auschwitz, o il grande alibi 3,5€
- Altri opuscoli**
- Il terrorismo e il tormentato cammino della ripresa generale della lotta di classe 1,5€
 - La lotta di classe ridivampa in Europa col poderoso moto proletario polacco (1980) 1,5€
 - Il marxismo e l'Iran (1980) 1,5€
 - Dalla crisi della società borghese alla rivoluzione comunista mondiale (Il manifesto del P.C. Internazionale, 1981) 2€
 - Punti di orientamento e direttive pratiche di azione sindacale 1,5€
 - Avanti verso la rivoluzione comunista mondiale (1981) 1,5€
 - Non pacifismo, antimilitarismo di classe! 1,5€
 - Punti base di adesione per l'organizzazione, 1952 1,5€
 - Chi siamo e che cosa vogliamo (1969) 2€
 - Punti di azione sindacale (1972) 2€
 - Solidarietà di classe col proletariato cileno (1974) 2€
 - Neofascismo, opportunismo e comunismo rivoluzionario (1974) 2€
 - Fascismo e antifascismo, strumenti gemelli del rafforzamento dell'ordine costituito (1975) 1,5€
 - Il Portogallo dopo il 25 Aprile (1975) 2€
 - Elezioni e proletariato (1975) 1,5€

- Dopo le elezioni: cos'è cambiato per i proletari? (1975) 1,5€
- Orientamenti pratici di azione sindacale (1975) 1,5€
- Il programma comunista del movimento dei soldati (1975) 1,5€
- Chimici e contratti (1975) 2€
- Lotte dei ferrovieri e pubblico impiego (a proposito di «corporativismo» e lotta di classe) (1975) 1,5€
- Risposta di classe al riformismo nella scuola (sui decreti delegati) (1975) 2€
- Innocenti: lotta contro i licenziamenti e risposta di classe organizzata (1975) 1,5€
- A caccia di «governi operai» si smarrisce la via della rivoluzione proletaria (1976) 1,5€
- Le ragioni del nostro astensionismo (1976) 2€
- Dove conduce la via parlamentare? (1976) 1,5€
- La scheda elettorale non è l'arma del proletariato (1976) 1,5€
- Elezioni e proletariato (1976) 1,5€
- Il proletariato nella IIa guerra mondiale e nella «resistenza» antifascista (1976) 3€
- Gli investimenti, false risorse dell'opportunismo sindacale (1976) 2€
- Cronologia, Bibliografia, Indice del lavoro di partito 1951-1975 (1976) 2€
- Distingue il nostro partito (1977) 2€
- Analisi della ideologia delle BR: dallo spontaneismo al terrorismo (1978) 2€
- Dalla fondazione del PCd'I alla questione del Partito oggi (1978) 2€
- All'insegna di obiettivi e metodi di classe, gli ospedalieri hanno rotto la pace sociale (1978) 1€
- Per la costituzione di una vera opposizione di classe nelle lotte proletarie immediate (1979) 1€
- Iran: quale rivoluzione? (1979) 1,5€
- No al lavoro nero! (1980) 1,5€
- Lottiamo uniti per la casa (1980) 1€
- Droga: un disperato tentativo di evadere dalla realtà capitalistica (1980) 2€
- E' la società borghese che produce emarginazione (1981) 1,5€
- Difesa proletaria e repressione (1981) 1€
- La casa è un diritto che si difende con la forza (1981) 1€
- Contro la preparazione della guerra imperialista, preparare la rivoluzione proletaria (1981) 1€
- Chi ha paura della scala mobile? (1982) 1€
- Il nemico delle masse sfruttate palestinesi è anche il nostro nemico (1982) 1,5€
- Elezioni?... No grazie! (1983) 1,5€
- Una prospettiva per le lotte dei disoccupati (1983) 1,5€
- Chi ci guadagna con la mafia? (1983) 1,5€
- Carlo Marx, teorizzatore e formidabile combattente della rivoluzione proletaria e del comunismo (1983) 1,5€
- Sui movimenti di lotta del napoletano (dal 1995 al 2002) - (Giugno 2003) 4€

EN ANGLAIS

- The fundamentals of Revolutionary Communism 5€
- Party and Class 5€
- Communist Program (Organ of the

International Communist party)
Ns 1 to 7 3€

- The Party's Programme 1,5€
- The Proletarian (Nr. 1) (February 2002) 1€

EN ESPAGNOL

1. Los fundamentos del comunismo revolucionario 4€
2. Fuerza, violencia, dictadura en la lucha de clase 4€
3. Partido y clase épuisé

El Programa Comunista

- n°1 à 38, n°40 2€
- n°39 (Manifiesto del P.C.I.: De la crisis de la sociedad burguesa a la revolución comunista) 4€
- n° 41, 42, 43, 44 3€
- n° 45 4€
- La epopeya del proletariado boliviano (la lucha de clase en Bolivia hasta 1981) 1,5€

EN ALLEMAND

1. Die Frage der revolutionären Partei 3€
2. Revolution und Konterrevolution in Russland 3€
3. Der Kampf gegen den alten und heutigen Revisionismus 2€
4. Die Grundlagen des revolutionären Kommunismus 3€
5. Was heisst, den Marxismus zu verteidigen? 4€
6. Gewalt und Diktatur im Klassenkampf 3€

Kommunistisches Programm (Theoretische Zeitschrift der IKP, bis Nummer 28) 3€

Broschüren

- Auschwitz oder das grosse alibi 1€
- Klassensolidarität mit dem Chilenischen proletariat (1975) 4€
- Portugal: Rausch und Katzenjammer einer Scheinrevolution (1976) 5€

EN ARABE

- Pour le parti ouvrier indépendant 1€
- Thèses caractéristiques du parti 2€
- Les communistes et la question de la liberté politique 1,5€
- Manifeste du P.C. International 2€
- Ce qui distingue notre parti 0,5€

EN PORTUGUAIS

1. Teses características do partido 1,5€
2. Lições das contra-revoluções 1,5€
3. Os fundamentos do comunismo revolucionario 1,5€
- As lutas de classe em Portugal de 25 de Abril a 25 de Novembro 1,5€

EN TURC

- Karl Marx Friedrich Engels: Komünist partisi manifestosu 1,5€
- Rusya'da devrim ve karsi-devrim 1€
- Bulletin **Enternationalist Proleter** (3 nos parus, 19 - 1983) 1€

EN HOLLANDAIS

- Het demokratisch principe 1€

EN POLONAIS

- W Polsce tak samo walka klasy robotniczej 1,5€

EN PERSE

- Retour au programme communiste révolutionnaire. Ce qu'est et ce que veut le PCInt. 1,5€
- Les fedayins et la question de l'Etat 1€

EN GREC

- Parti et classe 3€

EN DANOIS / SUEDOIS

1. Marxismens grundtraek-Partiets karakteristiske teser 3€
2. Vad är och vad vill det Internationella Kommunistiska Partiet 3€

AUTRES TEXTES DANS LA BIBLIOTHEQUE DE LA GAUCHE COMMUNISTE

En italien

- Amadeo Bordiga: Economia marxista ed economia controrivoluzionaria (263 p.) - Ed. Iskra 12€
- Amadeo Bordiga: I fattori di razza e nazione nella teoria marxista (175 p.) - Ed. Iskra 10€
- A. Bordiga: Drammi gialli e sinistri della moderna decadenza sociale - Ed. Iskra 10€
- Amadeo Bordiga: Imprese economiche di pantalone (153 p.) - Ed. Iskra 12€
- Amadeo Bordiga: Proprietà e capitale (202p.) - Ed. Iskra 12€
- Amadeo Bordiga: Mai la merce sfamerà l'uomo (306 p.) - Ed. Iskra 12€
- A. Bordiga: Dialogato con Stalin - Ed. Sociali 8€
- A. Bordiga: Dialogato coi Morti - Ed. Sociali épuisé
- O. Perrone: La tattica del Comintern 1926 - 1940 - Ed. Sociali épuisé
- Lettere di Engels sul materialismo storico (1889/95) (130 p.) - Ed. Iskra 10€
- Plechanov: Contributi alla storia del materialismo (198 p.) - Ed. Iskra 10€
- Trotsky, Vujovic, Zinoviev: Scritti e discorsi sulla rivoluzione in Cina 1927 (299 p) - Ed. Iskra 12€
- Relazione del P.C. d'Italia al IV congresso dell' Internazionale comunista, nov. 1922 (124 p.) - Ed. Iskra 10€
- William D. Haywood: La storia di Big Bill (L'autobiografia del principale rappresentante degli IWW) (376 p.) - Ed. Iskra 12€
- N. Bucharin-L. Trotsky: Ottobre 1917: Dalla dittatura dell'imperialismo alla dittatura del proletariato 10€
- La sinistra comunista nel camino della Rivoluzione - Ed. Sociali 7€

En français

- Léon Trotsky: Terrorisme et communisme - Ed. Prométhée 10€
- A. Bordiga: Facteur de race et de nation dans la théorie marxiste - Ed. Prométhée épuisé

EN RUSSE

- Qu'est-ce que le parti communiste international? N° 1 : (Au sommaire: - Qu'est-ce que le parti Communiste International - Révolution et contrerévolution en Russie - critique de la théorie de l'Etat ouvrier dégénéré - programme du Parti Communiste International) 3€
- Qu'est-ce que le parti communiste international? N° 2 : (Au sommaire: - le tournant des Front Populaires ou la capitulation du stalinisme devant l'ordre établi (1976) - Chine: la révolution bourgeoise a été faite, la révolution prolétarienne reste à faire (1976) - La question de la reprise de la lutte de classe et les tâches des communistes (Réunion de san Donà, déc. 1992) 3€

«Auschwitz ou le grand alibi»

Ce qui frappe avant tout c'est l'ignoble hypocrisie de la bourgeoisie et de ses laquais, qui voudraient faire croire que ce sont le racisme et l'antisémitisme qui sont, en eux mêmes, responsables de souffrances et des massacres, et en particulier qui ont provoqué la mort de 6 millions de juifs lors de la dernière guerre. L'article que nous reproduisons met à nu les racines réelles de l'extermination des juifs, racines qu'il ne faut pas chercher dans le domaine des idées, mais dans le fonctionnement de l'économie capitaliste. Et il montre aussi que si l'Etat allemand a été le bourreau des juifs, tous les Etats bourgeois sont co-responsables de leur mort, sur laquelle ils versent maintenant des larmes de crocodile (extrait de l'introduction).

Brochure «Le Prolétaire» n°11 - 1 €

«Auchwitz ou le grand alibi: Ce que nous nions et ce que nous affirmons»

La brochure reprend les différents articles parus depuis 1996 sur notre journal en réponse aux attaques contre notre texte «Auschwitz ou le grand alibi», publié pour la première fois en 1961 sur notre revue théorique «Programme Communiste». Le lecteur y constatera que la polémique contre cet article est en réalité une attaque ouverte contre le marxisme. Quelle soit menée par des partisans déclarés de la démocratie bourgeoise ou par de prétendus communiste, cette attaque reprend les mêmes arguments et vise au même résultat: dénier au marxisme authentique, non révisé ou mis au goût du jour, la possibilité d'expliquer l'histoire et par conséquent de guider le prolétariat dans sa lutte anti-capitaliste.

Brochure «Le Prolétaire» n° 26 (45 pages):1,5 €

«La question parlementaire dans l'Internationale Communiste»

(80 pages - 2 €)

Au sommaire de la brochure

• Présentation

• Introduction à l'édition de 1967

• Première partie

• Position du problème: l'année 1919 / • Le parlementarisme et la lutte pour les Soviets (Lettre circulaire du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, Zinoviev, 5-9-1919) / • Jean Longuet: déchéance du parlementarisme (Trotsky, le 18-12-1919)

• Deuxième partie

• Au IIe Congrès de l'Internationale Communiste / • Discours du rapporteur sur la question parlementaire (Boukharine) / • Discours du représentant de la fraction abstentionniste italienne (Bordiga) / • Discours de Lénine / • Réplique du représentant de la fraction abstentionniste italienne (Bordiga) / • Introduction de Trotsky et Thèses de Boukharine-Lénine adoptées par le Congrès: / • I. La nouvelle époque et le nouveau parlementarisme: • II. Communisme, lutte pour la dictature du prolétariat et utilisation des parlements bourgeois • III. La tactique révolutionnaire / • Thèses sur le parlementarisme présentées par la fraction communiste abstentionniste du parti socialiste italien

• Troisième partie

• A l'épreuve des grandes batailles de classe (1913-1926) / • Contre l'abstentionnisme («Avanti!», 13-7-1913) / • Ou élections, ou révolution («Il Soviet», 28-6-1919) / • Préparation révolutionnaire ou préparation électorale («Avanti!», 21-8-1919) / • Elections («Il Comunista», 14-4-

1921) / • Manifeste pour les élections («Il Comunista», 21-4-1921) / • Nostalgies abstentionnistes? («Stato Operaio», 28-2-1924) / • Bilan de l'aventure antifasciste («Thèses de Lyon», III - Question italiennes)

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

La question parlementaire dans l'Internationale communiste



19

PAIEMENT. Par mandat ou chèque à l'ordre de: DES-SUS (sans autre mention),
à envoyer à notre adresse de Lyon, ci-dessous.

Commandes à notre adresse: Editions Programme, 3 Rue Basse Combalot, 69007 Lyon (France)
FRAIS DE PORT NON COMPRIS (tarif économique: 10% en sus; par avion: nous consulter)

AVERTISSEMENTS:

- les textes épuisés ou en voie d'épuisement ne peuvent être fournis qu'en photocopies; nous consulter.
- les prix indiqués dans ce catalogue n'ont valeur que pour l'année en cours.
- les prix directement imprimés sur les brochures, journaux et livres, compte tenu de la date d'édition, parfois ancienne, ne font pas toujours foi.

Programme du Parti Communiste International

Le Parti Communiste International est constitué sur la base des principes suivants, établis à Livourne en 1921 à la fondation du Parti Communiste d'Italie (section de l'Internationale Communiste):

1. Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.

2. Les rapports de production actuels sont protégés par le pouvoir de l'Etat bourgeois. Quels que soient la forme du système représentatif et l'usage fait de la démocratie électorale, l'Etat bourgeois constitue toujours l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

3. Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

4. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti de classe. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus résolue du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses en les dirigeant, de la lutte quotidienne pour des intérêts partiels et des résultats contingents, vers la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens d'action, de diriger la classe laborieuse dans le développement de la lutte en assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement.

5. Après le renversement du pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en privant de tout droit et de toute fonction politique la bourgeoisie et les membres de la classe bourgeoise tant qu'ils survivront socialement, et en fondant les organes du nouveau régime sur la seule classe productive. Le parti communiste, dont la caractéristique consiste dans la réalisation de ce but fondamental, représente, organise et dirige sans partage la dictature prolétarienne. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.

6. Seule la force de l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.

7. Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité de l'Etat politique dont l'appareil se réduira peu à peu à celui de l'administration rationnelle des activités humaines.

* * *

La position du parti devant la situation du monde capitaliste et du mouvement ouvrier après la seconde guerre mondiale se base sur les points suivants:

8. Dans la première moitié du XXème siècle, le développement du capitalisme a vu, dans le domaine économique, l'apparition de syndicats patronaux regroupant les employeurs dans un but de monopole, et des tentatives de contrôler et de diriger la production et les échanges selon des plans centraux, allant jusqu'à la gestion de secteurs entiers de la production par l'Etat;

dans le domaine politique, le renforcement du potentiel policier et militaire de l'Etat et les formes totalitaires de gouvernement. Il ne s'agit pas là de types nouveaux d'organisation sociale constituant une transition du capitalisme au socialisme, encore moins d'un retour à des régimes politiques pré-bourgeois; il s'agit au contraire de formes précises de gestion encore plus directe et plus exclusive du pouvoir et de l'Etat par les forces les plus développées du capital.

Ce processus exclut des interprétations pacifistes, évolutionnistes et progressistes du développement du régime bourgeois et confirme les prévisions marxistes sur la concentration et l'alignement antagonique des forces de classe. Pour que ses énergies révolutionnaires puissent se renforcer et se concentrer avec un potentiel correspondant, le prolétariat doit repousser la revendication d'un retour illusoire au libéralisme démocratique ainsi que la demande de garanties légales, et ne pas les admettre comme moyen d'agitation; et il doit liquider historiquement la méthode des alliances du parti révolutionnaire de classe pour des buts transitoires, que ce soit avec des partis bourgeois ou petits-bourgeois, ou avec des partis pseudo-ouvriers à programme réformiste.

9. Les guerres impérialistes mondiales démontrent que la crise de désagrégation du capitalisme est inévitable du fait que celui-ci est entré définitivement dans la période où son expansion n'exalte plus historiquement l'accroissement des forces productives, mais lie leur accumulation à des destructions répétées et croissantes. Ces guerres ont provoqué des crises multiples et profondes au sein de l'organisation mondiale des travailleurs, car les classes dominantes sont parvenues à leur imposer la solidarité nationale et militaire dans l'un ou l'autre des deux camps. La seule alternative historique à opposer à cette situation est la reprise de la lutte de classe à l'intérieur de chaque pays jusqu'à la guerre civile des masses laborieuses pour renverser le pouvoir de tous les Etats bourgeois et des coalitions mondiales, avec la reconstitution du parti communiste international comme force autonome face à tous les pouvoirs politiques et militaires organisés.

10. L'Etat prolétarien, dans la mesure même où son appareil est un instrument et une arme de lutte dans une époque historique de transition, ne tire pas sa force organisationnelle de règles constitutionnelles ni de schémas représentatifs quelconques. L'expression historique la plus haute d'une telle organisation a été jusqu'à présent celle des conseils de travailleurs née au cours de la révolution russe d'octobre 1917 dans la période où la classe ouvrière s'organisait militairement sous la direction exclusive du parti bolchévique, et où étaient à l'ordre du jour la conquête totalitaire du pouvoir, la dissolution de l'Assemblée constituante, la lutte pour repousser les attaques extérieures des gouvernements bourgeois et pour écraser la rébellion intérieure des classes vaincues, des couches moyennes et petites-bourgeoises et des partis opportunistes qui, dans les phases décisives, sont les alliés inévitables de la contre-révolution.

11. La défense du régime prolétarien contre les dangers de la dégénérescence contenus dans les succès et les reculs possibles de l'oeuvre de transformation économique et sociale - dont la réalisation intégrale est inconcevable dans les limites d'un seul pays - ne peut être assurée que par une coordination constante entre la politique de l'Etat ouvrier et la lutte unitaire internationale, incessante en temps de paix comme en temps de guerre, du prolétariat de chaque pays contre sa bourgeoisie et son appareil étatique et militaire. Cette coordination ne peut être assurée qu'au moyen du contrôle politique et programmatique du parti communiste mondial sur l'appareil de l'Etat où la classe ouvrière a conquis le pouvoir.

